



Stiftung für eidgenössische Zusammenarbeit
Fondation pour la collaboration confédérale
Fondazione per la collaborazione confederale
Fundaziun per la collavuraziun federala

Annexe IV

Documentation relative à l'évolution du fédéralisme 2015

Tableau I Procédures de consultation de la Confédération politiquement importantes pour les cantons, achevée en 2015	2
Tableau II Projets d'actes législatifs de la Confédération politiquement importantes pour les cantons en 2015	6
Tableau III Ordonnances du Conseil fédéral politiquement importantes pour les cantons entrées en vigueur en 2015	9
Tableau IV Evolution du fédéralisme en 2015 du point de vue des cantons : synthèse	10
Tableau V Projets et textes des cantons en 2015	19
Tableau VI Evaluation du fédéralisme en 2015 du point de vue des conférences des directeurs et de la conférence des chanceliers d'État	22
Tableau VII Projets de la Confédération en consultation et projets d'actes législatifs fédéraux politiquement importants pour les cantons en 2015 : évaluation par les secrétariats des conférences	60
Tableau VIII Liste des interventions parlementaires de la Confédération politiquement importantes pour les cantons en 2015	90

Tableau I

Procédures de consultation de la Confédération politiquement importantes pour les cantons, achevée en 2015

Délai de consultation / audition	Département / Projet
	ChF
23.10.2015	Modification de l'ordonnance sur la consultation
	DFAE
31.05.2015	Ordonnance sur les personnes et les institutions suisses à l'étranger (Ordonnance sur les Suisses de l'étranger, OSEtr)
02.07.2015	Adhésion au Protocole facultatif du 19 décembre 2011 à la Convention relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989 établissant une procédure de présentation de communications
31.03.2015	Prolongation de la loi fédérale sur la coopération avec les Etats d'Europe de l'Est
	DFI
03.02.2015 (Anhörung)	Révision partielle de l'ordonnance sur les dispositifs médicaux (ODim)
15.02.2015	Modification de la loi fédérale sur l'assurance-maladie - Adaptation de dispositions à caractère international
23.03.2015 (Audition)	Révision partielle de l'ordonnance sur les médicaments vétérinaires (OmédV) (deuxième étape, ensemble de mesures 1) et révision partielle de l'ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OpuM) en réponse à la motion Eder 13.3393
26.05.2015	Révision totale de la loi fédérale sur l'analyse génétique humaine (LAGH)
30.04.2015 (Audition)	Ordonnance sur le contrôle de l'origine licite des produits de la pêche importés
08.07.2015 (Audition)	Ordonnance sur la surveillance de l'assurance-maladie sociale (OSAMal)
11.07.2015 (Audition)	Stratégie nationale Addictions
30.10.2015 (Audition)	Révision des ordonnances relatives à la nouvelle loi sur les denrées alimentaires (Projet Largo)
21.08.2015 (Audition)	Modification de l'ordonnance sur l'assurance-accidents (OLAA)
17.04.2015 (Audition)	Modification de l'ordonnance sur les épizooties (OFE), de l'ordonnance concernant l'élimination des sous-produits animaux (OESPA) et de l'ordonnance sur la protection des animaux (OPAn)
14.08.2015 12.11.2015 (Auditions)	Modification de l'ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal)
12.11.2015 (Audition)	Ordonnance sur le registre des professions de la psychologie
02.12.2015 (Audition)	Modification de l'ordonnance sur la prévention des accidents (OPA)
	DFJP
15.03.2015	Révision du code des obligations (Droit de la société anonyme)
30.03.2015	Modification de l'ordonnance relative à la loi fédérale sur le crédit à la consommation (adaptation du taux d'intérêt maximum)
28.05.2015	Révision partielle de la loi fédérale sur les étrangers (LEtr)
14.08.2015	Modification de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP; Prévenir l'usage abusif de la procédure de faillite)
03.09.2015	Code pénal et code pénal militaire (mise en œuvre de l'art. 123c Cst.)
16.10.2015	Ratification du protocole additionnel à la Charte européenne de l'autonomie locale sur le droit de participer aux affaires des collectivités locales

Délai de consultation / audition	Département / Projet
30.09.2015	Avant-projet de loi fédérale sur les mesures de coercition à des fins d'assistance et les placements extrafamiliaux antérieurs à 1981 (LMCFA)
16.03.2015 (Audition)	Ordonnance visant l'adaptation d'ordonnances en raison de développements dans le domaine de Schengen et de Dublin
14.08.2015 (Audition)	Ordonnance sur les mesures de prévention des infractions liées à la prostitution
19.11.2015	Projet d'ordonnance d'exécution relative à la loi sur la nationalité révisée
02.12.2015	Révision des ordonnances sur l'état civil (OEC) et sur les émoluments en matière d'état civil (OEEC)
02.12.2015	Révision de l'ordonnance réglant l'utilisation du nom «Suisse» pour les montres
	DDPS
18.09.2015	Vue d'ensemble de l'encouragement du sport par la Confédération
20.11.2015	Planification globale pour les exercices importants
	DFF
31.01.2015	Loi fédérale sur l'amélioration des conditions fiscales applicables aux activités entrepreneuriales et aux investissements (Loi sur la réforme III de l'imposition des entreprises)
05.02.2015	Loi fédérale sur l'application unilatérale de l'échange de renseignements selon la norme de l'OCDE (LERN)
12.03.2015 (Audition)	Révision de l'ordonnance du DFF concernant le traitement des demandes en remise de l'impôt fédéral direct (ordonnance sur les demandes en remise d'impôt)
31.03.2015	Loi fédérale sur l'application des principes du débiteur et de l'agent payeur à l'impôt anticipé
21.04.2015	Echange automatique de renseignements fiscaux au niveau international
21.04.2015	Convention de l'OCDE et du Conseil de l'Europe concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale
12.06.2015	Disposition constitutionnelle concernant un système incitatif en matière climatique et énergétique
01.07.2015	Révision de la LF et de l'O sur les marchés publics (LMP / OMP), ordonnance sur les valeurs seuils applicables aux marchés publics (OVS)
19.08.2015	Arrêté fédéral concernant l'introduction de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers avec l'Australie
25.09.2015	Loi fédérale sur l'imposition des immeubles agricoles et sylvicoles (mise en œuvre de la motion 12.3172, Müller Leo)
14.10.2015	Arrêté fédéral concernant le nouveau régime financier 2021 (NRF 2021)
02.10.2015 (Audition)	Ordonnance sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés (ordonnance sur l'infrastructure des marchés financiers, OIMF)
12.11.2015	Modification de la loi sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (mise en œuvre de la motion 13.3728, Pelli Fulvio)
02.12.2015	Modification de la loi sur l'assistance administrative fiscale (données volées)
	DETEC
10.01.2015 (Audition)	Modification de l'ordonnance sur la protection contre le rayonnement non ionisant (ORNI)
31.01.2015 (Audition)	Révision de l'ordonnance relative à l'étude de l'impact sur l'environnement
06.02.2015 (Audition)	Modification de l'ordonnance sur l'énergie (OEne) et de l'ordonnance sur les émoluments et les taxes de surveillance dans le domaine de l'énergie (Oémol-En)
17.02.2015 (Audition)	Introduction du principe de la force probante du contrôle au moyen de l'éthylomètre
31.03.2015 (Audition)	Révision de l'ordonnance sur la protection des eaux du 29 octobre 1998 (OEaux)
16.03.2015 (Audition)	Modification de l'ordonnance sur la chasse
16.03.2015	Stratégie Réseaux électriques
31.03.2015 (Audition)	Révision totale de l'ordonnance sur les émoluments et indemnités à percevoir dans la procédure d'expropriation
08.05.2015 (Audition)	Révision de l'ordonnance sur le fonds de désaffectation et sur le fonds de gestion (OFDG)
30.04.2015	Révision partielle de la loi sur la navigation intérieure (LNI)
26.05.2015	Modification de l'O sur la navigation intérieure (ONI) et révision totale de l'O sur les prescriptions relatives

Délai de consultation / audition	Département / Projet
(Audition)	aux gaz d'échappement des moteurs de bateaux dans les eaux suisses (OEMB)
15.05.2015	Deuxième étape de la révision de la loi sur l'aménagement du territoire (LAT)
01.06.2015 (Audition)	Ordonnance sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (Ordonnance de Nagoya, ONag)
30.06.2015 (Audition)	Revision de l'ordonnance sur les mouvements de déchets (OMoD) et de l'ordonnance concernant des listes pour les mouvements des déchets
14.08.2015 (Audition)	Ordonnance du DETEC concernant le calcul des coûts imputables des mesures d'exploitation visant à assainir des centrales hydroélectriques ainsi que l'aide à l'exécution «Assainissement écologique des centrales hydrauliques existantes – financement des mesures»
22.01.2015	Arrêté fédéral sur la deuxième étape de l'ouverture du marché de l'électricité
22.03.2015 (Audition)	Ordonnances relatives à la modification du droit des entreprises de transport routier et du droit pénal des transports
30.03.2015 (Audition)	Adaptations d'ordonnances dans le cadre du Financement et de l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire (FAIF)
31.03.2015 (Audition)	Révision du prix du sillon 2017 – modification de l'Ordonnance sur l'accès au réseau (OARF)
05.05.2015 (Audition)	Révision de l'ordonnance sur l'énergie (OEne): augmentation du supplément visé à l'art. 15b de la loi sur l'énergie (art. 3j, al. 1, OEne)
30.06.2015 (Audition)	Refonte de l'ordonnance sur la réduction du bruit émis par les chemins de fer (OBCF)
06.07.2015	Révision partielle de l'ordonnance du DETEC sur la comptabilité des entreprises concessionnaires
08.07.2015 (Audition)	Modifications de l'ordonnance sur l'énergie et de l'ordonnance sur l'approvisionnement en électricité
21.08.2015 (Audition)	Révision partielle de l'ordonnance sur la construction et l'exploitation des chemins de fer (Ordonnance sur les chemins de fer, OCF)
16.10.2015 (Audition)	Déroptions à l'interdiction de conduire sous l'influence de l'alcool ; Autorisations des courses de vitesse en circuit effectuées avec des voitures électriques ; Relèvement de la limitation de puissance pour les permis de catégorie «A limitée» (catégorie A2 de l'UE)
16.10.2015 (Audition)	Stratégie de la Suisse relative aux espèces exotiques envahissantes
09.10.2015	Adaptation du modèle de calcul du taux d'intérêt conformément à l'art. 13, al. 3, let. b, de l'OApEI (WACC)
24.11.2015 (Audition)	Révision partielle de l'ordonnance sur la radio et la télévision (ORTV)
30.11.2015	Organisation de l'infrastructure ferroviaire
01.12.2015	Modification de l'ordonnance sur les services de télécommunication (OST)
23.12.2015 (Audition)	modification d'ordonnances en vue des instruments « Stratégie d'utilisation du réseau (STUR) » et « Plans d'utilisation du réseau (PLUR) »
23.12.2015 (Audition)	Ordonnances relatives à la stratégie globale « Fret ferroviaire sur tout le territoire »
	DEFR
09.01.2015 (Auditions)	Révision totale de l'ordonnance sur les aides financières aux organisations de cautionnement en faveur des petites et moyennes entreprises
16.01.2015 (Audition)	Train d'ordonnances agricoles de printemps 2015
14.04.2015	Contre-projet direct à l'initiative populaire «Pour la sécurité alimentaire»
08.06.2015 (Audition)	Modification de l'ordonnance 1 relative à la loi sur le travail (OLT 1) – Enregistrement de la durée du travail
21.04.2015	Modification de la loi fédérale sur la formation professionnelle (LFPr): renforcement de la formation professionnelle supérieure
01.08.2015	Révision de la loi fédérale concernant des mesures en matière de lutte contre le travail au noir (LTN)
08.07.2015	Modification de l'ordonnance concernant l'octroi d'allègements fiscaux en application de la politique régionale
15.10.2015	Loi fédérale sur la coopération entre la Confédération et les cantons dans l'espace suisse de formation (Loi sur la coopération dans l'espace suisse de formation, LCESF)
27.05.2015 (Audition)	Révision partielle de l'ordonnance sur la formation professionnelle (OFPr) portant sur la coopération internationale en matière de formation professionnelle

Délai de consultation / audition	Département / Projet
08.07.2015	modification de l'ordonnance concernant la détermination des zones d'application en matière d'allègements fiscaux
05.06.2015 (Audition)	Révision totale de l'ordonnance relative aux subsides pour les participations suisses aux programmes d'éducation, de formation professionnelle et de jeunesse de l'UE et pour la Maison suisse à Paris
19.06.2015 (Audition)	Train d'ordonnances agricoles d'automne 2015
02.10.2015 (Audition)	Ordonnance relative à la loi sur la formation continue
20.02.2015 (Audition)	Modification de l'ordonnance 4 relative à la loi sur le travail (OLT 4)
15.05.2015 (Audition)	Modification de l'ordonnance sur la sécurité des ascenseurs (Ordonnance sur les ascenseurs)
15.05.2015 (Audition)	Modification de l'ordonnance sur la sécurité des équipements sous pression (Ordonnance relative aux équipements sous pression)
15.05.2015 (Audition)	Modification de l'ordonnance sur la sécurité des récipients à pression simples (Ordonnance sur les récipients à pression simples)
11.11.2015	Modification de la loi sur les EPF
	ComParl
12.03.2015	10.426 lv.pa. Importations de viande assaisonnée. Abolition du traitement préférentiel prévu dans le tarif douanier
31.03.2015	11.489 lv.pa. Abrogation de l'article 293 CP
06.03.2015	13.479 lv.pa. Impôt anticipé. Clarification de la procédure de déclaration
08.06.2015	13.413 lv.pa. Mesures à renforcer contre l'abandon des déchets
03.07.2015	13.443 lv.pa. CIP-CN. Représentation équitable des communautés linguistiques au Conseil fédéral avec neuf membres
06.07.2015	13.418/13.419/13.420/13.421/13.422 lv.pa. Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation
14.08.2015	11.418 lv.pa. LAMal. Accorder plus d'autonomie au personnel soignant
18.12.2015	lv.pa. 14.417 «Amender le régime de financement des soins»

Tableau II

Projets d'actes législatifs de la Confédération politiquement importantes pour les cantons en 2015

<i>Nr.</i>	<i>Titre</i>
	<i>Projets du Conseil fédéral</i>
15.088	Mesures en matière de lutte contre le travail au noir. Loi
15.087	Loi sur les fonds de compensation
15.086	Essais thérapeutiques. Classement
15.085	Protocole facultatif de 2011 à la Convention relative aux droits de l'enfant. Adoption
15.084	Protection contre les dangers liés au rayonnement non ionisant et au son (LRNIS). Loi
15.083	LAMal. Renforcement de la qualité et de l'économicité
15.082	Réparations de l'injustice faite aux enfants placés de force et aux victimes de mesures de coercition prise à des fins d'assistance. (Initiative sur la réparation). Initiative populaire et contre-projet indirect
15.080	Innosuisse. Loi
15.078	LAMal. Dispositions à caractère international
15.077	Loi sur les professions de la santé
15.075	Loi sur les produits du tabac
15.073	Loi sur les services financiers (LSFin) et loi sur les établissements financiers (LEFin)
15.072	Système incitatif en matière climatique et énergétique
15.069	Loi sur les jeux d'argent
15.061	Loi autorisant l'approbation d'amendements à l'AETR. Modification
15.060	Loi fédérale sur l'impôt anticipé. Modification
15.057	Oui à la protection de la sphère privée. Initiative populaire
15.056	Double imposition. Convention avec l'Italie
15.054	Loi sur les travailleurs détachés. Modification
15.050	Pour la sécurité alimentaire. Initiative populaire
15.049	Loi sur la réforme de l'imposition des entreprises III
15.048	Loi sur le blanchiment d'argent. Modification
15.047	Assistance administrative fiscale. Convention du Conseil de l'Europe et de l'OCDE. Approbation
15.046	Echange international automatique de renseignements en matière fiscale. Loi
15.044	CO. Droit du bail
15.038	Convention européenne d'extradition. Approbation du troisième et quatrième protocole additionnel
15.037	Loi sur la durée du travail. Révision partielle
15.034	CO. Droit du registre du commerce
15.033	CC. Protection de l'enfant
15.032	Accords bilatéraux. Faciliter l'accès pour les PME suisses aux marchés des pays membres de l'UE. Classement
15.031	Parc National de l'Innovation en Suisse. Organisation et soutien
15.029	Loi sur les douanes. Révision partielle
15.028	Loi sur l'imposition des huiles minérales. Révision partielle
15.025	Loi sur la TVA. Révision partielle
15.024	Engagements de l'armée en faveur des autorités civiles. Arrêté fédéral
15.023	Fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA). Comblement du déficit et mise en oeuvre du programme de développement stratégique des routes nationales
15.021	Pas de spéculation sur les denrées alimentaires. Initiative populaire
15.020	LAMal. Pilotage du domaine ambulatoire
15.019	Promotion économique pour les années 2016-2019
14.318	Iv.ct. VS Modification du volume du contingent tarifaire d'importation des vins ainsi que de son mode d'attribution
14.312	Iv.ct. GE Modification du volume du contingent tarifaire d'importation des vins ainsi que de son mode d'attribution
14.309	Iv.ct. NE Congé maternel d'adoption
14.300	Iv.ct. NW Péréquation financière nationale

Nr.	Titre
14.099	Loi sur les amendes d'ordre
14.098	LPC. Montants maximaux pris en compte au titre du loyer
14.097	Loi sur les systèmes d'information de la Confédération dans le domaine du sport. Révision totale
14.096	Encouragement de la culture pour la période 2016-2020
14.095	Loi sur les heures d'ouverture des magasins
14.094	CC. Droit de l'adoption. Modification
14.093	Révision de l'imposition à la source du revenu de l'activité lucrative. Loi
14.092	Protection contre la sexualisation à l'école maternelle et à l'école primaire. Initiative populaire
14.090	CO. Droit des raisons de commerce. Modification
14.089	Pour un financement équitable des transports. Initiative populaire
14.088	Prévoyance vieillesse 2020. Réforme
14.087	AVSplus: pour une AVS forte. Initiative populaire
14.076	Al-Qaïda et "Etat islamique". Interdiction des groupes ainsi que de leurs organisations apparentées
14.075	Sécurité sociale. Convention avec le Brésil
14.074	Loi sur l'enregistrement des maladies oncologiques
14.073	LP. Représentation professionnelle des intéressés à la procédure d'exécution forcée
14.069	Développement de l'armée. Modification des bases légales
14.068	Participation de la Suisse à l'infrastructure de recherche "Source européenne de spallation ESS". Crédit 2013 à 2016. Modification
14.067	Loi sur l'approvisionnement du pays. Révision totale
14.066	Péréquation des ressources et des charges entre la Confédération et les cantons 2016-2019
14.065	Système de traitement de données relatif à la surveillance des télécommunications. Systèmes d'information de police de la Confédération. Evolution et exploitation
14.064	Lutte contre la criminalité. Accord avec le Kosovo
14.063	Loi sur l'asile. Restructuration du domaine de l'asile
14.061	Loi sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF)
14.060	Bureau européen d'appui en matière d'asile. Accord avec l'UE
14.059	Loi sur le service civil. Modification
14.058	Pour un revenu de base inconditionnel. Initiative populaire
14.055	Engagements conditionnels pour l'encouragement de l'offre de logements 2015-2021. Crédit-cadre
14.054	Assurance tremblement de terre obligatoire. Classement de la motion no 11.3511
14.053	Loi sur le casier judiciaire (VOSTRA)
14.051	Exonération des personnes morales poursuivant des buts idéaux. Loi
14.049	Système européen de surveillance des frontières (EUROSUR). Reprise du règlement
14.048	Coopération policière et douanière. Accord avec l'Italie
14.046	Loi sur les forêts. Modification
14.039	Blocage et restitution des avoirs illicites de personnes politiquement exposées à l'étranger. Loi
14.038	En faveur du service public. Initiative populaire
14.036	Loi sur le transport de marchandises. Révision totale
14.035	CP. Dispositions pénales incriminant la corruption
14.034	CC. Enregistrement de l'état civil et registre foncier
14.033	Protocole de Kyoto. Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Amendement de Doha
14.026	Pour un approvisionnement en électricité sûr et économique (Initiative efficacité électrique). Initiative populaire
14.023	Résidences secondaires. Loi
14.022	Loi sur le renseignement
14.019	Pour une économie durable et fondée sur une gestion efficiente des ressources (économie verte). Initiative populaire et contre-projet indirect
14.015	Loi sur la signature électronique, SCSE. Révision totale
13.313	Iv.ct. VD Révision de la RPT. Meilleure prise en compte des charges des villes centres et introduction d'un indicateur tenant compte du taux d'impôt cantonal
13.109	Amélioration de l'échange d'informations entre les autorités au sujet des armes. Loi
13.105	Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. Approbation
13.101	Code civil. Entretien de l'enfant
13.100	CO. Droit de la prescription
13.085	Pour le couple et la famille - Non à la pénalisation du mariage. Initiative populaire
13.080	LAMal. Compensation des risques; séparation de l'assurance de base et des assurances complémentaires
13.074	Stratégie énergétique 2050, premier volet. Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire (Initiative Sortir du

Nr.	Titre
	nucléaire). Initiative populaire
13.068	Loi sur le transport de voyageurs (transport de supporters). Modification
13.060	Loi sur les professions médicales (LPMéd). Modification
13.056	CP et CPM. Renvoi des étrangers criminels
13.050	Loi sur le dossier électronique du patient
13.036	Service universel. Disposition constitutionnelle
13.030	Loi sur les étrangers. Modification. Intégration
13.029	Loi sur la transplantation. Révision partielle
13.026	Loi sur la protection de la population et sur la protection civile. Modification
13.025	Loi sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication. Modification
13.018	Sécurité intérieure. Clarification des compétences. Rapport du Conseil fédéral
12.322	lv. ct. LU Accélérer les procédures d'asile
12.101	Programme de consolidation et de réexamen des tâches. Loi
12.080	Loi sur les produits thérapeutiques. Révision
12.046	CP et CPM. Réforme du droit des sanctions
12.020	Loi sur l'alcool. Révision totale
10.052	Loi sur l'asile. Modification
09.320	lv. ct. GE Loi fédérale sur l'assurance-maladie. Introduction d'un plafond pour les réserves
09.319	lv.ct. GE Loi fédérale sur l'assurance-maladie. Modification
09.301	lv.ct. ZH Harmonisation des avances et du recouvrement des pensions alimentaires
09.300	lv. ct. VD Imposition des prestations d'aide sociale
08.047	Loi fédérale sur l'assurance-accident. Modification
	Projets du Parlement
15.429	lv.pa. Inscrire dans la loi les exigences relatives aux systèmes électoraux des cantons
14.431	lv.pa. Imposition équitable des avoirs de libre passage de personnes qui quittent la Suisse pour un pays hors UE/AELE
14.428	lv.pa. Assurance-chômage. Empêcher les abus
14.419	lv.pa. Droit d'aviser les autorités en cas d'infraction pédo-criminelle
14.418	lv.pa. Assimiler d'un point de vue assurantiel l'infection nosocomiale à un accident
14.407	lv.pa. Plus de places de formation dans la médecine humaine. Halte à la pénurie de médecins qui se dessine
14.406	lv.pa. Système du tiers garant. Fixer un plafond
14.405	lv.pa. Sus au jargon des tiers payant, tiers garant et tiers soldant et mieux informer les patients
13.467	iv.pa. Energie d'ajustement. Obligation de prendre en charge les coûts pour un approvisionnement sûr en électricité
13.442	lv.pa. Grooming avec des mineurs
13.408	lv.pa. Limiter les conditions déterminant l'effacement des profils d'ADN
10.538	lv.pa. Loi fédérale sur les entraves techniques au commerce. Exclure les denrées alimentaires du champ d'application du principe du "Cassis de Dijon"
10.528	lv.pa. Pour un service civil, et non un libre-service
10.467	lv.pa. Prévention de l'endettement par l'interdiction de la publicité en faveur des petits crédits
07.402	lv.pa. Loi fédérale sur l'encouragement et la protection des enfants et des jeunes. Base constitutionnelle

Tableau III

Ordonnances du Conseil fédéral politiquement importantes pour les cantons entrées en vigueur en 2015

<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Projet</i>
01.01.2015	Ordonnance sur le fonds de désaffectation et sur le fonds de gestion des déchets radioactifs pour les installations nucléaires (Ordonnance sur le fonds de désaffectation et sur le fonds de gestion, OFDG ; RS 732.17) du 7 décembre 2007. Révision du 25 juin 2014
01.01.2015	Ordonnance sur les banques et les caisses d'épargne (Ordonnance sur les banques, OB ; RS 952.02) du 30 avril 2014
01.01.2015	Règlement sur l'assurance-vieillesse et survivants (RAVS ; RS 831.101) Modification du 14 mai 2014
01.01.2015	Ordonnance sur l'énergie (OEne ; RS 730.01) ; Modification du 25 juin 2014
01.01.2015	Ordonnance sur la correction des primes du 12 septembre 2014 (RS 832.107.21)
01.01.2015 15.10.2015	Ordonnance relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative du 24 octobre 2007 (OASA ; RS 142.201). Diverses révisions et plusieurs dates d'entrée en vigueur
01.01.2015	Ordonnance sur la péréquation financière et la compensation des charges du 7 novembre 2007 ; révision du 5.11.2014 ; (OPFCC ; RS 613.21)
01.01.2015	Ordonnance sur les paiements directs versés dans l'agriculture du 23 octobre 2013 (Ordonnance sur les paiements directs, OPD ; RS 910.13) ; révision du 29.10.2014
01.01.2015	Convention entre la Confédération et les cantons sur la coopération dans le domaine des hautes écoles, du 26 février 2015 (CCoop-HE ; RS 414.205)
01.02.2015	Ordonnance sur la protection civile du 5 décembre 2003 (OPCi ; RS 520.11) révision du 17.12.2014
01.03.2015 (et 01.01.2016)	Ordonnance sur les adaptations d'ordonnances dans le domaine de l'environnement, liées en particulier aux conventions-programmes à conclure pour la période allant de 2016 à 2019, du 28 janvier 2015 (RO 2015 427 ; RS 172.327.8)
01.04.2015	Ordonnance sur l'encouragement du secteur de l'hébergement du 18 février 2015 (RS 935.121)
01.07.2015	Ordonnance sur la protection contre les substances et les préparations dangereuses du 5 juin 2015 (Ordonnance sur les produits chimiques, OChim ; RS 813.11)
01.07.2015	Ordonnance portant adaptation d'actes en raison de nouveautés en lien avec l'acquis de Dublin/Eurodac, du 12 juin 2015 (RO 2015 1849 ; RS 142.201)
15.07.2015	Ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages (Ordonnance sur la chasse, OChP ; RS 922.01). Modification du 1er juillet 2015
15.07.2015	Ordonnance sur les réserves d'oiseaux d'eau et de migrateurs d'importance internationale et nationale (OROEM ; RS 922.32). Modification du 1er juillet 2015
01.10.2015	Ordonnance sur le bureau de notification pour les médicaments vitaux à usage humain du 12 août 2015 (RS 531.215.32)
01.10.2015	Ordonnance sur les installations à câbles transportant des personnes du 8 novembre 1978 (Ordonnance sur les installations à câbles, OICa ; RS 743.011). Modification du 2 septembre 2015
01.11.2015	Ordonnance sur les personnes et les institutions suisses à l'étranger du 7 octobre 2015 (Ordonnance sur les Suisses de l'étranger, OSEtr ; RS 195.11)
01.12.2015	Ordonnance sur les résidences secondaires. Modification du 23 octobre 2015 (RS 702)

Tableau IV

Evolution du fédéralisme en 2015 du point de vue des cantons : synthèse

1. Projets de la Confédération	
<p>Les cantons ont reçu trois listes d'affaires traitées au niveau de la Confédération considérées comme importantes pour eux sous l'angle du fédéralisme :</p> <ul style="list-style-type: none">I. Liste des procédures de consultations achevées durant l'année 2015II. Liste des nouveaux projets d'actes législatifs proposés au cours de l'année 2015 par le Conseil fédéral et les commissions parlementairesIII. Liste des ordonnances fédérales importantes pour le canton entrées en vigueur en 2015 <p>Ils ont été priés, pour les rubriques 1.1, 1.2 et 1.3, de choisir dans la liste correspondante chaque fois les cinq affaires qui ont eu le plus d'incidences pour eux, puis d'évaluer ces projets selon les principes de la subsidiarité¹ et de l'équivalence fiscale², de l'autonomie cantonale³ et de la charge de travail pour leur canton pour la mise en œuvre du droit fédéral.</p> <p>Pour chacune de ces rubriques, les cantons pouvaient ajouter chaque fois deux affaires importantes pour eux sous l'angle du fédéralisme qui n'auraient pas figuré dans la liste correspondante (projets no 6 et 7).</p> <p>Dans le présent résumé figurent dans l'ordre décroissant chaque fois les 10 affaires citées le plus fréquemment par les cantons.</p>	
1.1. Projets les plus importants mis en consultation par la Confédération (selon liste I.)	
No du projet	Dénomination
No 1	Révision partielle de la loi fédérale sur les étrangers (LEtr)

¹ **Principe de subsidiarité** : selon ce principe, les tâches publiques doivent être exécutées au niveau qui permet de les remplir au mieux. Ceci implique, pour les cantons, que la Confédération ne doit pas s'attribuer des tâches si les cantons disposent des compétences nécessaires pour les accomplir eux-mêmes et s'il n'existe pas une raison impérieuse d'unifier ces tâches (art. 5a et 43a Cst).

² **Equivalence fiscale** : selon ce principe, le cercle des bénéficiaire d'une prestation se recoupe avec celui qui en assume les coûts et qui prend les décisions y afférentes. Selon l'article 43a al. 2 et 3 Cst, cela signifie que la collectivité qui bénéficie d'une prestation en assure le financement et décide de la prestation..

³ **Autonomie** : selon l'article 47 Cst, la Confédération doit respecter l'autonomie des cantons, en leur laissant suffisamment de tâches propres, en respectant leur autonomie organisationnelle et en leur laissant des sources de financement suffisantes.

No 2	Adaptations d'ordonnances dans le cadre du Financement et de l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire (FAIF)
No 3	Échange automatique de renseignements fiscaux au niveau international
No 4	Modification de l'ordonnance sur la consultation
No 5	Vue d'ensemble de l'encouragement du sport par la Confédération
No 6	Modification de l'ordonnance concernant l'octroi d'allègements fiscaux en application de la politique régionale
No 7	Convention de l'OCDE et du Conseil de l'Europe concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale
No 8	Modification de la loi fédérale sur la formation professionnelle (LFPr) : renforcement de la formation professionnelle supérieure
No 9	Révision de la loi fédérale concernant des mesures en matière de lutte contre le travail au noir (LTN)
No 10	Arrêté fédéral sur la deuxième étape de l'ouverture du marché de l'électricité
No 11	Modification de l'ordonnance concernant la détermination des zones d'application en matière d'allègements fiscaux

Evaluation:														
Numéro du projet:	Subsidiarité: Atteinte à des compétences cantonales		Respect de l'équivalence fiscale:		Autonomie: Marge de manœuvre du canton				Mise en œuvre: Charge de travail pour le canton				Remarques	
	Oui	Non	Oui	Non	Renforcé e	Inchangé e	Réduite	Supprimé e	Elevée	Moyenne	Faible	Aucune		
No 1 21 cantons	7 (2 vide)	12	9 (7 vide)	5	(2 vide)	8	11			13 (2 vide)	2	4		
No 2 15 cantons	6 (1 vide)	8	6	9	(1 vide)	6	7	1		1 (1 vide)	8	4	1	
No 3 14 cantons	8 (2 vide)	4	9 (2 vide)	3	(1 vide)	3	5	5		5 (1 vide)	7	1		
No 4 12 cantons		12	10 (2 vide)			8	4			1 (1 vide)	3	1	6	
No 5 11 cantons	3 (1 vide)	7	7 (2 vide)	2	(1 vide)	8	2			(1 vide)	5	4	1	
No 6 10 cantons	9	1	4 (2 vide)	4		2	8			(2 vide)	4	3	1	
No 7 9 cantons	6 (1 vide)	2	5 (1 vide)	3	(1 vide)	2	4	2		4	6			Mise en œuvre : ZH 2 croix (1 fois élevée, 1 fois moyenne)
No 8 9 cantons	6	3	5	5	(1 vide)	1	7	1		(1 vide)	1	6	1	Équivalence : SG 2 croix (1 fois oui, 1 fois non) Autonomie : ZH 2 croix (1 fois réduite, 1 fois supprimée)
No 9 8 cantons	2	6	6 (2 vide)		1 (1 vide)	3	3			2	4	2		
No 10 7 cantons	1	6	6	1		5	2			1 (1 vide)		2	3	

No 11 7 cantons	7		3 (3 vide)	1	1	1	5		(2 vide)	1	2	2	
--------------------	---	--	---------------	---	---	---	---	--	----------	---	---	---	--

1.2. Projets d'actes législatifs les plus importants du Conseil fédéral et du Parlement (selon liste II)

No du projet	Dénomination
No 1	Loi sur la réforme des entreprises III (15.049)
No 2	Fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA). Comblement du déficit et mise en œuvre du programme de développement stratégique des routes nationales (15.023)
No 3	LAMaI. Pilotage du domaine ambulatoire (15.020)
No 4	Loi sur les jeux d'argent (15.069)
No 5	Loi sur les heures d'ouverture des magasins (14.095)
No 6	Prévoyance vieillesse 2020. Réforme (14.088)
No 7	Échange international automatique de renseignements en matière fiscale. Loi (15.046)
No 8	Parc National de l'Innovation en Suisse. Organisation et soutien (15.031)
No 9	Système incitatif en matière climatique et énergétique (15.072)
No 10	Iv.pa. Loi fédérale sur l'encouragement et la protection des enfants et des jeunes. Base constitutionnelle (07.402)

Evaluation:													
Numéro du projet:	Subsidiarité: Atteinte à des compétences cantonales		Respect de l'équivalence fiscale:		Autonomie: Marge de manœuvre du canton				Mise en œuvre: Charge de travail pour le canton				Remarques
	Oui	Non	Oui	Non	Renforcé e	Inchangé e	Réduite	Supprimé e	Elevée	Moyenne	Faible	Aucune	
No 1 24 cantons	20 (1 vide)	3	8 (2 vide)	16	(1 vide)	3	20		16 (1 vide)	6		1	<u>Équivalence : ZH 2 croix (1 fois oui, 1 fois non) / AG 2 croix (1 fois oui, 1 fois non)</u>
No 2 20 cantons	4 (1 vide)	15	10 (1 vide)	9	1 (2 vide)	13	4		3 (1 vide)	6	10	1	<u>Mise en œuvre : LU 2 croix (1 fois moyenne, 1 fois faible)</u>
No 3 16 cantons	10 (1 vide)	5	7 (3 vide)	6	6 (3 vide)	1	6		3 (2 vide)	10	1		
No 4 11 cantons	8	3	5	6		4	9		3	4	4		
No 5 11 cantons	10	1	5 (3 vide)	3		1	6	5	1	4	5	1	<u>Autonomie : GL 2 croix (1 fois réduite, 1 fois supprimée)</u>
No 6 10 cantons	2	8	8	2		7	2	1	2	4	2	2	
No 7 10 cantons	6	4	8	2	(1 vide)	4	3	2	4	5	2		<u>Mise en œuvre : ZH 2 croix (1 fois élevée, 1 fois moyenne)</u>
No 8 9 cantons	1	8	3 (3 vide)	3		8	1		(1 vide)	5	2	1	
No 9 8 cantons	5	3	1 (1 vide)	6	(1 vide)	2	5		3	1	2	2	
No 10 8 cantons	7	1	2 (2 vide)	4	(1 vide)	1	6		2 (2 vide)	3	1		

1.3. Ordonnances fédérales importantes pour le canton entrées en vigueur au cours de l'exercice analysé dans le rapport (selon liste III)	
No du projet	Dénomination
No 1	Ordonnance sur la péréquation financière et la compensation des charges du 7 novembre 2007 (OPFCC ; RS 613.21)
No 2	Ordonnance sur la correction des primes du 12 septembre 2014 (RS 832.107.21)
No 3	Ordonnance sur les résidences secondaires du 15 octobre 2014 (RS 702)
No 4	Ordonnance sur l'énergie (OEne ; RS 730.01)
No 5	Convention entre la Confédération et les cantons sur la coopération dans le domaine des hautes écoles du 26 février 2015 (CCoop-HE ; RS 414.205)
No 6	Ordonnance sur les paiements directs versés dans l'agriculture du 23 octobre 2013 (Ordonnance sur les paiements directs, OPD ; RS 910.13)
No 7	Ordonnance sur les adaptations d'ordonnances dans le domaine de l'environnement, liées en particulier aux conventions-programmes à conclure pour la période allant de 2016 à 2019 (RO 2015 427 ; RS 172.327.8)
No 8	Ordonnance relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative du 24 octobre 2007 (OASA ; RS 142.201)
No 9	Ordonnance sur la protection contre les substances et les préparations dangereuses du 5 juin 2015 (Ordonnance sur les produits chimiques, OChim ; RS 813.11)
No 10	Ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages du 29 février 1988 (Ordonnance sur la chasse, OChP ; RS 922.01)
No 11	Ordonnance sur les personnes et les institutions suisses à l'étranger du 23 octobre 2015 (Ordonnance sur les Suisses de l'étranger, OSEtr ; RS 195.11)

Evaluation:													
Numéro du projet:	Subsidiarité: Atteinte à des compétences cantonales		Respect de l'équivalence fiscale:		Autonomie: Marge de manœuvre du canton				Mise en œuvre: Charge de travail pour le canton				Remarques
	Oui	Non	Oui	Non	Renforcé e	Inchangé e	Réduite	Supprimé e	Elevée	Moyenne	Faible	Aucune	
No 1 21 cantons	4 (1 vide)	16	10 (4 vide)	7	(3 vide)	14	3	1	1 (1 vide)	6	9	4	
No 2 16 cantons	3 (1 vide)	12	9 (1 vide)	6	(1 vide)	9	3	3	1 (1 vide)	2	6	5	
No 3 13 cantons	12	1	7	6	(1 vide)	2	9	1	5 (2 vide)	5	1		
No 4 12 cantons	2	10	9 (2 vide)	1		9	3		1 (1 vide)	1	7	2	
No 5 11 cantons	5 (1 vide)	5	7 (3 vide)	1	1 (2 vide)	5	3		1 (2 vide)	3	5		
No 6 8 cantons	6	2	4 (2 vide)	2		3	5		4	4			
No 7 7 cantons	3	4	6	1	1 (1 vide)	3	2		1 (1 vide)	3	2		
No 8 6 cantons	1	5	6			3	3		(1 vide)	2	3		
No 9 5 cantons		5	4 (1 vide)		1	3	1		3	1		1	
No 10 5 cantons	3	2	3	2		3	2		2	1	2		
No 11 5 cantons	1 (1 vide)	3	3	2		3	2		1	1	2	1	

3. Appréciation globale de l'évolution du fédéralisme

3.1. De manière générale, quel est selon vous, sur cette échelle, le degré de respect des principes du fédéralisme par la Confédération au cours de l'exercice analysé dans ce questionnaire?

Très bas 1	2	3	4	5	6	7	8	9	Très élevé 10
			4 cantons	5 cantons	9 cantons	6 cantons	1 canton		

3.2. Par rapport à l'année précédente, dans quelle mesure ce degré de respect des principes du fédéralisme a-t-il évolué?

Fortement péjoré	Plutôt péjoré	Inchangé	Plutôt amélioré	Fortement amélioré
	4 cantons	19 cantons	2 cantons	

Tableau V

Projets et textes des cantons en 2015

Staat / Etat / Stato	
Organisationsgesetz; Reform der Staatsleitung	AR
Revision Justizgesetz (Vorentwurf)	SZ
Politische Rechte / Droits politiques / Diritti politici	
Einführung E-Voting	ZH
Réforme des circonscriptions électorales	VS
Änderung des Gesetzes über die politischen Rechte (GpR)	SO
Konkordate / Concordats / Concordati	
Hooligan-Konkordat – Genehmigung der Änderungen	GL
Beitritt zur Interkantonalen Vereinbarung vom 20. November 2014 über die kantonalen Beiträge an die Spitäler zur Finanzierung der ärztlichen Weiterbildung und deren Ausgleich unter den Kantonen (Weiterbildungsfinanzierungsvereinbarung, WFV)	BE, ZH, AG
Hochschulkonkordat	AR
Interkantonale Vereinbarung über das öffentliche Beschaffungswesen IVöB	TG
Loi du 14 octobre 2015 portant adhésion à la modification du concordat sur l'exécution de la détention pénale des personnes mineures des cantons romands (et partiellement du Tessin)	FR
Loi du 19 mars 2015 portant adhésion au concordat réglant la coopération en matière de police en Suisse romande	FR
Verfahren / Procédure / Procedimento	
Änderung der Verordnung über die Verwaltungsrechtspflege (rechtliche Grundlage für die elektronische Übermittlung im Verwaltungsverfahren)	UR
Änderung des Gesetzes über die Einführung des Schweizerischen Strafgesetzbuches; Regelung der vollzugsrechtlichen Sicherheitshaft	UR
Organisation judiciaire et procédure : "Loi portant modification de diverses lois, suite au rapport d'évaluation portant sur la nouvelle organisation judiciaire durant la période 2011-2012 (art. 101 OJN)"	NE
Loi modifiant la loi concernant l'harmonisation des registres officiels des personnes et le contrôle des habitants (LHRCH)	NE
Loi du 12 février 2015 d'application de la législation fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (LALP)	FR
Anpassungen im Beurkundungsrecht: Änderung des Gesetzes über die Einführung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches und des Gebührentarifs	SO
Ausbildung / Formation / Formazione	
Gesetzgebung zur Sonderpädagogik	BE
Refonte de la loi sur l'instruction publique (LIP - C 1 10)	GE
Loi sur la pédagogie spécialisée	VD
Sicherheit / Sécurité / Sicurezza	
Totalrevision des Polizeigesetzes vom 8. Juni 1997 (PoIG; BSG 551.1)	BE
Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über den ausserprozessualen Zeugenschutz (EG ZeugSG)	SO
Finanzwesen / Finances / Finanze	
Teilrevision des Gesetzes über die Staats- und Gemeindesteuern	SO
Teilrevision des Steuergesetzes	UR
Änderung der Verordnung über den Finanzhaushalt des Kantons Uri (Umsetzung Motion Christian Arnold, Seedorf, zu Finanzierung Grossprojekte)	UR
Initiative populaire cantonale « Pour l'imposition à la source des travailleurs frontaliers »	JU
Arrêté octroyant un crédit destiné à cofinancer les études de réalisation d'un tronçon à double voie sur la ligne ferroviaire Delémont-Bâle	JU
Legge tributaria cantonale (modifica moltiplicatore comunale imposte alla fonte = 100%)	TI
Teilrevision kantonales Steuergesetz (Vernehmlassungsvorlage)	GR

Steuergesetzrevision 2016	BE
Réforme vaudoise de l'imposition des entreprises	VD
Optimierung Aufgabenteilung Kanton - Gemeinden und Neuordnung des Finanzausgleichs zwischen den Gemeinden	AG
Massnahmenpaket Haushaltgleichgewicht. (insgesamt 8 Gesetzesrevisionen)	NW
Landratsbeschluss über die Ergreifung des Kantonsreferendums gegen den Bundesbeschluss vom 19. Juni 2015 über die Festlegung des Ressourcenausgleichs für die Beitragsperiode 2016-2019	NW
stark.lu: neues Finanzhaushaltsgesetz für die Gemeinden	LU
Änderung des Planungs- und Baugesetzes betreffend Mehrwertabgabe	LU
Legge tributaria cantonale (modifica moltiplicatore comunale imposte alla fonte = 100%)	TI
Raumplanung / Aménagement du territoire / Planificazione del territorio	
Gesetz über Raumentwicklung und Bauwesen (Baugesetz, BauG); Anpassungen an die Änderungen des Raumplanungsgesetzes des Bundes (Mehrwertausgleich, Förderung der Verfügbarkeit von Bauland und weitere Änderungen)	AG
Révision partielle de la loi d'application de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire	VS
Plan directeur cantonal (aménagement du territoire): 3ème et 4ème adaptations	VD
Décret d'application de la loi fédérale sur les résidences secondaires	VS
Totalrevision des kantonalen Planungs- und Baugesetzes (PBG)	SG
Gesetz über die Raumplanung und das Baurecht; Teilrevision	AR
Loi portant adaptation de la législation en matière de zone à bâtir	JU
Revision des Gesetzes über die Raumplanung und das öffentliche Baurecht (Umsetzung neues Raumplanungsrecht des Bundes)	SH
Wasser / Eau / Acqua	
Revision kantonales Wasserbaugesetz. Regelung Gewässerraum. Vorbereitungsphase. Entscheid Landsgemeinde 2016	AI
Loi sur la gestion des eaux	JU
Totalrevision Wasserrechtsgesetz (Vorentwurf)	SZ
Revision des kantonalen Wasserbaugesetzes	LU
Energie / Energie / Energia	
Revision des kantonalen Energiegesetzes	LU
Verkehr / Transports / Trasporti	
Teilrevision kantonales Gesetz über den öffentlichen Verkehr (Vernehmlassungsvorlage)	SZ
Révision totale de la "Loi sur les routes et voies publiques (LRVP)"	NE
Teilrevision des Gesetzes über die Förderung des öffentlichen Verkehrs (Verkehrsgesetz, ÖVG)	NW
Loi du 9 septembre 2015 modifiant la loi sur les transports	FR
Änderung des Einführungsgesetzes zum Bundesgesetz über den Wald (befahren von Waldstrassen)	GL
Gesundheitswesen / Santé / Sanità	
Änderung des Gesundheitsgesetzes (Förderung der medizinischen Grundversorgung)	UR
Verordnung über den eHealth Modellversuch Basel	BS
Loi sur le réseau communautaire d'informatique médicale (e-Toile) (LRCIM - K 3 07)	GE
Soziale Sicherheit / Sécurité sociale / Sicurezza sociale	
SKOS-Richtlinien	TG
Teilrevision Sozialhilfe- und Präventionsgesetz (Asylbereich)	AG
Gesetz zum Bundesgesetz über die Krankenversicherung (KVGG)	AG
Gesetz über die Pflegefinanzierung	AR
Loi sur l'hébergement collectif des personnes relevant du droit d'asile	VS
Wirtschaft/ Economie / Economia	
Gesetz über die Förderung des Tourismus (Tourismusförderungsgesetz, TFG)	NW
Kantonales Tourismusgesetz, Totalrevision	AR
Loi sur le salaire minimum	JU
Révision de la loi d'application des lois fédérales sur les travailleurs détachés et sur le travail au noir	VS
Iniziativa popolare cantonale «Salviamo il lavoro in Ticino!» (in particolare la questione dei salari minimi)	TI
Iniziativa popolare cantonale «Prima i nostri» (priorità alla manodopera indigena, vedi 121a Cost.)	TI

<i>Jagd, Fischerei, Umwelt / Chasse, pêche, environnement / Caccia, pesca, ambiente</i>	
Revision Jagd- und Wildschutzgesetz (Vorlage an den Kantonsrat)	SZ
<i>Verschiedenes / Divers / Varie</i>	
Kantonales Geoinformationsgesetz vom 08.06.2015 (KGeolG, BSG 215.341)	BE
Teilrevision des GeolG-ZG (BGS 215.71) und der GeolV-ZG (BGS 215.771) (ÖREB-Kataster und weitere Änderungen)	ZG
Libération par l'armée du site des Vernets pour la construction de logements et projets liés	GE
Gesetz über den Jugendschutz bei öffentlichen Filmvorführungen und Trägermedien (JFTG)	ZH
Hundegesetz Kanton St.Gallen	SG
Loi du 17 mars 2015 adaptant la législation fribourgeoise à la législation fédérale sur la géoinformation	FR
Einführungsgesetz über die BVG- und Stiftungsaufsicht (EG BVS)	SO

Tableau VI

Evolution du fédéralisme 2015 du point de vue des conférences des directeurs et de la conférence des chancelier d'État

Name der Konferenz: BPUK
1. Welches waren unter föderalistischen Gesichtspunkten die Hauptvorlagen und -geschäfte des Jahres 2015 für Ihre Direktorenkonferenz? 1.1. Vernehmlassungen, parlamentarische Vorlagen: A. Zweite Etappe Revision Raumplanungsgesetz RPG2 B. Nationalstrassen- und Agglomerationsverkehrsfonds NAF
1.2. Interkantonale Vereinbarungen, übrige Geschäfte: 1.2.1. in den Aufgabenbereichen von Art. 48a BV: C. Parallele Revision des Beschaffungsrechts eIVöB/BöB
1.2.2. in andern Aufgabenbereichen: D. Musterbaustruktur – Aktivitäten des Bundes im Kompetenzbereich der Kantone E. Gewässerschutzgesetz – Umsetzung und Anpassung Verordnungen
1.3. übrige Geschäfte:
2. Wie haben sich diese Vorlagen und Geschäfte aus föderalistischer Sicht im Jahr 2015 entwickelt? A. Die Einwände der Kantone im Rahmen der Vernehmlassung zu RPG2 wurden nur ungenügend berücksichtigt. Die verfassungsmässige Kompetenzordnung wurde in mehreren Bereichen verletzt (vgl. Gutachten Uhlmann http://www.bpuk.ch/de/bpuk/dokumentation/berichte-gutachten-konzepte/bereich-planung/) Die BPUK hat sich massiv gegen die Vorlage gewehrt. Im Juni 2015 gab die Bundesrätin bekannt, dass die Arbeiten an RPG2 sistiert würden. Im Dezember 2015 wurde nun ein stark entschlacktes Revisionsprogramm vom Bundesrat verabschiedet. Die Erarbeitung der Revisionsvorlage erfolgt paritätisch zwischen Bund und Kantonen und startet im Jahr 2016. Unter föderalistischen Gesichtspunkten hat sich die Zusammenarbeit in Dossier RPG im Jahr 2015 gegenüber dem Jahr 2014 verbessert, dies aber nur auf massiven Druck der Kantone und auch der Verbände/Wirtschaft. B. Der Bund hat die Anliegen der Kantone im NAF angemessen berücksichtigt; ein zusätzliches Entgegenkommen war finanzpolitisch schwierig. Das ASTRA als zuständiges Bundesamt hat die BPUK jederzeit umfassend informiert. Unter föderalistischen Gesichtspunkten ist die Integration des Netzbeschlusses in den NAF zentral; dies wurde nun von der Ständeratskommission berücksichtigt. Die Kommission hat der BPUK verschiedentlich Gelegenheit gegeben, sich zu äussern. Die erste schriftliche Stellungnahme musste während den Sommerferien erarbeitet werden; die Frist war viel zu kurz bemessen, um den Kantonen eine angemessene Mitwirkung zu ermöglichen. Die KVF-S hat dies im Herbst 2015 korrigiert und dieses Mal den Kantonen drei Monate Zeit eingeräumt. Es ist demnach ein positiver Lernprozess zu beobachten, der zu einem sehr guten Ergebnis führte. C. Dieses Gesetzesprojekt kann als Vorzeigeprojekt in der gesetzgeberischen Zusammenarbeit zwischen Bund und Kantonen genannt werden. Aufgrund der Tatsache, dass der Bund über

keine verfassungs-mässige Grundlage für die Erarbeitung eines Bundesgesetzes verfügt, welches für Bund und Kantone gilt, wurden von Bund und Kantonen parallel die jeweiligen gesetzlichen Grundlagen (BöB/VöB sowie IVöB) überarbeitet. Bund und Kantone legten in ihren Vernehmlassungen einen identischen Entwurf vor.

D. Der Bericht Regulierungskosten des Bundesrats vom Dezember 2013 sah als Massnahmen unter anderem die Erstellung einer „Musterstruktur für kantonales Baugesetz“ vor. Der Auftrag wurde damals dem ARE übertragen. Im Jahr 2015 hat das ARE die Arbeiten aufgenommen und ein externes Mandat für die Erstellung einer Musterbaustruktur erteilt. Die BPUK äusserte sich gegenüber dem Bundesrat wie auch gegenüber dem ARE äusserst skeptisch. Das Projekt geht an den aktuellen Bedürfnissen der Kantone und Wirtschaft vorbei, es ist zeitlich nicht abgestimmt mit den Aktivitäten der Kantone und überdies in einem Kompetenzbereich der Kantone. Die BPUK stellte Bedingungen an das Projekt, ohne welche eine Mitarbeit nicht möglich sei. Das UVEK hielt jedoch trotz den Einwänden der Kantone am Projekt fest. Die BPUK hat ihre Mitwirkung im Folgenden verweigert, ebenso der Gemeindeverband, Bauernschweiz und SIA. Dieses Projekt ist ein Negativbeispiel, wie die föderalistische Kompetenzordnung in der Schweiz missachtet wird

E. Das Gewässerschutzgesetz verlangt die Ausscheidung der Gewässerräume. Die Gewässerschutzverordnung konnte im Jahr 2015 angepasst werden, um den Anliegen der Kantone besser Rechnung zu tragen. Das GSchG ist ein Spezialfall: Der Wunsch nach mehr Autonomie steht dem Anliegen der BPUK gegenüber, das Gewässerschutz gesamtschweizerisch möglichst einheitlich umzusetzen, um einen „negativen Wettbewerb“ und eine Schwächung der Position gegenüber den nationalen Verbänden zu vermeiden. Vor diesem Hintergrund konnte gemeinsam mit dem BAFU eine Austauschplattform geschaffen werden, welche Lösungsvorschläge in diesem Spannungsfeld erarbeitet hat. Es folgt eine zweite Revisionsstufe, deren Inhalte gar in einem Projekt unter dem Lead der BPUK erarbeitet werden konnte. Dies ist ein Novum und hat sich sehr bewährt.

3. Beurteilung der Entwicklung des Föderalismus

3.1. Auf folgender Skala, wie beurteilen Sie generell die Respektierung der Grundsätze des Föderalismus durch den Bund in der Berichtsperiode?

Sehr schlecht									Sehr gut
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

3.2. Wie hat sich die Respektierung der Grundsätze des Föderalismus durch den Bund in der Berichtsperiode verändert?

Stark verschlechtert	Eher verschlechtert	Unverändert	Eher verbessert	Stark verbessert
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

4. Weitere Bemerkungen:
 Verbesserungen im Bereich RPG; diese stehen aber der Nicht-Berücksichtigung der föderalen Kompetenzordnung im Bereich Musterbaustruktur gegenüber. Vorbildliche Berücksichtigung im Bereich Beschaffungsrecht.

Name der Konferenz: EDK

1. Welches waren unter **föderalistischen** Gesichtspunkten die Hauptvorlagen und -geschäfte des Jahres 2015 für Ihre Direktorenkonferenz?

1.1. Vernehmlassungen, parlamentarische Vorlagen:

- Insgesamt war das Tagesgeschäft der EDK wenig von Bundesvorlagen dominiert. Die wichtigsten Vernehmlassungen betrafen die Änderung des Berufsbildungsgesetzes (Stärkung der höheren Berufsbildung), welche von der EDK unterstützt wird, sofern auch die finanziellen Konsequenzen durch den Bund getragen werden sowie das Bildungszusammenarbeitsgesetz, das die neue gesetzliche Grundlage für wichtige gemeinsame Unterfangen von Bund und Kantonen im Sinne von Art. 61a BV darstellt.
- Die Vorstand der EDK hat sich zu den Plänen des Bundes in Sachen Mediziner Ausbildung geäußert: Er erwartet vom Bund ein koordiniertes Vorgehen beim weiteren Ausbau der Studienplätze in Medizin. Diese Pflicht zur Koordination in besonders kostenintensiven Bereichen sieht das neue Hochschulförderungs- und koordinationsgesetz (HFKG) vor.

1.2. Interkantonale Vereinbarungen, übrige Geschäfte:

1.2.1. in den Aufgabenbereichen von Art. 48a BV:

- Höhere Fachschulvereinbarung: Die Kantone haben für die Finanzierung der Höheren Fachschulen eine neue Finanzierungsvereinbarung geschaffen. Mit Ablauf einer entsprechenden Referendumsfrist im Kanton Neuenburg per Mitte Juli 2015 sind nun alle 26 Kantone dieser Vereinbarung beigetreten. Ab dem Schuljahr 2015/2016 können die Studierenden an Höheren Fachschulen von einer verbesserten Freizügigkeit profitieren.

1.2.2 in andern Aufgabenbereichen:

1.3. übrige Geschäfte:

- Bilanz Harmonisierung gemäss Art. 62 Abs. 4 BV: Neun Jahre nach der Abstimmung über die revidierten Bildungsartikel in der Bundesverfassung legt die EDK erstmals einen Bericht zur Harmonisierung der obligatorischen Schule vor. Der Befund ist positiv. Die obligatorische Schule war noch nie so weitreichend harmonisiert wie heute und die Kantone führen diese Harmonisierung weiter. Bundesinterventionen sind keine notwendig.
- WBF und EDK haben ihre Erklärung zu den gemeinsamen bildungspolitischen Zielen für den Bildungsraum Schweiz erneuert. Die Mehrheit der 2011 auf lange Sicht angelegten Ziele bleiben aktuell, dazu gehört das Ziel, 95% der Jugendlichen zu einem Abschluss der Sekundarstufe II zu führen. Eine der neuen Schwerpunktsetzungen betrifft die Tertiärstufe. Bund und Kantone sprechen sich dafür aus, die bestehende erfolgreiche Ausdifferenzierung auf dieser Stufe mit universitären Hochschulen, Fachhochschulen und höherer Berufsbildung zu erhalten und wo nötig zu stützen. Ein besonderes Augenmerk gilt dabei der Stärkung der höheren Berufsbildung.
- Die EDK hat an ihrer Plenarversammlung vom 26. März 2015 Empfehlungen zur Förderung der Landessprache Italienisch an den Schweizer Gymnasien verabschiedet.

2. Wie haben sich diese Vorlagen und Geschäfte aus **föderalistischer** Sicht im Jahr 2015 entwickelt?

Während Bundesregierung und -verwaltung die Grundsätze des Föderalismus im Bereich Bildung und Kultur respektieren und das Bewusstsein für die Zuständigkeiten und die Zusammenarbeit sehr gut sind, ist im Bundesparlament ein abnehmendes Verständnis für die verfassungsmässigen Kompetenzregelungen zu beobachten.

Kritischer Punkt ist zunehmend die fiskalische Äquivalenz: Es besteht die begründete Befürchtung, dass Finanzierungsankündigungen (Mediziner Ausbildung, Finanzierung höhere Berufsbildung) nicht eingehalten werden. Die BFI-Botschaft wird dies zeigen (Beratungen in WBK und Parlament 2016).

3. Beurteilung der Entwicklung des Föderalismus

3.1. Auf folgender Skala, wie beurteilen Sie generell die Respektierung der Grundsätze des Föderalismus durch den Bund in der Berichtsperiode?

Sehr schlecht									Sehr gut
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

3.2. Wie hat sich die Respektierung der Grundsätze des Föderalismus durch den Bund in der Berichtsperiode verändert?

Stark verschlechtert	Eher verschlechtert	Unverändert	Eher verbessert	Stark verbessert
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

4. Weitere Bemerkungen:

Name der Konferenz: EnDK

1. Welches waren unter **föderalistischen** Gesichtspunkten die Hauptvorlagen und -geschäfte des Jahres 2015 für Ihre Direktorenkonferenz?

1.1. Vernehmlassungen, parlamentarische Vorlagen:

- Beratung der Energiestrategie 2050 im eidgenössischen Parlament
- (Klimapolitik → BPUK)
- (Klima- und Energielenkungssystem → FDK)

1.2. Interkantonale Vereinbarungen, übrige Geschäfte:

1.2.1. in den Aufgabenbereichen von Art. 48a BV:

- Es wird vorläufig auf den Abschluss eines Energiekonkordats verzichtet.

1.2.2. in andern Aufgabenbereichen:

- Verabschiedung der Mustervorschriften der Kantone im Energiebereich (MuKE 2014) am 9. Januar 2015
- Verabschiedung des revidierten Harmonisierten Fördermodells der Kantone (HFM) am 21. August 2015
- Q1/2: Verhandlungen mit der EU über ein Stromabkommen

1.3. übrige Geschäfte: Keine

2. Wie haben sich diese Vorlagen und Geschäfte aus **föderalistischer** Sicht im Jahr 2015 entwickelt?

- **Energiestrategie 2050:**
Die Integration von steuerlichen Massnahmen in die Energiestrategie 2050 ist abzulehnen. Sie führen zu einer weiteren finanziellen Belastung der Kantone und bergen administrative Vollzugsschwierigkeiten. Der Ständerat hat als Zweitrat steuerliche Anreize im Sinne der Kantone abgelehnt. Die Differenzbereinigung ist offen.
- **Gebäudeenergiepolitik:**
Für die Massnahmen im Gebäudebereich sind die Kantone zuständig (Art. 89 Abs. 4 BV). Bei der Förderung finanziert der Bund mit. Er verwendet dazu die Mittel der CO₂-Abgabe und keine Mittel aus dem allgemeinen Bundeshaushalt. Über die Mitfinanzierung beansprucht der Bund die Steuerung der Förderung auch in inhaltlichen Aspekten (Art. 58 Abs. 6 nEnG). Das CO₂-Gesetz verlangt in Art. 34 Abs. 2 Bst. a eine unter den Kantonen harmonisierte Förderung. Die EnDK erarbeitet in Zusammenarbeit mit dem Bund das sogenannte Harmonisierte Fördermodell (HFM). Das HFM wird von der EnDK-Plenarversammlung genehmigt. Bis dato hat der Bund die Grundlage des HFM zur Bestimmung der harmonisierten Förderung akzeptiert. Rechtlich entspricht das HFM einer Empfehlung an die Kantone zur Ausgestaltung der Förderprogramme. In dem der Bund seine finanzielle Mitwirkung an die Voraussetzungen des HFM bindet, erhält die Empfehlungen einen imperativen Charakter.
- **Klimapolitik:**
In der Klimapolitik des Bundes zeichnet sich ein Zentralisierungsversuch ab: Nach Informationen des BAFU soll im Gebäudebereich eine subsidiäre Bundeskompetenz eingeführt

werden. Diese hat zum Ziel, dem Bund das Ergreifen von Massnahmen zu erlauben, wenn die Massnahmen der Kantone nicht ausreichen, um die Zielsetzung des zu revidierenden CO2 Gesetzes zu erreichen. Eine subsidiäre Bundeskompetenz kann dazu führen, dass Gebäudevorschriften in den Kantonen ungleich legitimiert werden.

- Klima- und Energielenkungssystem

In der Vorlage zur KELS wurde die Überarbeitung von Art. 89 BV thematisiert und die Frage gestellt, ob die Kompetenzen der Kantone zu Gunsten des Bundes eingeschränkt werden sollen. Dies wird von einer überwiegenden Mehrheit der Kantone deutlich abgelehnt.

3. Beurteilung der Entwicklung des Föderalismus

3.1. Auf folgender Skala, wie beurteilen Sie generell die Respektierung der Grundsätze des Föderalismus durch den Bund in der Berichtsperiode?

Sehr schlecht									Sehr gut
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

3.2. Wie hat sich die Respektierung der Grundsätze des Föderalismus durch den Bund in der Berichtsperiode verändert?

Stark verschlechtert	Eher verschlechtert	Unverändert	Eher verbessert	Stark verbessert
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

4. Weitere Bemerkungen:
Keine

Name der Konferenz: FDK, 09.02.2016

1. Welches waren unter **föderalistischen** Gesichtspunkten die Hauptvorlagen und -geschäfte des Jahres 2015 für Ihre Direktorenkonferenz?

1.1. Vernehmlassungen, parlamentarische Vorlagen:

- Volksinitiative zur Einführung einer Bundeserbschaftssteuer
- Unternehmenssteuerreformgesetz III
- Volksinitiative zur Steuerbefreiung von Kinder- und Ausbildungszulagen
- Amtshilfe in Steuersachen. Revision Steueramtshilfegesetz, Bundesgesetz über den automatischen Informationsaustausch
- Energiestrategie 2050, steuerliche Massnahmen

1.2. Interkantonale Vereinbarungen, übrige Geschäfte: keine

1.2.1. in den Aufgabenbereichen von Art. 48a BV: keine

1.2.2. in andern Aufgabenbereichen: keine

1.3. übrige Geschäfte:

- Besteuerung landwirtschaftlicher Grundstücke (Umsetzung Motion Leo Müller)
- Volksinitiative zur Abschaffung der Heiratsstrafe
- Teilrevision Mehrwertsteuergesetz
- Quellensteuer-Reform
- Verfassungsbestimmung für ein Klima- und Energielenkungssystem

2. Wie haben sich diese Vorlagen und Geschäfte aus **föderalistischer** Sicht im Jahr 2015 entwickelt?

- Ungenügend:
 - Besteuerung landwirtschaftlicher Grundstücke (Umsetzung Motion Leo Müller)
 - Volksinitiative zur Abschaffung der Heiratsstrafe
- Gut:
 - Unternehmenssteuerreformgesetz III (vom Ständerat, Erstrat, am 14.12.2015 verabschiedet)
 - Energiestrategie 2050, steuerliche Massnahmen (vom Ständerat, Erstrat, am 23.09.2015 abgelehnt)
 - Teilrevision Mehrwertsteuergesetz (vom Nationalrat, Erstrat, am 24.09.2015 verabschiedet)
- Sehr gut:
 - Volksinitiative zur Einführung einer Bundeserbschaftssteuer (abgelehnt am 14.06.2015)
 - Volksinitiative zur Steuerbefreiung von Kinder- und Ausbildungsabzügen (abgelehnt am 08.03.2015)
 - Amtshilfe in Steuersachen: Revision Steueramtshilfegesetz, Bundesgesetz über den automatischen Informationsaustausch (Schlussabstimmungen vom 18.12.2015)

3. Beurteilung der Entwicklung des Föderalismus

3.1. Auf folgender Skala, wie beurteilen Sie generell die Respektierung der Grundsätze des Föderalismus durch den Bund in der Berichtsperiode?

Sehr schlecht									Sehr gut
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>

3.2. Wie hat sich die Respektierung der Grundsätze des Föderalismus durch den Bund in der Berichtsperiode verändert?

Stark verschlechtert	Eher verschlechtert	Unverändert	Eher verbessert	Stark verbessert
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

4. Weitere Bemerkungen:

- keine

Name der Konferenz: FDKL

1. Welches waren unter **föderalistischen** Gesichtspunkten die Hauptvorlagen und -geschäfte des Jahres 2015 für Ihre Direktorenkonferenz?

1.1. Vernehmlassungen, parlamentarische Vorlagen:

Mitwirkung bei der Erarbeitung der Botschaft zum Geldspielgesetz.

1.2. Interkantonale Vereinbarungen, übrige Geschäfte:

1.2.1. in den Aufgabenbereichen von Art. 48a BV:

1.2.2. in andern Aufgabenbereichen:

1.3. übrige Geschäfte:

2. Wie haben sich diese Vorlagen und Geschäfte aus **föderalistischer** Sicht im Jahr 2015 entwickelt?

Die Zusammenarbeit war sehr Angenehm und die Anliegen der Kantone wurden aufgenommen.

3. Beurteilung der Entwicklung des Föderalismus

3.1. Auf folgender Skala, wie beurteilen Sie generell die Respektierung der Grundsätze des Föderalismus durch den Bund in der Berichtsperiode?

Sehr schlecht									Sehr gut
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

3.2. Wie hat sich die Respektierung der Grundsätze des Föderalismus durch den Bund in der Berichtsperiode verändert?

Stark verschlechtert	Eher verschlechtert	Unverändert	Eher verbessert	Stark verbessert
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

4. Weitere Bemerkungen:

Name der Konferenz: GDK

1. Welches waren unter **föderalistischen** Gesichtspunkten die Hauptvorlagen und -geschäfte des Jahres 2015 für Ihre Direktorenkonferenz?

1.1. Vernehmlassungen, parlamentarische Vorlagen:

- a. Alkoholgesetzgebung / Alkoholsteuersystem; Die GDK fordert, dass keine Änderungen am Steuersystem, welche zu Minderausfällen beim Alkoholzehntel führen, vorgenommen werden sollen.
- b. Bundesvorlagen betreffend Qualität (KVG) und HTA (BAG-internes Vorgehen)
- c. Musterstellungnahme zur Verordnung betreffend die Aufsicht über die soziale Krankenversicherung (KVAV)
- d. Bundesgesetz für ein elektronisches Patientendossier (EPDG)
- a. Zulassungssteuerung der Ärzte gemäss Art. 55a KVG
- b. Stellungnahme zur Vernehmlassung über die Änderung der KVV (Umsetzung Art. 22a KVG). Die GDK streicht insbesondere hervor, dass die Weitergabe von Daten, welche die Kantone im Rahmen ihres umfassenden Auftrags in der Gesundheitsversorgung benötigen, nicht beschränkt werden darf.
- c. Parlamentarische Initiative zur Einführung einer monistischen Spitalfinanzierung. Die GDK lehnt eine monistische Finanzierung durch die Krankenversicherer ab.
- d. Gleiche Finanzierung von stationären und ambulanten Spitalleistungen
- e. Pflegefinanzierung: Zuständigkeit für die Restfinanzierung bei ausserkantonaler Leistungserbringung.
- f. KVG-Änderungen mit internationalem Bezug. Die GDK stimmt den vorgeschlagenen Bestimmungen zur grenzüberschreitenden Zusammenarbeit, zu den Folgen bei Nichtbezahlung der Prämien und zur Kostenübernahme der Krankenversicherer bei ambulanten Leistungen für Versicherte mit Wohnsitz im Ausland zu. Die Bestimmungen zur anteilmässigen Kostenübernahme der Kantone bei Spitalbehandlungen für Versicherte mit Wohnsitz im Ausland lehnt die GDK ab.
- g. Revision des Ordnungsrechts zum neuen Lebensmittelgesetz

1.2. Interkantonale Vereinbarungen, übrige Geschäfte:

1.2.1. in den Aufgabenbereichen von Art. 48a BV:

—

1.2.2. in andern Aufgabenbereichen:

- a. Gesundheitsberuferegister NAREG und interkantonale Vereinbarung zur Anerkennung von Ausbildungsabschlüssen (IKV); Beitrittsverfahren
- b. Umsetzung Interkantonale Vereinbarung für hochspezialisierte Medizin (IVHSM)
- c. Interkantonale Vereinbarung zur Finanzierung der ärztlichen Weiterbildung (WFV); Beitrittsverfahren

1.3. übrige Geschäfte:

- a. Stellungnahme zur Strategie Antibiotikaresistenzen des Bundes

- b. Zustimmende Stellungnahme zum Verfassungsartikel zur Präimplantationsdiagnostik (Abstimmung vom 14. Juni 2015)
- c. Strategie für nichtübertragbare Krankheiten (NCD)
- d. Grenzsanitarische Untersuchungen/Asyl; Koordination der Aufgaben, Kompetenzen, Informationsübermittlung mit den Bundesbehörden
- e. Empfehlungen für ein interkantonal einheitliches Vorgehen zur Wirtschaftlichkeitsprüfung
- f. Der Vorstand der GDK verabschiedet Empfehlungen betreffend Nettonormkosten für die praktische Ausbildung bei den nicht-universitären Gesundheitsberufen.

2. Wie haben sich diese Vorlagen und Geschäfte aus **föderalistischer** Sicht im Jahr 2015 entwickelt?

Im Grossen und Ganzen wurden die Anliegen der Kantone und der GDK im Zusammenhang mit der Vorbereitung, der Beratung, der Bearbeitung und dem Vollzug dieser Geschäfte Rechnung getragen. Es gibt jedoch gewichtige Ausnahmen, insbesondere auf der Ebene des Bundesparlaments:

- So verweigerte der Nationalrat den Kantonen, die Steuerung der ambulanten Versorgung gemäss Art. 55a KVG (Zulassungsbeschränkung Ärzteschaft) dauerhaft im Gesetz zu verankern. Der Nationalrat nimmt damit den Kantonen ein wichtiges Instrument zur Steuerung der Versorgung und damit zur Einflussnahme auf die Kostenentwicklung aus der Hand. Es lag eine dem Föderalismus gerecht werdende Lösung vor.
- Im Bereich der Alkoholgesetzgebung konnte erst gegen Schluss der parlamentarischen Beratungen verhindert werden, dass die finanziellen Mittel, welche für die Präventionsprogramme in den Kantonen zur Verfügung stehen beschnitten werden.
- Die im Rahmen von Revisionsvorschlägen zur heutigen Spitalfinanzierung im Parlament vorgebrachten Modelle zielen allesamt auf eine Schwächung der kantonalen Steuerungskompetenzen und eine Stärkung des Handlungsspielraums der Krankenversicherer hin.

Bei der Entwicklung von Strategien (Nicht übertragbare Krankheiten, Demenz, Antibiotikaresistenz, u.v.a.) ist das meist federführende Bundesamt sehr auf ein gutes Kooperationsverhältnis bedacht. Allerdings Ziele und Massnahmen im Rahmen von breiten Projektorganisationen definiert, wohingegen die Finanzierungs- und Vollzugsverantwortung meist dann bei den Kantonen liegt. Diese Diskrepanz gilt es in Zukunft zu vermeiden.

3. Beurteilung der Entwicklung des Föderalismus

3.1. Auf folgender Skala, wie beurteilen Sie generell die Respektierung der Grundsätze des Föderalismus durch den Bund in der Berichtsperiode?

Sehr schlecht									Sehr gut
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

3.2 .Wie hat sich die Respektierung der Grundsätze des Föderalismus durch den Bund in der Berichtsperiode verändert?

Stark verschlechtert	Eher verschlechtert	Unverändert	Eher verbessert	Stark verbessert
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

4. Weitere Bemerkungen:

Name der Konferenz: KdK

1. Welches waren unter **föderalistischen** Gesichtspunkten die Hauptvorlagen und -geschäfte des Jahres 2015 für Ihre Direktorenkonferenz?

1.1. Vernehmlassungen, parlamentarische Vorlagen:

- Umsetzung Art. 121a BV: Vernehmlassung zur Revision AuG (Vorlagen a) Steuerung Zuwanderung sowie b) Integration)
- Vernehmlassung zur Vernehmlassungsverordnung
- 12.101 Konsolidierungs- und Aufgabenüberprüfungspaket
- 14.066 Ressourcen- und Lastenausgleich zwischen Bund und Kantonen 2016-2019

1.2. Interkantonale Vereinbarungen:

1.2.1. in den Aufgabenbereichen von Art. 48a BV:

1.2.2. in andern Aufgabenbereichen:

1.3. übrige Geschäfte:

- Umsetzung Art. 121a BV: Koordination und FZA
- institutionelle Fragen Schweiz -EU
- Fachkräfteinitiative plus
- Legislaturplanung des Bundes 2015-2019
- Aufgabenteilung Bund - Kantone
- Weiterführung E-Government Schweiz
- Weiterentwicklung der tripartiten Zusammenarbeit
- laufende Arbeiten der Tripartiten Agglomerationskonferenz

2. Wie haben sich diese Vorlagen und Geschäfte aus **föderalistischer** Sicht im Jahr 2015 entwickelt?

Umsetzung Art. 121a BV: Vernehmlassung zur Revision AuG (Vorlagen a) Steuerung Zuwanderung sowie b) Integration)

In ihrer Stellungnahme vom 19. Juni 2015 würdigen die Kantonsregierungen die Vorschläge des Bundesrates zur Einführung eines Kontingentssystems als konsequenten Schritt bei der Umsetzung von Art. 121a BV. Die Kantone weisen auf die Bedeutung einer föderalen Ausgestaltung des Zulassungssystems hin. Die Steuerung der Zuwanderung ist eine hoheitliche Aufgabe Bund - Kantone. Die Festlegung der Kontingente und Höchstzahlen muss bottom up auf der Grundlage von konkreten Bedarfserhebungen in Absprache mit den Kantonen erfolgen und im Rahmen einer hoheitlichen Zuwanderungskommission Bund - Kantone validiert werden. Auch die Grenzgängerregelung ist so föderal wie möglich auszugestalten.

Eine abschliessende Würdigung kann erst dann erfolgen, wenn die Resultate aus den Gesprächen mit der EU betreffend Revision des FZA vorliegen. Die Kantone betonen, dass der bilaterale Weg mit der EU auch angesichts der veränderten Rahmenbedingungen fortgesetzt werden soll. Zum Volet Integration begrüßen die Kantone die Absicht des Bundesrates, administrative Hürden zum Arbeitsmarkt für anerkannte Flüchtlinge und vorläufig aufgenommene Personen abzubauen (Abschaffung der Sonderabgabepflicht auf Erwerbseinkommen, Ersatz Bewilligungsverfahren durch Meldeverfahren). Die Kantone fordern in diesem Zusammenhang zudem eine substantielle Erhöhung der Integrationspauschale.

Umsetzung Art. 121a BV: Koordination und FZA

Während des Berichtsjahres gelang es dem Bund, die EU dazu zu bewegen, Konsultationen mit der Schweiz über eine Interpretation des FZA aufzunehmen, welche mit der neuen Schweizer

Verfassungsbestimmung vereinbar sein sollte. Trotz mehrfachen Ersuchen und Forderungen seitens der Kantone weigerte sich der Bund beharrlich, die Kantone in diese Konsultationen einzubeziehen. Eine Lösung mit der EU konnte bis Ende des Berichtsjahres nicht gefunden werden. Die sich im vorliegenden Zusammenhang stellenden Fragen waren auch Gegenstand zahlreicher Diskussionen im Rahmen des Europadialogs mit dem Bundesrat. Die Anliegen der Kantone wurden dabei zwar zur Kenntnis genommen, fanden aber keine Berücksichtigung in den Beschlüssen, welche der Bundesrat am 4. und 18. Dezember 2015 gefällt hat.

institutionelle Fragen Schweiz - EU

Die Verhandlungen über ein institutionelles Abkommen mit der EU wurden nach einem Unterbruch von fast einem Jahr im November und Dezember 2015 wieder aufgenommen. Im Gegensatz zu den Konsultationen über das FZA sind die Kantone hier voll in die internen Vorbereitungsarbeiten wie auch in die Verhandlungen mit der EU selbst eingebunden. Es bestehen weiterhin Differenzen zwischen der Schweiz und der EU namentlich betreffend die Streitbeilegung und die Rolle des EuGH.

Fachkräfteinitiative (FKI) plus

Dem Schweizer Arbeitsmarkt mangelt es an Fachkräften. Deshalb lancierte das WBF 2011 gemeinsam mit den Kantonen und den Sozialpartnern die Fachkräfteinitiative (FKI). Mit der Aufnahme von Art. 121a in die Bundesverfassung hat die bessere Nutzung inländischer Potenziale stark an Bedeutung gewonnen. Deshalb beschliessen der Bundesrat, vertreten durch das WBF, und die Kantonsregierungen am 19. Juni 2015, ihre bisherige Unterstützung der FKI zu bekräftigen und diese auf die Mobilisierung des Potenzials aller Arbeitskräfte auszuweiten (FKI plus). Das gegenseitige Engagement und die Mobilisierung ungenutzter Potenziale sollen zu einer besseren Deckung der Arbeitsmarktnachfrage durch inländische Arbeitskräfte beitragen sowie die Akzeptanz für die Zuwanderung stärken. Im Vordergrund stehen Massnahmen in vier thematischen Schwerpunkten: (1) Erhöhung der Erwerbstätigkeit (insbesondere von Frauen), (2) Weiterführung der Erwerbstätigkeit von älteren Arbeitnehmenden, (3) generelle Arbeitsmarktmassnahmen zur Nachwuchssicherung und zum Personalerhalt, (4) Erhöhung der Arbeitsmarktintegration von anerkannten Flüchtlingen und vorläufig aufgenommenen Personen. Da die Thematik in den Medien und in der Öffentlichkeit grosse Beachtung findet und auch eine gewisse Erwartungshaltung besteht, setzen Bund und Kantone bei den weiteren Arbeiten einen Schwerpunkt bei der Kommunikation, mit dem Ziel, ein realistisches öffentliches Bild zur Fachkräftethematik zu zeichnen. Damit soll ein Beitrag zur Versachlichung der Diskussion rund um die Fachkräftethematik geleistet werden.

Vernehmlassung zur Vernehmlassungsverordnung (VIV)

In ihrer Stellungnahme vom 30. September 2015 stellen die Kantonsregierungen fest, dass der Vernehmlassungsentwurf den Forderungen der Kantone weitgehend Rechnung trägt. Auch die parlamentarischen Kommissionen und die Parlamentsdienste werden sich künftig bei der Ausarbeitung von Erlassentwürfen nach den Bestimmungen des VIV-Entwurfs zu richten haben. Die Bundeskanzlei schlug zusätzlich zum VIV-Revisionsentwurf die Aufnahme eines neuen Artikels 15a in die Verordnung des Bundesrates über die Regierungs- und Verwaltungsorganisation (RVOV) vor. Diese Bestimmung mit dem Titel «Zusammenarbeit mit den Kantonen» konkretisiert zwei der wichtigsten von der gemeinsamen Arbeitsgruppe Bund – Kantone in ihrem Bericht vom 13. Februar 2012 befürworteten Massnahmen: Einbezug der Kantone in die Vorbereitungsarbeiten und in die Vollzugsplanung, wenn der Erlassentwurf von einer Verwaltungseinheit des Bundesrates stammt (koordinierte Umsetzung Bund – Kantone).

Konsolidierungs- und Aufgabenüberprüfungspaket (KAP)

Im Rahmen der Sommersession 2015 bringt das Parlament das KAP endlich unter Dach und Fach – allerdings mit Abstrichen. Das Sparpaket entlastet den Bundeshaushalt um rund 630 Millionen Franken. Das sind rund 100 Millionen Franken weniger als der Bundesrat beantragt hatte. Zwei von ihm vorgeschlagene grössere Sparvorschläge werden gestrichen: 50 Millionen durch die Abschaffung der indirekten Presseförderung und rund 57 Millionen bei den Agrarsubventionen. Der Ständerat will die Sparschraube beim KAP stärker anziehen als der Nationalrat, folgt dann aber in der Differenzvereinbarung bei der Landwirtschaft dem Nationalrat. Als Gegenleistung stimmt der Nationalrat dem grössten Sparposten zu: Durch die Reduktion der Verzinsung der IV-Schuld bei der AHV werden 132,5 Millionen Franken eingespart. Aus Sicht der Kantone bietet das definitive KAP keine spezifischen Probleme. Hingegen muss der Bund auch nach Realisierung des KAP weiter sparen. Bereits das Budget 2016 muss nach unten korrigiert werden. Und ab 2017 wird ein erneutes Sparpaket in Milliardenhöhe geschnürt werden müssen. Das entsprechende Stabilisierungsprogramm 2017-2019 schickt der Bundesrat am 25. November 2015 in die Vernehmlassung.

Ressourcen- und Lastenausgleich zwischen Bund und Kantonen 2016-2019

In der Sommersession 2015 kann das Parlament die Differenzen zur Dotation des Ressourcenausgleichs 2016-2019 auf der Basis einer politischen Verständigung der Kantone bereinigen. Damit leisten die Kantone einen wertvollen Beitrag zur Klärung dieser Frage, die eine enorme Bedeutung für die für die eidgenössische Solidarität und den Föderalismus hat. Das Beispiel

zeigt auch auf, wie wichtig es ist, dass die Kantone gegenüber dem Bund gemeinsame Positionen vertreten. Wenn die Kantone gemeinsame Vorschläge entwickeln, dann finden sie im Bundesrat und im Parlament Gehör. Demgegenüber schwächt eine Kluft zwischen den Kantonen ihre Position und damit den Föderalismus insgesamt. In diesem Sinne setzt die Plenarversammlung der KdK vom 30. September 2015 eine politische Arbeitsgruppe der Kantone ein, die bis im Sommer 2016 Vorschläge zur Optimierung des Finanzausgleichssystems Bund - Kantone erarbeiten soll.

Legislaturplanung des Bundes 2015-2019

In ihrer Stellungnahme vom 30. September 2015 unterstützen die Kantonsregierungen die Legislaturplanung des Bundes 2015-2019 im Grundsatz. Sie vermissen jedoch eine Zielsetzung zur Stärkung des Föderalismus. Die Kantone fordern den Bundesrat auf, dem anhaltenden Zentralisierungstrend entgegenzuwirken. Der Bund soll nur dort Massnahmen ergreifen, wo ihn die Verfassung dazu ermächtigt. Von weiteren Lastenüberwälzungen auf die Kantone ist abzusehen. Damit die Kantone ihre Verantwortung in ihren Zuständigkeitsbereichen weiterhin wahrnehmen können, müssen sie über die notwendigen - auch finanziellen - Handlungsspielräume verfügen. Anlässlich der Anhörung vom 5. Oktober 2015 legt die Delegation der KdK dem Bundesrat die aus Sicht der Kantone prioritären Stossrichtungen und Massnahmen in den einzelnen Politikbereichen dar.

Aufgabenteilung Bund - Kantone

Das Parlament 2015 die Motion „Aufgabentrennung zwischen Bund und Kantonen“ (13.3363) der Finanzkommission des Nationalrates (FK-N) angenommen. Diese Motion fordert den Bundesrat auf, sämtliche Verbundaufgaben zwischen Bund und Kantonen systematisch zu analysieren. Der Bundesrat hat dem Parlament seinen Bericht zur Beantwortung der Motion 13.3363 im Jahre 2018 zusammen mit dem 3. Wirksamkeitsbericht zum Finanzausgleich vorzulegen. Die zuständige EFV will die Arbeiten zur Beantwortung der Motion im Sommer 2016 zu starten und die Kantone einzubeziehen.

Auch auf Kantonsebene ist die Überprüfung der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen ein Thema (Stellungnahme vom 20. Juni 2014 zum 2. Wirksamkeitsbericht des Finanzausgleichs, Monitoringbericht Föderalismus 2011-2013) Deshalb hat die KdK im Herbst 2015 das Projekt „Überprüfung der Aufgabenteilung Bund - Kantone“ lanciert. Gemeinsam mit den Direktorenkonferenzen wurden bis Ende Jahr diejenigen Aufgabenbereiche analysiert, in denen Handlungsbedarf hinsichtlich der Aufgabenteilung und/oder der Finanzierungsverantwortung gesehen wird, aber auch hinsichtlich weiterer möglicher Effizienzsteigerungen im Zusammenspiel Bund - Kantone.

Ziel ist, dass die KdK im Juni 2016 einen Positionsbezug der Kantonsregierungen zur Aufgabenteilung Bund - Kantone verabschiedet. Gestützt darauf können sich die Kantone ab Sommer 2016 in die Analysearbeiten der Eidgenössischen Finanzverwaltung zur Beantwortung der Motion 13.3363 einbringen.

Weiterführung E-Government Schweiz

In ihrer Stellungnahme vom 19. Juni 2015 begrüssen die Kantonsregierungen die neue Stossrichtung der E-Government-Zusammenarbeit in ihren Grundzügen. Unterstützt wird namentlich die geplante Bündelung und Fokussierung der gemeinsamen Anstrengungen auf wenige Schwerpunkte. Auch die vorgeschlagene Organisation der Zusammenarbeit wird insgesamt als zweckmässig erachtet. Weiter wird die Verstärkung der E-Government-Koordination innerhalb der Bundesverwaltung begrüsst. Weiter fordern die Kantonsregierungen, die Ausgaben für den Schwerpunktplan und die Geschäftsstelle jährlich auf max. 5 Mio. zu begrenzen, was zu einem jährlichen Kantonsanteil von 2,5 Mio führen würde. In der Folge werden die in der Stellungnahme eingebrachten Anliegen der Kantone weitgehend berücksichtigt und die neue Rahmenvereinbarung findet die Zustimmung aller 26 Kantone so dass diese bis Ende Jahr gemeinsam mit dem Bundesrat gezeichnet werden kann. Damit ist es gelungen, die föderale Zusammenarbeit im Bereich E-Government auf eine neue Grundlage zu stellen.

Weiterentwicklung der tripartiten Zusammenarbeit

Mit der revidierten TAK-Vereinbarung setzt sich die TAK u.a. zum Ziel aufzuzeigen, wie die ländlichen Räume in die tripartite Zusammenarbeit einbezogen werden können. Gestützt auf einen Konsultation zu einem Expertenbericht kann die TAK vom 26. Juni 2015 feststellen, dass hinsichtlich der zukünftigen Ausrichtung der tripartiten Zusammenarbeit unter den Trägern der TAK in vielen Punkten Einigkeit besteht. Aus der Konsultation wird aber auch deutlich, dass es eine wesentliche Differenz gibt: Der Bundesrat, die KdK und der SGV sprechen sich für eine Weiterentwicklung der TAK in eine breiter aufgestellte Tripartite Konferenz TK aus. Konkret bedeutet dies, den bisherigen agglomerationsspezifischen Fokus der TAK auszuweiten und die ländlichen Räume partnerschaftlich in die Trägerschaft einzubeziehen. Demgegenüber möchte der SSV an der heutigen Form und Ausrichtung der TAK festhalten, d.h. dass sowohl bei den Themen wie auch bei der Repräsentation der Fokus auf Agglomerationen gerichtet bleiben soll. An einem politischen Treffen der TAK-Träger vom 4. November 2015 signalisierte der SSV seine Bereitschaft, die tripartite Zusammenarbeit auch in Richtung einer TK fortzusetzen. Gestützt darauf befinden sich die neuen Grundlagen der tripartiten Zusammenarbeit in Erarbeitung.

Laufende TAK-Projekte

Erwähnung verdient zunächst der TAK-Integrationsdialog. In Bezug auf die beiden Dialogschienen „Arbeiten– Chancen geben, Chancen nutzen“ und „Aufwachsen – gesund ins Leben starten“ können positive Zwischenbilanz gezogen werden. Im Rahmen der politischen Zwischenbilanz vom 26. Januar 2015 im Dialog „Arbeiten– Chancen geben, Chancen nutzen“ werden die bisherigen Dialogziele bestätigt und als neues strategisches Ziel vereinbart, dass die Dialogpartner verstärkt Arbeitskräfte im Inland rekrutieren wollen und dabei auch die hier ansässige Migrationsbevölkerung berücksichtigen. Hier besteht ein direkter Bezug zu den Bestrebungen von Bund und Kantonen, in Zusammenhang mit der Umsetzung von Art 121a BV verstärkt das inländische Arbeitskräftepotenzial zu nutzen. Zum Dialog „Aufwachsen – gesund ins Leben starten“ ziehen die Dialogpartner am 8. April 2015 auf technischer Ebene eine positive Zwischenbilanz. Die Empfehlungen der TAK vom 27. Juni 2014 sind inzwischen aufgegriffen und entsprechende Umsetzungsarbeiten lanciert worden. Um weitere Fortschritte erzielen zu können, sind aber Weichenstellungen auf politischer Ebene angezeigt (z.B. Finanzierung von Dolmetschdienstleistungen, aufsuchender Arbeit, Vernetzungsbemühungen). Weiter verdienen die Folgearbeiten zum TAK-Bericht „Das 3x3 der nachhaltigen Siedlungsentwicklung“ Erwähnung. Anlässlich des sehr gut besuchten Kongresses „Siedlungen hochwertig verdichten“ am 29. Mai 2015 in Solothurn wird der Bericht einem breiten Publikum vorgestellt werden. Zudem laufen 2015 Abklärungen betreffend eines nationalen Impulses zur Siedlungsentwicklung nach innen im Sinne einer zeitlich befristeten Förderung des Bundes von Massnahmen zur besseren Vernetzung der Akteure und der Stärkung bestehender Ansätze. Im Vordergrund stehen Unterstützungsangebote in den Bereichen Beratung und Bildung/Weiterbildung für die Gemeinden im Hinblick auf die Umsetzung der RPG-Revision I. Am politischen Treffen vom 24. August 2015 zwischen den Präsidien der TAK, der BPUK und der Kommunalverbände signalisiert die UVEK-Vorsteherin ihre grundsätzliche Unterstützung, unter Vorbehalt eines entsprechenden Nachtragskredits.

3. Beurteilung der Entwicklung des Föderalismus

3.1. Auf folgender Skala, wie beurteilen Sie generell die Respektierung der Grundsätze des Föderalismus durch den Bund in der Berichtsperiode?

Sehr schlecht									Sehr gut
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	x	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

3.2. Wie hat sich die Respektierung der Grundsätze des Föderalismus durch den Bund in der Berichtsperiode verändert?

Stark verschlechtert	Eher verschlechtert	Unverändert	Eher verbessert	Stark verbessert
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	x	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

4. Weitere Bemerkungen:

Auch wenn sich die Respektierung der Grundsätze des Föderalismus durch den Bund in der Berichtsperiode generell eher verbessert hat, kontrastiert dieser allgemeine Fortschritt stark mit der völligen Missachtung der Mitwirkungsrechte der Kantone in den Diskussionen mit der EU betreffend das FZA.

Name der Konferenz: KKJPD

1. Welches waren unter **föderalistischen** Gesichtspunkten die Hauptvorlagen und -geschäfte des Jahres 2015 für Ihre Direktorenkonferenz?

1.1. Vernehmlassungen, parlamentarische Vorlagen:

Neustrukturierung des Asylbereichs und Revision des Asylgesetzes: Die beschlossene Neustrukturierung des Asylbereichs ist in Umsetzung. Sie wird von einer Arbeitsgruppe geleitet, in der das StaaSekretariat für Migration (SEM), die KKJPD, die SODK sowie der Städte- und der Gemeindeverband eng kooperieren. Als schwierig erweist sich wie erwartet die Suche nach Standorten für die Bundeszentren, deren Kapazität deutlich ausgebaut werden soll. Auch ein Jahr nach dem Zieldatum des 31.12.14 stehen noch nicht alle Standorte fest.

1.2. Interkantonale Vereinbarungen, übrige Geschäfte:

1.2.1. in den Aufgabenbereichen von Art. 48a BV:

Im Bereich **Justizvollzug** wurden die Arbeiten an einem **Schweizerischen Kompetenzzentrum Justizvollzug** weitergeführt. Es soll sich um die Ausbildung des Justizvollzugspersonals, die Gesundheit im Strafvollzug, die Bildung im Strafvollzug, das Monitoring der verfügbaren Plätze im Straf- und Massnahmenvollzug sowie weitere Fragestellungen von gemeinsamem Interesse kümmern. Die Strafvollzugskonkordate Westschweiz, Nordwest- und Zentralschweiz sowie Ostschweiz bleiben aber bestehen.

1.2.2 in andern Aufgabenbereichen:

Konkordat gegen Gewalt anlässlich von Sportveranstaltungen: Im Jahr 2015 sind die Kantone VS, TG, GR, GL dem Konkordat beigetreten. Damit wurde es von 23 Kantonen ratifiziert. Nicht beigetreten sind bisher die Kantone BS, BL, SZ.

Konkordat über private Sicherheitsdienstleistungen: Im Jahr 2015 ist der Kanton GR dem Konkordat beigetreten. Insgesamt sind nun 10 Kantone dabei: AI, AR, BS, GR, NW, SO, SG, TG, TI, UR. Das Konkordat soll am 1.1.17 in Kraft treten. Die Kantone JU, FR, NE, VD, GE, VS haben ein eigenes Konkordat, das aber mit dem „deutschschweizer“ Konkordat kompatibel ist. Die übrigen Kantone haben z.T. eigene Regelungen oder gar keine Regelungen erlassen. Die unterschiedlichen Lösungen sind unter den Aspekten des Binnenmarktgesetzes und des administrativen Aufwands problematisch. Es zeichnet sich keine gemeinsame Lösung ab.

Vereinbarung Polizeikooperation: Ein Entwurf für eine Vereinbarung zur Förderung der interkantonalen Polizeizusammenarbeit (u.a. in den Bereichen IT, Technik und Führung von Grosslagen) wurde in Vernehmlassung gegeben und ausgewertet. Sie wird überarbeitet und soll 2016 beschlossen werden.

1.3. übrige Geschäfte:

Regelungsaktivitäten des Bundes in den Bereichen Film und Computerspiele: Das Bundesamt für Sozialversicherung hat in einem Bericht an den Bundesrat die Schaffung einer Rechtsgrundlage für den Jugendschutz in den Bereichen Film und Computerspiele angeregt. Die KKJPD und die EDK sind in die Arbeiten einbezogen und unterstützen eine Bundesregelung, mit der die Entscheide der von KKJPD, EDK und Film- und Videobranche geschaffenen *Kommission Jugendschutz im Film* zum Zulassungs- und Verkaufsalter von Filmen und Videos gesamtschweizerisch als verbindlich erklärt würde.

2. Wie haben sich diese Vorlagen und Geschäfte aus **föderalistischer** Sicht im Jahr 2015 entwickelt?

In den Bereichen **Justizvollzug** und **Bekämpfung des Hooliganismus** wurden Fortschritte erzielt. Die beteiligten Behörden bewegen sich aufeinander zu.

Als schwierig erweisen sich die Suche nach gemeinsamen Lösungen bei der Regelung der **privaten Sicherheitsfirmen** sowie die Suche nach Standorten für Bundeszentren im **Asylbereich**. Letztere liegt in der Hauptzuständigkeit von Bund und SODK. Im Übrigen laufen die Arbeiten zur Umsetzung der Neustrukturierung Asyl planmässig.

3. Beurteilung der Entwicklung des Föderalismus

3.1. Auf folgender Skala, wie beurteilen Sie generell die Respektierung der Grundsätze des Föderalismus durch den Bund in der Berichtsperiode?

Sehr schlecht									Sehr gut
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	x	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

3.2. Wie hat sich die Respektierung der Grundsätze des Föderalismus durch den Bund in der Berichtsperiode verändert?

Stark verschlechtert	Eher verschlechtert	Unverändert	Eher verbessert	Stark verbessert
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	x	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

4. Weitere Bemerkungen:

Name der Konferenz: **Konferenz für Kindes- und Erwachsenenschutz KOKES**

1. Welches waren unter **föderalistischen** Gesichtspunkten die Hauptvorlagen und -geschäfte des Jahres 2015 für Ihre Direktorenkonferenz?

1.1. Vernehmlassungen, parlamentarische Vorlagen:

Im Berichtsjahr 2015 haben wir keine parlamentarische Vorlage bearbeitet, die unter föderalistischen Gesichtspunkten erwähnenswert ist.

Bei drei Vernehmlassungen, die die Tätigkeit unserer Konferenz berühren, hatten anderen Direktorenkonferenzen die Federführung :

- Istanbul-Konvention (Federführung: KKJPD)
- Schutz gewaltbetroffener Personen (Federführung: KKJPD)
- Fakultativprotokoll UN-KRK betreffend ein Mitteilungsverfahren (Federführung: SODK)

1.2. Interkantonale Vereinbarungen, übrige Geschäfte:

1.2.1. in den Aufgabenbereichen von Art. 48a BV: Keine

1.2.2. in andern Aufgabenbereichen:

Die Erhebung von statistischen Grundlagen im Kindes- und Erwachsenenschutz ist anspruchsvoll, da die Kantone die Massnahmen und Fälle unterschiedlich erheben. Unsere Konferenz versucht, Hinweise zur einheitlichen Erhebung zu geben. Angesichts der fehlenden gesetzlichen Grundlage und der beschränkten personellen Ressourcen kommt das Projekt nur schleppend voran.

1.3. übrige Geschäfte:

2. Wie haben sich diese Vorlagen und Geschäfte aus **föderalistischer** Sicht im Jahr 2015 entwickelt?

Keine Veränderung gegenüber den Vorjahren.

3. Beurteilung der Entwicklung des Föderalismus

3.1. Auf folgender Skala, wie beurteilen Sie generell die Respektierung der Grundsätze des Föderalismus durch den Bund in der Berichtsperiode?

Sehr schlecht									Sehr gut
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

3.2. Wie hat sich die Respektierung der Grundsätze des Föderalismus durch den Bund in der Berichtsperiode verändert?

Stark verschlechtert	Eher verschlechtert	Unverändert	Eher verbessert	Stark verbessert
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

4. Weitere Bemerkungen:

Keine weiteren Bemerkungen

Name der Konferenz: KöV

1. Welches waren unter **föderalistischen** Gesichtspunkten die Hauptvorlagen und -geschäfte des Jahres 2015 für Ihre Direktorenkonferenz?

1.1. Vernehmlassungen, parlamentarische Vorlagen:

A. Organisation der Bahninfrastruktur

B. Gütertransportgesetz. Totalrevision

1.2. Interkantonale Vereinbarungen, übrige Geschäfte:

1.2.1. in den Aufgabenbereichen von Art. 48a BV:

1.2.2. in andern Aufgabenbereichen:

C. Reform regionaler Personenverkehr RPV

1.3. übrige Geschäfte:

2. Wie haben sich diese Vorlagen und Geschäfte aus **föderalistischer** Sicht im Jahr 2015 entwickelt?

A. Die Kantone waren in den Vorstudien zur Organisation der Bahninfrastruktur (OBI) beteiligt. Die Vorlage beschränkte sich jedoch überraschenderweise nicht auf die Bereiche der Vorstudien, so zum Beispiel bezüglich Passagierrechte oder Systemführerschaften. Die Mitwirkung an der Willensbildung war nicht in allen Bereichen der Vorlage rechtzeitig gegeben und die Auswirkungen der Vorlage auf die kantonalen Aufgaben wurden nur mangelhaft berücksichtigt. Die Auswertung der Vernehmlassung ist noch offen.

B. Der Einbezug der Kantone war gewährleistet, die Anträge der KöV konnten mit dem zuständigen Bundesamt für den parlamentarischen Prozess technisch bereinigt werden und wurden sodann vom Parlament beschlossen. Gute Zusammenarbeit und Berücksichtigung der Anliegen.

C. Die Reform des Regionalen Personenverkehrs RPV betrifft die Kantone stark, da es sich einerseits um eine Verbundaufgabe handelt, andererseits Auswirkungen auf den Ortsverkehr hat, welcher ganz in kantonaler Zuständigkeit ist. Das BAV erstellte einen Expertenbericht. Die Kantone waren nicht direkt einbezogen, ein KöV-Mitglied konnte jedoch in der Gruppe Einsitz nehmen. Die Reform sah verschiedene Varianten vor, die den föderalistischen Prinzipien sehr unterschiedlich Rechnung tragen. Im Gespräch mit der BAV und UVEK konnten sich föderalistische Lösungsansätze durchsetzen. Der Einbezug der Kantone ist vorbildlich. Die Schwierigkeit bleibt aber, die divergierenden Interessen der Kantone unter einen Hut zu bringen. Nicht alle Kantone bevorzugen die Modelle mit stark föderalem Charakter, sondern wollen Kompetenzen beim Bund ansiedeln. Das Geschäft wird voraussichtlich im Sommer 2016 erstmals im Bundesrat behandelt.

3. Beurteilung der Entwicklung des Föderalismus

3.1. Auf folgender Skala, wie beurteilen Sie generell die Respektierung der Grundsätze des Föderalismus durch den Bund in der Berichtsperiode?

Sehr schlecht									Sehr gut
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

3.2. Wie hat sich die Respektierung der Grundsätze des Föderalismus durch den Bund in der Berichtsperiode verändert?

Stark verschlechtert	Eher verschlechtert	Unverändert	Eher verbessert	Stark verbessert
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

4. Weitere Bemerkungen:

Die Zusammenarbeit zwischen KöV und BAV ist grundsätzlich gut und von Vertrauen geprägt. Bei der RPV-Reform ist die Bereitschaft des Bundes spürbar, der föderalistischen Struktur in Zukunft besser Rechnung zu tragen.

Name der Konferenz: Konferenz für Wald, Wildtiere und Landschaft KWL (vormals Forst- und Jagddirektorenkonferenzen FoDK und JDK)

1. Welches waren unter **föderalistischen** Gesichtspunkten die Hauptvorlagen und -geschäfte des Jahres 2015 für Ihre Direktorenkonferenz?

1.1. Vernehmlassungen, parlamentarische Vorlagen:

- WaG-Revision: Beratungen der Vorlage im Parlament
- Anhörung zur Änderung der Waldverordnung (6.10.2015-25.01.2016)
- Anhörung zur Änderung der Jagdverordnung (16.01.-16.03.2015)
- Vorkonsultation zu AP-Biodiversität (7.4.-7.7.2015)
- Parlamentarische Initiative; Waldpolitik 2020. Erschliessungen als Voraussetzung für die effiziente und wirksame Zielerreichung (13.4.14)
- Motion: Erschliessung als Voraussetzung für die Nutzung des Ökorohstoffs Holz (12.3877)
- Postulat: Optimierung der Waldnutzung (13.3924)
- Interpellation; Waldbewirtschaftung; Kantonale Subventionen und die Mehrwertsteuer (14.3239)
- Motion: Zusammenleben von Wolf und Bergbevölkerung (14.3135)

1.2. Interkantonale Vereinbarungen, übrige Geschäfte:

1.2.1. in den Aufgabenbereichen von Art. 48a BV:

- keine

1.2.2. in andern Aufgabenbereichen:

- keine

1.3. übrige Geschäfte:

- Aktionsplan Biodiversität des Bundes
- Programmvereinbarungen Wald

2. Wie haben sich diese Vorlagen und Geschäfte aus **föderalistischer** Sicht im Jahr 2015 entwickelt?

- WaG-Revision: Anfangs ein schwieriger Prozess, die Vorlage war zu zentralistisch; nach gut koordinierter Vernehmlassung seitens der Kantone konnte letztlich eine für die Kantone befriedigende Vorlage ans Parlament erwirkt werden. Im Parlament wurden leider wesentliche Hautpanliegen der Kantone lediglich vom Nationalrat unterstützt, nicht aber vom Ständerat, was zu mehreren Differenzbereinigungen führte, die bis Ende 2015 nicht abgeschlossen werden konnten.
- WaV-Anhörung: Die Anhörung zur Waldverordnung wurde 06.10.2015 eröffnet und dauert bis 25.01.2016. Die Vorlage war in vielen Punkte zu zentralistisch, zu detailliert oder zu ausführlich. Leider war es in der Vorbereitungsphase nicht möglich, die föderalistischen Aspekte besser einzubringen.
- AP-Biodiversität: Vom 07.04. bis 07.07.2015 fand bei den Kantonen eine Vorkonsultation zum Aktionsplan Biodiversität statt. Von Seiten der Direktorenkonferenzen wurde die Stellungnahme zwischen Landwirtschaft (LDK), Raumplanung und Umwelt (BPUK) Wald, Wildtiere und Landschaft (KWL) koordiniert. Von Seiten der Kantone mussten viele Vorbehalte gegenüber den Forderungen des Bundes an die Kantone reklamiert werden. Die Folgerungen des Bundes aus dieser Vorkonsultation sind noch nicht bekannt.
- Programmvereinbarungen Wald: Das Instrument der Programmvereinbarungen ist aus Sicht der FoDK in der Anlage gut und wichtig, in der Ausführung aber zunehmend ineffizient. Dies zeigte sich erneut bei den neuen Verhandlungen für das Programm 2016 bis 2019. Die Seit 2013 mit dem zuständigen Bundesamt geführten Gespräche zur Verbesserung entwickeln sich leider weiterhin nur sehr schleppend.
- Mehrwertsteuer: Nach diversen Revisionen durch die Mehrwertsteuerbehörden bei Gemeindeforstbetrieben, wurden Abgeltungen und Finanzhilfen des Bundes, die von den

Kantone im Rahmen von Leistungsvereinbarungen an die Waldeigentümer weitergegeben wurden, als Mehrwertsteuer-pflichtig erklärt. Die Steuerbehörde interpretiert Subventionen damit anders als das Subventionsgesetz. Damit werden indirekt die Bundesbeiträge für den Wald um den Mehrwertsteuersatz gekürzt. Eine aus Sicht der Kantone sehr unbefriedigende Situation und nicht im Sinne der ursprünglichen Mehrwertsteuer-Regelung.

- Grossraubwild: Im Zusammenhang mit der Vernehmlassung Wolfs- und Luchskonzept wurde die Motion "Zusammenleben von Wolf und Bergbevölkerung (14.3135) auch im Sinne der Kantone überwiesen. Die Konkretisierung dieser Motion ist leider noch ausstehend. Der engere Einbezug der Kantone ist hierfür noch nicht erfolgt.

3. Beurteilung der Entwicklung des Föderalismus

3.1. Auf folgender Skala, wie beurteilen Sie generell die Respektierung der Grundsätze des Föderalismus durch den Bund in der Berichtsperiode?

Sehr schlecht									Sehr gut
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

3.2. Wie hat sich die Respektierung der Grundsätze des Föderalismus durch den Bund in der Berichtsperiode verändert?

Stark verschlechtert	Eher verschlechtert	Unverändert	Eher verbessert	Stark verbessert
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

4. Weitere Bemerkungen:

Name der Konferenz: Regierungskonferenz Militär, Zivilschutz und Feuerwehr, RK MZF

1. Welches waren unter **föderalistischen** Gesichtspunkten die Hauptvorlagen und -geschäfte des Jahres 2015 für Ihre Direktorenkonferenz?

1.1. Vernehmlassungen, parlamentarische Vorlagen: Sicherheitspolitischer Bericht 2016, Gesamtplanung Grosse Übungen, Umsetzung Bericht Strategie Bevölkerungsschutz und Zivilschutz 2015+, Sicheres Datenverbundnetz SDVN

1.2. Interkantonale Vereinbarungen, übrige Geschäfte:

1.2.1. in den Aufgabenbereichen von Art. 48a BV: keine

1.2.2. in andern Aufgabenbereichen: Verwaltungsvereinbarung über den Sicherheitsverbund Schweiz SVS – Bund, Kantone

1.3. übrige Geschäfte: -

2. Wie haben sich diese Vorlagen und Geschäfte aus **föderalistischer** Sicht im Jahr 2015 entwickelt?

positiv

3. Beurteilung der Entwicklung des Föderalismus

3.1. Auf folgender Skala, wie beurteilen Sie generell die Respektierung der Grundsätze des Föderalismus durch den Bund in der Berichtsperiode?

Sehr schlecht									Sehr gut
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

3.2. Wie hat sich die Respektierung der Grundsätze des Föderalismus durch den Bund in der Berichtsperiode verändert?

Stark verschlechtert	Eher verschlechtert	Unverändert	Eher verbessert	Stark verbessert
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

4. Weitere Bemerkungen:
Keine

Name der Konferenz: SODK

1. Welches waren unter **föderalistischen** Gesichtspunkten die Hauptvorlagen und -geschäfte des Jahres 2015 für Ihre Direktorenkonferenz?

1.1. Vernehmlassungen, parlamentarische Vorlagen:

- Altersvorsorge 2020
- Revision ELG: anrechenbare Mietzinsmaxima
- Bundesgesetz über die Aufarbeitung der fürsorgerischen Zwangsmassnahmen und Fremdplatzierungen vor 1981 (AFZFG)
- Neustrukturierung im Asylbereich
- (Vnl. ELG und Vnl. IVG sind Ende 2015 eröffnet worden mit Frist bis März 2016)

1.2. Interkantonale Vereinbarungen, übrige Geschäfte:

1.2.1. in den Aufgabenbereichen von Art. 48a BV:

1.2.2. in andern Aufgabenbereichen:

1.3. übrige Geschäfte:

- Weiterentwicklung der IV (Prozess erst angelaufen)
- Nationaler Dialog Sozialpolitik mit BR Berset (halbjährlich)

2. Wie haben sich diese Vorlagen und Geschäfte aus **föderalistischer** Sicht im Jahr 2015 entwickelt?

- Den Anliegen der SODK wurde bei den parlamentarischen Beratungen Beachtung geschenkt.
- Positionen der SODK wurden bei der Vorbereitung der Vernehmlassungsvorlagen berücksichtigt (Vnl. zur ELG-Reform).
- Die SODK konnte an Anhörungen der vorberatenden Kommissionen teilnehmen.
- Die Departemente (insb. EDI, EJPD) und Bundesämter (insb. BJ, BfM, BSV, BFS) arbeiteten mit der SODK gut zusammen und bezogen sie in die laufenden Geschäfte (z.B. Revision ELG, Neustrukturierung im Asylbereich) ein.

3. Beurteilung der Entwicklung des Föderalismus

3.1. Auf folgender Skala, wie beurteilen Sie generell die Respektierung der Grundsätze des Föderalismus durch den Bund in der Berichtsperiode?

Sehr schlecht									Sehr gut
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

3.2. Wie hat sich die Respektierung der Grundsätze des Föderalismus durch den Bund in der Berichtsperiode verändert?

Stark verschlechtert	Eher verschlechtert	Unverändert	Eher verbessert	Stark verbessert
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

4. Weitere Bemerkungen:

Name der Konferenz:	<i>Schweizerische Staatsschreiberkonferenz SSK</i>
<p>1. Welches waren unter föderalistischen Gesichtspunkten die Hauptvorlagen und -geschäfte des Jahres 2015 für Ihre Direktorenkonferenz?</p> <p>1.1. Vernehmlassungen, parlamentarische Vorlagen:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Verordnung über Schweizer Personen und Institutionen im Ausland (Auslandsschweizerverordnung, V-ASG) 	
<p>1.2. Interkantonale Vereinbarungen, übrige Geschäfte:</p> <p>1.2.1. in den Aufgabenbereichen von Art. 48a BV:</p> <ul style="list-style-type: none"> - keine 	
<p>1.2.2. in andern Aufgabenbereichen:</p> <ul style="list-style-type: none"> - E-Government-Rahmenvereinbarung Bund-Kantone 	
<p>1.3. übrige Geschäfte:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Wahlen 2015, - Weiterentwicklung Vote électronique; - Legislaturplanung des Bundes 2015 - 2019 	
<p>2. Wie haben sich diese Vorlagen und Geschäfte aus föderalistischer Sicht im Jahr 2015 entwickelt?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aus Sicht der SSK sehr unterschiedlich, teils wurden die föderalistischen Prinzipien hochgehalten (Bsp. Rahmenvereinbarung E-Gov.), teils wird der Autonomiebereich der Kantone durch Bundesvorgaben immer stärker eingeschränkt (z.B. bei Wahlen mit technokratischen Vorgaben). - Am meisten Attacken erfolgen jedoch durch das Bundesparlament mit ihrer Betroffenheits-Einzelfall-Gesetzgebung, bei welcher sich das Bundesparlament oft um die bewährte Aufgabenteilung Bund-Kantone focht (neuestes Bsp: Parl. Iv: Gesetzliche Verankerung der Anforderungen an die Wahlsysteme der Kantone). 	

3. Beurteilung der Entwicklung des Föderalismus

3.1. Auf folgender Skala, wie beurteilen Sie generell die Respektierung der Grundsätze des Föderalismus durch den Bund in der Berichtsperiode?

Sehr schlecht									Sehr gut
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

3.2. Wie hat sich die Respektierung der Grundsätze des Föderalismus durch den Bund in der Berichtsperiode verändert?

Stark verschlechtert	Eher verschlechtert	Unverändert	Eher verbessert	Stark verbessert
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

4. Weitere Bemerkungen:

Name der Konferenz:VDK

1. Welches waren unter **föderalistischen** Gesichtspunkten die Hauptvorlagen und -geschäfte des Jahres 2015 für Ihre Direktorenkonferenz?

1.1. Vernehmlassungen, parlamentarische Vorlagen:

Keine Vorlagen mit höherer Relevanz für den Föderalismus.

Wirtschaftspolitisch materielle Fragen wie Kartellrechts-Revision (14.449 – parl. Initiative Altherr), oder Motion Niederberger 14.3728 „Regulierung für die Wirtschaft, unnötige Administrativarbeiten für die AHV abschaffen“, VZAE-Revision: Festlegung der Höhe Kontingente für Drittstaatenangehörige, Erleichterung Praxis bei der Ausfuhr von Dual use Gütern...

1.2. Interkantonale Vereinbarungen, übrige Geschäfte:

1.2.1. in den Aufgabenbereichen von Art. 48a BV:

Keine Geschäfte.

1.2.2 in andern Aufgabenbereichen:

Inkraftsetzung der Leistungsvereinbarung zwischen den Kantonen und Switzerland global enterprise (S-GE) in Verbindung mit dem Mandat zwischen dem Bund (SECO) und S-GE über die „Standortpromotion im Ausland 2016 bis 2019“.

Start der neuen Laufzeit kantonale Umsetzungsprogramme Neue Regionalpolitik NRP 2016 bis 2019/2023.

1.3. übrige Geschäfte:

Keine.

2. Wie haben sich diese Vorlagen und Geschäfte aus **föderalistischer** Sicht im Jahr 2015 entwickelt?

Grundsätzliches: Neutrales Jahr.

Ausser:

Parl. Beratung des neuen Bundesgesetzes über die Ladenöffnungszeiten, das im Ständerat abgelehnt und in der WAK-N zuhanden der Beratung im NR (Feb. 2016) befördert wurde. Würde das Gesetz angenommen werden, würde der Bund eine neue Kompetenz in der Festlegung der Ladenöffnungszeiten begründen, die traditionellerweise bei den Kantonen liegt. Mit dem neuen Gesetz würde sich der Bund ein neues Instrument schaffen, weitere Bedingungen für die Kantone direkt über eine Revision des spezifischen BG festzulegen. → Ausgang der Vorlage noch offen; def. Entscheid im 2016.

Neue Vollzugsorganisation ALV: Nach den Fällen bezüglich Missbrauch von Kompetenzen im Bereich des ALV-Vollzugs beim SECO (sic!) eröffnete das SECO eine Revision der Strukturen des ALV-Vollzugs, insbesondere der Ausgleichstelle ALV. In den Verhandlungen bestand zeitweilig die Gefahr einer Zentralisierung des ALV-Vollzugs, was einem grundsätzlichen

Paradigmawechsel entsprochen hätte. Nach den Arbeiten an der Revision hat sich das WBF für eine moderate Lösung entschieden, welche die föderale Grundstruktur im Vollzug nicht negativ tangiert. In den Aufsichtskompetenzen wurden neue Governance-Regeln eingeführt, die sich sachlich an den gängigen Compliance-Regeln orientieren. → Fazit. Schlimmeres abgewendet.

3. Beurteilung der Entwicklung des Föderalismus

3.1. Auf folgender Skala, wie beurteilen Sie generell die Respektierung der Grundsätze des Föderalismus durch den Bund in der Berichtsperiode?

Sehr schlecht									Sehr gut
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

3.2. Wie hat sich die Respektierung der Grundsätze des Föderalismus durch den Bund in der Berichtsperiode verändert?

Stark verschlechtert	Eher verschlechtert	Unverändert	Eher verbessert	Stark verbessert
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

4. Weitere Bemerkungen:

Im Arbeitsmarkt und im Schwarzarbeitsgesetz-Vollzug, wo der Bund die Aufsicht inne hat und die Kantone den Vollzug organisieren, findet eine schleichende Einmischung des Bundes über eine Erhöhung der Regelungsdichte (etwa mit neuen Reglementen) statt. Der Vollzugsspielraum wird so immer enger und verliert an der föderalen Anpassungsfähigkeit. Hierbei handelt es sich um eine fortwährende Tendenz, die sich mit den Jahren akzentuieren könnte.

Tableau VII

Projets de la Confédération en consultation politiquement importants pour les cantons: évaluation par les secrétariats des conférences

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2)</i> <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
Änderung des Berufsbildungsgesetzes (BBG): Stärkung der höheren Berufsbildung	WBF EDK LDK	Ja.	Subsidiaritätsprinzip beachtet? Ja Verfassungsgrundlage vorhanden? Ja Art. 63 BV Fiskalische Äquivalenz eingehalten: Nein (Vgl. Gesamtbeurteilung der Vorlage) Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? Ja	Ja, Umsetzungsautonomie gewahrt
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)</p> <p>Vernehmlassung:</p> <p>Die Kantone unterstützen das Ziel der BBG-Revision: Mit der Teilrevision des BBG wird die Mitfinanzierung der Vorbereitungskurse zu den eidgenössischen Prüfungen (Berufsprüfungen und höhere Fachprüfungen) zu einer Aufgabe des Bundes. Gleichzeitig erfolgt auch ein Systemwechsel: künftig sollen nicht mehr die Kursanbieter, sondern die Studierenden finanziell unterstützt werden und direkt vom Bund einen Pauschalbeitrag erhalten. Die Kantone begrüssen diese Veränderungen: die Abläufe werden vereinfacht, die Studierenden können den Kursanbieter frei wählen und Wettbewerbsverzerrungen zwischen den Anbietern entfallen (bisher hatten die Kantone die Angebote unterschiedlich mitfinanziert).</p> <p>Die Kantone fordern, dass man bei der Finanzierung nicht auf halbem Weg stehen bleibt: Im BBG von 2004 war die Finanzierung der höheren Berufsbildung nicht verbindlich geregelt worden. Mit der Teilrevision soll diese Lücke nun geschlossen werden und das BBG wird 10 Jahre nach Inkrafttreten in einem wichtigen Punkt vervollständigt. Das bedingt auch eine Anpassung der heute gültigen Finanzierungsgrundsätze.</p> <p>Heute trägt der Bund ein Viertel der Aufwendungen der öffentlichen Hand für die Berufsbildung, die Kantone tragen drei Viertel der Aufwendungen. Der Bund kommt der gesetzlichen Richtgrösse von 25% allerdings erst seit 2012 nach. Vorher haben die Kantone einen deutlich höheren Anteil getragen. Hält man sich vor Augen, dass der Bund die Berufsbildung vollständig reglementiert, dann ist die Richtgrösse von 25% nicht angemessen (die fiskalische Äquivalenz ist nicht gegeben). Zusammen mit der Übernahme neuer Aufgaben durch den Bund und als konsequente Weiterentwicklung des BBG ist eine Veränderung des Richtwertes unumgänglich geworden. Die Kantone haben deshalb in der Vernehmlassung gefordert, dass der Richtwert des Bundes von 25 % auf 30 % erhöht werden muss. Dieser Anteil würde auch in Analogie zum Richtwert des Bundes für die Fachhochschulen stehen. Im neuen Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG) hat man diesen vor kurzem auf 30 % angesetzt, obwohl der Bund im Bereich der Fachhochschulen bedeutend weniger regelt als in der Berufsbildung.</p>				

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Findet diese Anpassung nicht statt und werden die 100 Millionen CHF, die der Bund zusätzlich an die Vorbereitungskurse zahlen will, unter den heutigen Richtwert subsumiert, dann wird das zu Kürzungen bei den Bundesbeiträgen für die übrige Berufsbildung und entsprechend zu Sparmassnahmen für diese Bereiche führen, denn die Kantone werden diese Kürzungen nicht kompensieren können. Sie haben zudem bereits für einen anderen Bereich der höheren Berufsbildung – die höheren Fachschulen – mehr Subventionen zu leisten, denn seit August 2015 gilt in diesem Bereich eine neue interkantonale Vereinbarung und für die Studierenden besteht volle Freizügigkeit. Damit haben die Kantone ihrerseits einen wichtigen Beitrag zur Stärkung der höheren Berufsbildung geleistet.</p> <p>Leider ist der Bund bislang nicht auf die Forderungen der Kantone eingetreten.</p>				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: -				
Änderung des ETH-Gesetzes	WBF EDK	Ja, Mitwirkung gemäss Art. 45 war gegeben	Subsidiaritätsprinzip wurde beachtet: betrifft mit der ETH eine Hochschule des Bundes. Verfassungsgrundlage vorhanden: 63a Abs. 1 BV Fiskalische Äquivalenz eingehalten: Ja Eigenständigkeit der Kantone gewahrt: Ja	Keine Umsetzung von Bundesrecht
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)				
<p>Dass die ETH Zürich prüft, im Rahmen eines Pilotprojekts die Einführung eines Bachelor-Studiengangs in Medizin mit naturwissenschaftlich-technischem Schwerpunkt einzuführen, ist grundsätzlich zu begrüssen, auch wenn fraglich ist, ob mit einem solchen Studiengang der geforderte Nachwuchs für die Grundversorgung ausgebildet wird, was das ursprüngliche Ziel der Forderung nach mehr Studienplätzen war. Im Deutschschweizer Kontext einen Numerus clausus für das Medizinstudium vorzusehen, ist sicher sinnvoll, da im Hinblick auf die klinische Ausbildung eine Abstimmung mit kantonalen Hochschulen und Spitälern unabdingbar sein wird.</p> <p>Der Vorstand der EDK wies anlässlich dieser Vernehmlassung nochmals mit Nachdruck darauf hin, dass der Ausbau der Studienplatzzahl in Humanmedizin koordiniert erfolgen muss, da die Medizin ein kostenintensiver Bereich im Sinne von Artikel 40 HFKG ist. Diese Koordination ist als gemeinsame Aufgabe von Bund und Kantonen im Hochschulrat der Schweizerischen Hochschulkonferenz zu leisten, wie es das HFKG vorsieht. In seinem Schreiben vom 18. September 2015 betreffend das Sonderprogramm Hochschulmedizin hat er die entsprechenden Überlegungen dargelegt.</p>				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: -				
Bundesgesetz über die Zusammenarbeit des Bundes mit den Kantonen im Bildungsraum Schweiz (Bildungszusammenarbeitsgesetz, BiZG)	WBF EDK	Ja, EDK war in vorbereitender Arbeitsgruppe des Bundes vertreten.	Subsidiaritätsprinzip beachtet? Ja Verfassungsgrundlage vorhanden) Ja 61a BV Fiskalische Äquivalenz eingehalten Ja Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? Ja.	Umsetzung von Bundesrecht im Sinne von Art. 46 BV nicht vorgesehen. Zusammenarbeitsvereinbarung wird die gemeinsamen Vorhaben gemäss Art. 61a BV konkretisieren

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
----------------	-----------	--	--	--

Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)

Vernehmlassungsantwort der EDK:

1. Grundsätzlich stimmen wir mit den im erläuternden Bericht enthaltenen Darlegungen zur verfassungsmässigen Abstützung, zum Stellenwert und zur Ausrichtung der Bildungszusammenarbeit von Bund und Kantonen überein. Es geht um die gemeinsame Sorge für eine hohe Qualität und Durchlässigkeit des Bildungsraumes Schweiz (Art. 6 1a Abs. 1 BV), in geteilter Verantwortung und mit je spezifischen Zuständigkeiten am Bildungssystem. Dieses gemeinsame Sorgen muss in geeigneter Weise instrumentiert werden: Bund und Kantone „koordinieren ihre Anstrengungen und stellen ihre Zusammenarbeit durch gemeinsame Organe und andere Vorkehren sicher“ (Art. 6 1a Abs. 2 BV). Die Zusammenarbeit von Bund und Kantonen im Sinne der Bildungsverfassung von 2006 hat sich mittlerweile gut eingespielt und funktioniert pragmatisch im Rahmen der bestehenden Zuständigkeiten und durch die entsprechenden Organe. Es müssen hierfür keine neuen Zuständigkeiten begründet oder weitergehende Regelungen geschaffen werden. Davon geht richtigerweise auch die Vernehmlassungsvorlage aus.

2. Das BiZG ersetzt verschiedene Rechtsgrundlagen, die bisher die Zusammenarbeit und Mitfinanzierung des Bundes begründet haben, namentlich das jeweils auf 4 Jahre befristete Bildungssteuergesetz. Entscheidend für die Beurteilung des neu vorgeschlagenen Gesetzes aus Sicht der Kantone ist, dass die eingeübte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen in den Bereichen

- Bildungsmonitoring / Bildungsberichterstattung sowie
- Qualitätsentwicklung / Qualitätssicherung am System

auf Ebene der zuständigen Behörden, Verwaltungen und Institutionen unkompliziert und partnerschaftlich weitergehen kann; und dass die Bundesbeiträge an die entsprechenden Vorhaben (Monitoring und Bildungsbericht; PISA) und Institutionen (SKBF; educa.ch; SDBB; WBZ CPS; IFES) auf sicherer Rechts-grundlage verlässlich ausgerichtet werden. Bei dieser Mitbeteiligung des Bundes an den Arbeiten im Sinne von Art. 6 1a BV kann es nicht bloss um Projektbeiträge gehen, um welche punktuell und wieder-kehrend nachgesucht werden muss. Die Führung eines kohärenten Bildungssystems und die Sicherung seiner Qualität erfordern vielmehr kontinuierliche und auch strukturelle Massnahmen, an deren Finanzierung sich der Bund auf gesamtschweizerischer Koordinationsebene mit Grund, nämlich im Rahmen seiner eigenen Verantwortung (zusammen mit den Kantonen) für Qualität und Durchlässigkeit des Bildungsraumes Schweiz, beteiligt. Entsprechend richtig ist die Abstützung des vorgeschlagenen Gesetzes auf Art. 6 1a Abs. 2 BV. Wenn das an dieser Stelle zu betonen ist, dann deshalb, weil in den vergangenen Jahren bei der Bundesverwaltung teilweise kein entsprechendes Verständnis, also auch kein gemeinsames Verständnis der Bildungsverfassung bestanden hat und weil die jüngsten Wendungen im Zusammenhang mit dem vorliegenden Gesetzesentwurf irritieren (vgl. Ziffer 3 nachstehend).

3. Bisher war stets die Rede davon gewesen, der Bund benötige im vorliegenden Zusammenhang eine gesetzliche Grundlage, worin die sämtlichen Vorhaben und Institutionen, welche Bundesbeiträge erhalten sollen, im Einzelnen explizit benannt würden. Aus diesem Grund konnte beispielsweise das Institut für Externe Schulevaluation auf der Sekundarstufe II (IFES) bislang beim Bund lediglich Projektmittel beantragen, weil das bisherige, jeweils befristete Bildungssteuergesetz im Zuge der letzten BFI-Botschaft nicht geändert werden wollte und für eine Unterstützung von IFES offenbar keine andere, explizite bundesgesetzliche Grundlage bestand. Nun überrascht und verunsichert es, dass kurzfristig die Argumentation in grundsätzlicher Weise geändert und ein neuer Gesetzesentwurf vorgelegt wird, der – im Unterschied zum bisherigen Gesetz und zu den in guter Partnerschaft bisher diskutierten Entwürfen für ein neues BiZG – überhaupt keine Vorhaben und Institutionen mehr nennt, sondern sich nur mehr einzig darauf beschränkt, eine Zusammenarbeitsvereinbarung vorzusehen. Die rechtliche Begründung für diese Wende bleibt unklar. Natürlich kann der Feststellung im erläuternden Bericht, dass sich die Festlegung konkreter Vorhaben im Gesetz nicht eigne für eine unbefristete, der laufenden Dynamik Rechnung tragende Rechtsgrundlage gefolgt werden – nur wurde bisher stets genau gegenteilig argumentiert. Wenn es jetzt anders auch geht, ist

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>dagegen nichts einzuwenden; die Kantone erwarten aber auf jeden Fall eine verlässliche Partnerschaft auch in der Finanzierung und gehen davon aus, dass die in Vernehmlassung gegebene Gesetzesvariante nach Treu und Glauben alle fraglichen, seit langem bekannten Vorhaben und Institutionen auch wirklich langfristig abdecken wird.</p> <p>4. Mit den „Grundsätzen über die Ziele der Zusammenarbeit“, wie der erläuternde Bericht sie darstellt, und den Massnahmen, welche der Bericht den Zielen zuordnet, sind wir einverstanden. Das deckt den Stand und die gemeinsam vorgesehenen Perspektiven der aktuellen Arbeit im Sinne von Art. 61a BV ab.</p> <p>5. Auch die konkreten Ausführungen zum Finanzbedarf und die dabei genannten Beträge sind aus unserer Sicht korrekt. Teilweise nicht nachvollziehbar sind einzig die Ausführungen zur WBZ CPS auf Seite 15 des Berichts; doch ist beabsichtigt und zu erwarten, dass hierzu im Rahmen des von der EDK gemäss ihrem Tätigkeitsprogramm 2015–2019 gestarteten Projekts eine gemeinsame Klärung erfolgen wird. – Der Bericht betont bei den Rahmenbedingungen für eine finanzielle Beteiligung des Bundes, dass letzterer stets maximal die Hälfte der Kosten übernehme. Wir verstehen dieses Limit so, dass der Aufwand, der den Kantonen unter Umständen im Zusammenhang mit bestimmten Massnahmen (z.B. bei externen Schulevaluationen oder bei Lehrerinnen-/Lehrerweiterbildungen) je zusätzlich anfällt, bei der Berechnung der kantonalen Hälfte mitberücksichtigt wird.</p> <p>6. Was die übrigen „Grundsätze über die Organisation der Zusammenarbeit“ und jene „über das Führen gemeinsamer Institutionen“ betrifft: Es soll auf keinen Fall zu einer Beschwerde oder Komplizierung der bisher geübten, sehr pragmatischen, in den angestammten Strukturen leistbaren und geleisteten Zusammenarbeit kommen. Wir betonen das erneut an dieser Stelle, weil wir die prozeduralen Konsequenzen dieser neu vorgesehenen, einen Zusammenarbeitsvereinbarung (in der Zuständigkeit des Bundesrates) nicht abschätzen können. Schon bisher wurden und werden in den vorliegend relevanten Vorhaben regel-mässig Verträge zwischen den je zuständigen Organen von Bund und Kantonen (namentlich zwischen WBF bzw. EDI/EVD und EDK) abgeschlossen. Dabei sollte es bleiben.</p> <p>Die bislang mit dem SBFi hierüber geführten Gespräche stimmen zuversichtlich. Die im erläuternden Bericht geschilderte Organisation der Zusammenarbeit entspricht im Wesentlichen der bisherigen Übung und der auch unsererseits bestehenden Absicht, daran weitere Vereinfachungen vorzunehmen (z.B. Integration der PISA-Steuerung und der CORECHED-Funktion in die Prozessleitung Bildungsmonitoring).</p> <p>Zusammenfassend: Die koordinierte Umsetzung der Bildungsverfassung von 2006 ist gut angegangen worden und heute gut eingespielt. Der Bildungsbereich ist hinsichtlich horizontaler wie vertikaler Zusammen-arbeit sehr gut aufgestellt, die Instrumentierung der gemeinsamen Sorge um Qualität und Durchlässigkeit des Bildungsraumes im Sinne von Art. 61a BV ist fürs Erste geglückt. Das BiZG sollte sich ohne Weiteres in den Dienst an der Kontinuität dieser positiven Entwicklung stellen. Falls mit der vorgeschlagenen neuen Form des Gesetzes dieser Zielsetzung entsprochen werden kann und will, ist dagegen aus kantonaler Sicht nichts ein-zuwenden.</p>				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:-				
Verordnung zum Weiterbildungsgesetz	WBF GDK	Ja, EDK war in Arbeitsgruppe vertreten.	Subsidiaritätsprinzip beachtet? Ja. Verfassungsgrundlage vorhanden? Ja 64a BV Fiskalische Äquivalenz eingehalten: das wird sich weisen (BFI-Botschaft) Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? Ja.	Ja, Programmvereinbarungen vorgesehen. Vgl. auch Stellungnahme der EDK unter "Gesamtbeurteilung der Vorlage"
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)				

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Die EDK begrüsst grundsätzlich, dass der Bund mit dieser Verordnung die rechtliche Grundlage schafft, damit gesamtschweizerisch tätige Organisationen der Weiterbildung sowie die Förderung der Grundkompetenzen Erwachsener in den Kantonen vom Bund finanziell unterstützt werden können. Die Zustimmung erfolgt unter der Bedingung, dass die nachfolgend aufgeführten Anliegen berücksichtigt werden.</p> <p>National tätige Organisationen der Weiterbildung sollen für spezifische Informations-, Koordinations- und Entwicklungsleistungen Finanzhilfen vom Bund erhalten (BeBiV, Art. 2). Die EDK erachtet es als sinnvoll, dass damit die Bundesbeiträge an die Organisationen der Weiterbildung an klar definierte Aufgaben geknüpft werden, die dem Weiterbildungssystem insgesamt oder definierten Teilbereichen dienlich sind.</p> <p>Die Finanzhilfen des Bundes an die Kantone für die Förderung der Grundkompetenzen Erwachsener sollen wie bei der Integrationsförderung von Ausländerinnen und Ausländern im Rahmen von Programmvereinbarungen erfolgen. Wir erachten es als zielführend, wenn das Instrument der Programmvereinbarung auch für die Förderung der Grundkompetenzen Erwachsener (Lesen, Schreiben, mündliche Ausdrucksfähigkeit in lokaler Amtssprache, Grundkenntnisse Mathematik, Anwendung von Informations- und Kommunikationstechnologien, WeBiG, Art. 13) eingesetzt wird. So kann auch die Koordination im Rahmen der interinstitutionellen Zusammenarbeit (IIZ) gewährleistet werden. Für die Umsetzung haben wir folgende Anliegen:</p> <p>a) In Art. 16 Abs. 2 des WeBiG ist festgehalten, dass der Bundesrat Kriterien für die Gewährung von Finanzhilfen an die Kantone festlegt. In der Verordnung wird dazu festgehalten, dass das SBFJ mit den Kantonen unter Einbezug der Organisationen der Arbeitswelt strategische Ziele im Bereich des Erwerbs und Erhalts von Grundkompetenzen Erwachsener vereinbart, die alle vier Jahre überprüft werden sollen (WeBiV, Art. 8). Die EDK begrüsst die flexible Regelung unter der Voraussetzung, dass sie als wesentlicher Partner entscheidend in die Erarbeitung der strategischen Ziele einbezogen wird.</p> <p>b) Zuständigkeiten und Zusammenarbeit auf Bundesebene von Weiterbildungsförderung, Berufsbildung, Integrationsförderung gemäss Ausländergesetz, Arbeitslosenversicherung und Invalidenversicherung sollen klar geregelt werden (WeBiV, Art. 8).</p> <p>c) Die Prozesse zur Programmvereinbarung zwischen Bund und Kantonen und die Berichterstattung sind schlank zu gestalten, damit die kantonalen Ressourcen nicht mit einem unverhältnismässigen administrativen Aufwand strapaziert werden (WeBiV, Art. 10 und 14). Zudem sollen die Möglichkeiten von Leistungsvereinbarungen und Verfügungen voll ausgeschöpft werden (WeBiV, Art. 11 Abs. 2)</p> <p>d) Im Rahmen der Botschaft zur Förderung von Bildung, Forschung und Innovation 2017-2020 sind angemessene Finanzmittel zu beantragen, damit deutlich mehr Erwachsene mit Lücken in den Grundkompetenzen adäquate Bildungsmöglichkeiten erhalten und die Kantone bei der Informations- und Sensibilisierungsarbeit und Entwicklung neuer Angebote unterstützt werden (WeBiV, Art. 11-13).</p> <p>e) Was die interne Organisation anbelangt sind die Kantone souverän. Der Bund kann den Kantonen keine Vorschriften über den Einbezug beziehungsweise die Mitbeteiligung machen. Solche waren in einem Arbeitspapier zu den künftigen Grundsätzen der Förderung enthalten, das uns im Zuge der bisherigen Projektarbeiten vorgelegt wurde. Tatsächlich liegt es aber in der Kompetenz der Kantone, zu entscheiden, in wie weit die Gemeinden einbezogen werden sollen.</p>				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:-				
Änderung der Vernehmlassungsverordnung	BK KdK SSK	Attentes pleinement remplies. D'une part, 3 représentants des cantons ont été invités dans le groupe de travail en	Ce projet ne touche pas directement ces principes, vu qu'il contient des règles techniques et des processus relatifs à l'organisation et au déroulement des procédures de consultation. Cependant, comme pour la rubrique suivante, cette révision aura des conséquences sur le respect de ces	cf. rubrique précédente

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
		charge de l'élaboration du projet de révision de l'ordonnance. D'autre part, une procédure formelle de consultation a été organisée par la Chancellerie fédérale, à laquelle les cantons ont pu participer, aussi en adoptant une prise de Position commune lors de l'AP CdC du 25 septembre 2015. Le délai de consultation était au demeurant suffisant pour permettre aux cantons de rendre leur avis.	principes lorsque les autres projets d'actes législatifs seront mis en consultation auprès des cantons.	
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)				
Sont à saluer: l'implication précoce des cantons au processus de rédaction, reprise au sein du groupe de travail de l'essentiel des demandes des cantons (cf. Rapport de février 2012 du GT commun Confédération-cantons concernant la mise en oeuvre du droit fédéral), intégration d'un nouvel article 15a OLOGA/RVOV consacrant le principe de l'association précoce des cantons au processus législatif lorsqu'un projet touche à leurs intérêts essentiels, organisation par la Chancellerie fédérale d'une consultation assortie d'un délai suffisant.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
Vu que c'est une ordonnance, il n'y aura pas de phase parlementaire. Il sied cependant de rappeler que cette ordonnance, tout comme la loi, s'appliquent aussi aux projets législatifs élaborés par le Parlement				
Weiterführung des Bundesgesetzes über die Zusammenarbeit mit den Staaten Osteuropas	KdK	Ja.	Ja.	
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)				

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> Programmvereinbarung vorgesehen? Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Kantone nicht direkt betroffen.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:-				
Teilrevision des Bundesgesetzes über die Ausländerinnen und Ausländer (AuG)	EJPD KdK	Oui. Quatre représentants des cantons ont siégé au sein du groupe d'experts de la Confédération qui était chargé d'examiner les possibilités de mise en oeuvre de l'art. 12 1a Cst. De plus, une procédure formelle de consultation a été organisée par le DFJP, à laquelle les cantons ont pu participer, aussi en adoptant une prise de position commune lors de l'AP CdC du 19 juin 2015.	Il s'agit d'une question hautement politique qui fait encore l'objet de négociations avec l'UE. Du point de vue du fédéralisme, le projet mis en consultation n'est que peu problématique: - principe de subsidiarité respecté, pour autant que les cantons puissent participer à la fixation des quotas. - base constitutionnelle existante. - équivalence fiscale: la mise en oeuvre de la révision de la loi nécessitera probablement des contrôles supplémentaires (cf. contrôle des conditions de travail et contrôle de l'intégration), ce qui engendrerait des coûts supplémentaires pour les cantons. - autonomie des cantons: le projet était susceptible de subir des modifications, il est difficile pour l'heure de se prononcer sur cette question. Mais il paraît essentiel que les particularités régionales économiques, sociales et démographiques soient prises en compte. Dans cette optique, il faut saluer l'établissement de plafonds séparés pour les frontaliers.	Cf. rubrique précédente.
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)				
Sont à saluer l'implication des cantons déjà au niveau du groupe de travail et le délai raisonnable pour la prise de position lors de la procédure de consultation. Les négociations avec l'UE étant encore en cours et le message du CF n'étant pas encore disponible, il est pour l'instant impossible d'évaluer la prise en compte des demandes et observations des cantons lors de la procédure de consultation.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
2015: Le 4 décembre, le CF a communiqué qu'il entendait appliquer l'initiative contre l'immigration de masse avec une clause de sauvegarde, tout en privilégiant une solution mutuellement acceptable avec l'UE. Il prévoit en outre d'exclure les étrangers séjournant en Suisse en tant que chercheurs d'emploi de l'aide sociale. Le CF a chargé le DFJP d'élaborer un message d'ici au début mars 2016.				
Ratifikation des Zusatzprotokolls	EJPD	Ja, aber keine	Fraglich.	

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
zur Europäischen Charta der kommunalen Selbstverwaltung über das Recht auf Mitwirkung an den Angelegenheiten der kommunalen Gebietskörperschaften	<u>KdK</u>	Stellungnahme der KdK.		
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)-				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:-				
Strategie Stromnetze	UVEK EnDK BPUK	Ja, Einladung zur Vernehmlassung.	Ja, weil Bundeskompetenz für Regelung des Energietransports (91 BV. Unter der Voraussetzung, dass die Abstimmung der Strategie Stromnetze mit dem RPG noch verbessert wird, hält die Vorlage die entsprechende Aufgabenteilung und das vorgesehene Zusammenwirken zwischen Bund und Kantonen ein.	n/a
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)				
Positiv.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
Noch keine Beratung.				
Bundesbeschluss über die zweite Etappe der Strommarktöffnung	UVEK EnDK KdK	Ja.	Ja, unproblematisch.	n/a
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)				
Positiv.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
Noch keine parlamentarische Beratung.				
Änderung der Energieverordnung (EnV) und der Verordnung über	UVEK EnDK	Ja.	Ja.	n/a

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gebühren und Aufsichtsabgaben im Energiebereich (GebV-En)	BPUK			
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)				
EnDK/EnFK hat auf eine Stellungnahme verzichtet.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
EnDK/EnFK hat auf eine Stellungnahme verzichtet.				
Revision der Stilllegungs- und Entsorgungsfondsverordnung (SEFV)	UVEK EnDK BPUK	Ja.	Ja.	n/a
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)				
Die EnD/EnFK verzichtet auf eine Stellungnahme.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
Die EnD/EnFK verzichtet auf eine Stellungnahme.				
Änderung der Energieverordnung und der Stromversorgungsverordnung (Bereich Erneuerbare Energien)	UVEK EnDK	Ja.	Ja.	n/a
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)				
EnDK nimmt keine Stellung.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
EnDK nimmt keine Stellung.				
Verordnung des UVEK über die Berechnung der anrechenbaren Kosten von betrieblichen Sanierungsmassnahmen bei Wasserkraftwerken sowie	UVEK EnDK FDK	Ja.	Ja.	n/a

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Vollzugshilfemodul «Ökologische Sanierung bestehender Wasserkraftanlagen - Finanzierung der Massnahmen»				
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone): Die EnDK verzichtet auf eine Stellungnahme.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: n/a				
Anpassung des Berechnungsmodells für den kalkulatorischen Zinssatz gemäss Art. 13 Abs. 3 Bst. b der StromVV (WACC)	UVEK EnDK FDK	Ja.	Ja.	n/a.
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone) Die EnDK verzichtet angesichts möglicher unterschiedlicher Interessen der Kantone und der kurzen Frist auf eine konsolidierte Stellungnahme zur Anpassung des Berechnungsmodells für den kalkulatorischen Zinssatz gemäss Art. 13 Abs. 3 lit. b der StromVV (WACC). Sie hat dem BFE eine Fristverlängerung für die Stellungnahmen der Kantone bis zum 6. November 2015 beantragt. Das BFE hat die Frist für die Eingabe der Stellungnahmen der Kantone bis zum 20. Oktober 2015 verlängert.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: Die EnDK verzichtet angesichts möglicher unterschiedlicher Interessen der Kantone und der kurzen Frist auf eine konsolidierte Stellungnahme zur Anpassung des Berechnungsmodells für den kalkulatorischen Zinssatz gemäss Art. 13 Abs. 3 lit. b der StromVV (WACC). Sie hat dem BFE eine Fristverlängerung für die Stellungnahmen der Kantone bis zum 6. November 2015 beantragt. Das BFE hat die Frist für die Eingabe der Stellungnahmen der Kantone bis zum 20. Oktober 2015 verlängert.				
Revision der Gewässerschutzverordnung vom 28. Oktober 1998 (GSchV)	UVEK BPUK FDK JDK LDK	Ja. Intensive Mitwirkung der Kantone bei der Vorlage, paritätische Zusammensetzung bei der Erarbeitung.	Ja.	Ja.
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone):				

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Die Anliegen der Kantone wurden berücksichtigt. Anliegen, welche nicht aufgenommen werden konnten, wurden in eine zweite Etappe verschoben. In dieser konnte die BPUK sogar den Lead übernehmen (Ab-schluss erst 2016). Vorzeigeprojekt aus föderalistischer Sicht – gilt aber nur für diese beiden Verordnungen und war nötig, weil bei der Ursprungsversion die föderalistischen Prinzipien nicht hinreichend berücksichtigt wurden.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: VO-Änderung, keine Beratung im Parlament.				
Änderung der Verordnung 4 zum Arbeitsgesetz (ArGV 4)	WBF BPUK RK MZF VDK	Ja. Die Änderung wurde von den Kantonen angestossen, weil Divergenzen zu den revidierten Brandschutzvorschriften bestanden.	Ja.	Ja.
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone): Vorlage gut. Der Weg dazu war harzig und dauerte mehrere Jahre. Ohne Intervention der BPUK wäre es durch diese Gesetzgebung zu Widersprüchen mit dem kantonalen Recht gekommen.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: -				
Zweite Etappe der Revision des Raumplanungsgesetzes (RPG)	UVEK BPUK KdK EnDK FoDK LDK	Den Kantonen wurde ermöglicht, dass sie kantonale Vertreter in die Arbeitsgruppen delegieren konnten. Das Gewicht dieser Vertreter in den Arbeitsgruppen war aber sehr gering, trotzdem es die Kantone sein werden, welche für die Umsetzung verantwortlich sein werden.	Eine Verfassungsgrundlage besteht. Diese hält fest, dass der Bund über eine Grundsatzgesetzgebungskompetenz verfügt, die Kantone für die Umsetzung zuständig sind. Diese Verfassungsbestimmung wurde aber im vorgelegten Gesetzesentwurf an vielen Stellen nicht berücksichtigt. Ebenso wurden das Subsidiaritätsprinzip, die fiskalische Äquivalenz und die Eigenständigkeit der Kantone nicht in gebührender Masse berücksichtigt.	Programmvereinbarungen wurden keine vorgesehen. Die kantonale Umsetzungsautonomie wurde nur zum Teil gewahrt.
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone):				

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Die Kantone lehnten den Entwurf aufgrund der oben genannten Gründen und einer fehlenden Notwendigkeit einer Anpassung ab. Aufgrund weiterer Kritik vieler Stakeholders wurden die weiteren Arbeiten von Seiten Bund sistiert.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
Hat wegen der Sistierung nicht stattgefunden.				
Strategie der Schweiz zu invasiven gebietsfremden Arten	UVEK BPUK FoDK LDK	Ja.	Ja.	Ja.
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone): -				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: -				
Organisation der Bahninfrastruktur	UVEK KöV	In der Vernehmlassung mit dem Titel Organisation der Bahninfrastruktur (OBI) befinden sich diverse Gesetzesänderungen, die mit OBI an sich nichts zu tun haben: zum Beispiel Passagierrechte. Diese Gesetzesänderungen kamen überraschend. Nach Entdeckung der „versteckten“ Gesetzesänderungen verlangten die Kantone erfolgreich eine längere Vernehmlassungsfrist. Diese läuft bis Ende Januar 2016. Zudem erachten wir die nicht vorgängig mit	Mit der Vorlage sollen neue sogenannte Systemführerschaften definiert werden können. Hierbei hat es der Bund unterlassen, den Kantonen, die einen grossen Teil des öV finanzieren, ein Mitspracherecht einzuräumen. Es widerspräche, so hält die KöV fest, dem Wesen der Verbundaufgabe von Bund, Kantonen und Gemeinden im ÖV-Bereich, könnte der Bund hier autonom Systemaufgaben vergeben – zumal die Kantone die Bahninfrastruktur mittels jährlicher Einlage in den BIF massgebend mitfinanzieren.	Einige Gesetzesänderungen haben Einfluss auf Bereiche, die unter kantonaler Hoheit stehen; ein kantonales Mitbestimmungsrecht ist indes nicht vorgesehen: zum Beispiel im Bereich Systemführerschaften.

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
		den Kantonen erarbeiteten Gesetzesänderungen als zum grossen Teil nicht ausgegoren und nicht reif für eine Implementierung. Kurzum: Die Mitwirkung an der Willensbildung war nicht in allen Bereichen der Vorlage rechtzeitig gegeben.		
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone):</p> <p>Die Meinung der Kantone gegenüber dieser Vorlage ist im Grossen und Ganzen sehr einheitlich: Man vermisst grundsätzlich ein Gesamtkonzept zu den verschiedenen Reformen im öV sowie bei dieser Vorlage im Speziellen eine Aufstellung der erwarteten Folgekosten durch die geplanten Gesetzesänderungen. Im Weiteren verlangen die Kantone im Bereich der Systemführerschaften das ihr zustehende Mitspracherecht sowie in mehreren Bereichen eine genauere Aufbereitung, bevor Gesetzesänderungen vorgenommen werden.</p>				
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:</p> <p>folgt erst noch.</p>				
Verordnungsanpassungen im Rahmen der neuen Finanzierung und Ausbaus der Bahninfrastruktur (FABI)	UVEK KöV BPUK	Ja.	Der Vorstand der KöV hat lediglich zu den übergeordneten, politischen Aspekten der Vorlage Stellung genommen. Moniert wurde unter anderem, dass die Übergangsbestimmung nicht den bisherigen Aussagen des BAV entsprechen. Es entsteht eine Rechtsungleichheit, wenn der Bund sämtliche Infrastrukturkosten bei den Privatbahnen unbesehen übernimmt, während jene bei der SBB, wo verschiedene Kantone in den letzten Jahren sinnvolle Investitionen finanziert haben, weiterhin nach dem historisch gewachsenen Muster weiterverläuft. Sämtliche von Kantonen finanzierten Ausbauten sind in den Infrastrukturbestand per 1.1.2017 aufzunehmen, forderte die KöV.	-
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone):</p>				

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Siehe Bemerkungen unter Rubrik Kompetenz und Aufgabenteilung Bund-Kantone.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
keine parlamentarische Beratung.				
Totalrevision der Verordnung über die Lärmsanierung der Eisenbahnen (VLE)	UVEK KöV BPUK	-	-	-
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone):				
Die Verordnung betrifft die Eisenbahnunternehmen: sowohl die Infrastrukturbetreiber (insb. bei Stahlbrücken) als auch die Güterverkehrsunternehmen (insb. bei alten Bremsklötzen). Der Regionalverkehr ist nicht betroffen. Aus diesen Gründen befasst sich die KöV nicht mit dem Geschäft.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:-				
Teilrevision der Verordnung des UVEK über das Rechnungswesen der konzessionierten Unternehmen (RKV; SR 742.221)	UVEK KöV	-	-	-
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone):				
Die Materie ist sehr technisch. Es geht um Abschreibungen und Wertberichtigungen. Für die KöV gibt es keinen Handlungsbedarf.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:-				

Projets d'actes législatifs fédéraux politiquement importants pour les cantons en 2015: évaluation par les secrétariats des conférences

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2)</i> <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
14.097 Förderung der Kultur in den Jahren 2016-2020	EDI EDK KdK	Ja, EDK war in die Vorarbeiten einbezogen	Subsidiaritätsprinzip beachtet? Ja Verfassungsgrundlage vorhanden) Ja Art. 69 Abs. 2 BV Fiskalische Äquivalenz eingehalten Ja Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? Ja	Keine Umsetzung von Bundesrecht im Sinne von Art. 46 BV

Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone):

Bemerkungen zu den Grundzügen der Vorlage

1.1 Kulturpolitische Ausgangslage und

1.2 Evaluation der Kulturbotschaft 2012-2015

Wir begrüssen die Botschaft zur Förderung der Kultur in den Jahren 2016-2019, welche wir sowohl in Bezug auf Struktur und Aufbau als auch in Bezug auf Inhalt und strategische Ausrichtung als Weiterentwicklung der ersten Kulturbotschaft 2012-2015 sehen. Insbesondere schätzen wir die in der zweiten Kulturbotschaft enthaltene Analyse sowie die daraus abgeleiteten wichtigsten Problemfelder, Herausforderungen und Massnahmen. Bezogen auf die erste Kulturbotschaft 2012-2015 wird zudem aufgezeigt, was der Bund 2016-2019 anders machen wird. Namentlich den Verzicht auf die zeitlich befristeten transversalen Themen haben wir mit Wohlwollen zur Kenntnis genommen.

Dass für die Kulturförderung während der Kreditperiode 2016-2019 ausserdem mehr Mittel vorgesehen werden sollen als bis anhin (894.6 Mio CHF gegenüber 782.6 Mio CHF für die Kreditperiode 2012-2015), begrüssen wir ebenso ausdrücklich wie die geplante Verlängerung der Geltungsdauer der Kulturbotschaft um ein Jahr bis 2020, um eine zeitliche Abstimmung mit den mehrjährigen Finanzierungsbeschlüssen in anderen Bereichen (wie z.B. Bildung, Forschung und Innovation) zu erreichen.

Bezüglich Finanzierung der Massnahmen und Institutionen durch den Bund gehen wir vom Grundsatz aus, dass der Bund bundeseigene und -nahe Institutionen (z.B. Istituto Svizzero in Rom) sowie vom Bund neu lancierte Programme bzw. Massnahmen (z.B. Verlegervorhaben) ausfinanziert. Dies gilt insbesondere auch, falls der nun vorliegende Finanzierungsrahmen gekürzt werden bzw. Sparmassnahmen oder parlamentarisch finanzwirksame Entscheide zur Unterstützung anderer kultureller Vorhaben anfallen sollten. In diesem Falle müsste der Bund zunächst die angestammten Verpflichtungen (z.B. Denkmalpflege und Archäologie) erfüllen und bei den neuen Massnahmen zwingend eine Priorisierung und Verzichtplanung vornehmen. Eine solch allfällige Priorisierung müsste unseres Erachtens zudem in gemeinsamer Absprache erfolgen, um klären zu können, ob und welche neuen Massnahmen allenfalls durch Bund und Kantone gemeinsam finanziert werden könnten.

Schliesslich stellen wir die Aussage, dass die Kulturbotschaft "im Prinzip keine finanziellen oder personellen Auswirkungen auf die Kantone und Gemeinden" hat, v.a. in Verbindung mit der Förderung der musikalischen Bildung ausdrücklich in Frage (S.112).

1.4 Umfeldanalyse

Wir teilen die Einschätzung des Bundes betreffend der wesentlichen Trends sowie der daraus abgeleiteten Herausforderungen der gesellschaftlichen Entwicklung mit Auswirkungen auf die Kulturpolitik mehrheitlich. Jedoch enthält die unter Kapitel 1.4 formulierte Umfeldanalyse in einigen Punkten auch tendenziöse Aussagen. Aus interkantonaler Sicht kann die Aussage, dass durch die Urbanisierung das Kulturangebot auf dem Land abnehme, nicht für alle Landesteile bestätigt werden. Eher das Gegenteil ist zu beobachten: die Kulturangebote in vielen ländlichen Kantonen nehmen in grossem Umfang zu. Wir erachten es deshalb als Aufgabe des Bundes, dass er sich an der Förderung des lebendigen Kulturschaffens bzw. herausragender

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Kulturprojekte gerade auch in ländlichen Regionen vermehrt beteiligt. Die Tatsache, dass die Schweiz im internationalen Vergleich über ein dichtes und lebendiges „Kulturnetz“ verfügt, halten wir für eine Errungenschaft, die zu pflegen und weiter zu fördern eine wichtige Gemeinschaftsaufgabe von Bund und Kantonen darstellt. Ein anderes Beispiel einer kritisch zu prüfenden Aussage ist das erstrebte Zusammenspiel von Kultur-, Innovations- und Wirtschaftsförderung, sofern die Eigenständigkeit der Kulturförderung in ihren innovativen Dimensionen gefährdet werden sollte. Selbstverständlich sehen auch wir die real existierenden Verbindungen zwischen den drei Bereichen, warnen aber vor einer zu engen Verbindung. Kulturförderung soll stets den innovativen Aspekt im Auge behalten und die kulturökonomischen Komponenten berücksichtigen, ihre Ausgangslage muss jedoch unabhängig davon durch eigene kulturelle und gesellschaftliche Kriterien und Ziele definiert werden.</p> <p>1.5 Ansätze zu einer nationalen Kulturpolitik</p> <p>Grundsätzlich begrüßen die Kantone den im Jahre 2011 ins Leben gerufenen Nationalen Kulturdialog und beteiligen sich aktiv daran. Es gibt verschiedene Aufgaben, welche auf nationaler Ebene unter Einbezug aller Staatsebenen – also von Bund, Kantonen, Städten und Gemeinden – diskutiert und koordiniert werden müssen. Aus kantonaler Sicht gibt es indes grundsätzliche Zweifel daran, ob es richtig ist, in der mehrkulturellen und föderalistischen Schweiz von einer „nationalen Kulturpolitik“ zu sprechen. Was hier eigentlich gemeint ist, ist eine gesamtschweizerisch koordinierte Kulturpflege und –förderung der öffentlichen Hände (siehe die Definition in der Kulturbotschaft). Immerhin ist daran zu erinnern, dass der Bund in Sachen Kultur lediglich subsidiär tätig ist und der Kulturbereich ansonsten in kantonaler Hoheit liegt. Somit kommt den Kantonen auch in einer gesamtschweizerisch koordinierten Kulturpolitik eine Führungsfunktion zu.</p> <p>Zu bedauern ist unseres Erachtens, dass die Erfahrungen des seit 2011 bestehenden Nationalen Kulturdialogs in der Gesamtheit nicht erwähnt werden. Der Nationale Kulturdialog wird zwar als erfolgreiches Instrument präsentiert, ohne dass dies jedoch konkret belegt wird.</p> <p>Die Botschaft sollte deswegen klar darlegen, was genau unter „nationaler Kulturpolitik“ und „Kulturpolitik des Bundes“ verstanden wird bzw. wie diese voneinander zu unterscheiden sind. Wir möchten an dieser Stelle noch einmal festhalten, dass der Bund gemäss Artikel 69 BV im Rahmen seiner subsidiären Kulturförderung kulturelle Bestrebungen von gesamtschweizerischem Interesse fördern kann. Wie bereits in der Stellungnahme zur ersten Kulturbotschaft aus dem Jahre 2010 ausgeführt, verstehen wir unter einer subsidiären Kulturpolitik des Bundes „ein abgestimmtes, ergänzendes Handeln, welches die Politik der Kantone und Städte ebenso wie die gesamtschweizerischen Interessen und die kulturelle Vielfalt in der Schweiz berücksichtigt“. In diesem Sinne befürworten wir daher insbesondere eine Übernahme koordinierender Aufgaben durch den Bund auf gesamtschweizerischer Ebene sowie die Mitgestaltung einer koordinierten (öffentlichen) Kulturpolitik zwischen Bund, Kantonen, Städten und Gemeinden.</p> <p>Weiter wird der Begriff der sozialen Kohäsion und deren Ziel stark beansprucht. Es kann nicht das Ziel von Kulturpolitik und Kulturförderung sein, sozialpolitische Massnahmen zu ersetzen oder zu kompensieren. In diesem Sinne kann Kulturpolitik und Kulturförderung nicht primär und linear zur Erreichung sozialer Ziele dienen. Unseres Erachtens besteht etwas die Gefahr der argumentativen Einseitigkeit, da offenbar sämtliche Förderbereiche und Aktivitäten letztlich stets zu denselben drei (kultur)politischen Zielen führen sollen. Für die Kantone ist der Umgang mit Heterogenität in der Kulturförderung zentral. Massnahmen, welche die soziale Kohäsion fördern sollen, müssen sich daher auf eine breite Förderung des Kultur- und Kunstschaffens in Gemeinden, Städten und Kantonen stützen können.</p> <p>Bemerkungen zu den einzelnen Förderbereichen der Kulturpolitik</p> <p>2.1 Kunst- und Kulturschaffen</p> <p>Grundsätzlich unterstützen wir die unter Ziffer 2.1 formulierten Grundsätze. Wir wünschen uns jedoch, dass der Bund seine Preisvergabepolitik hinsichtlich Anzahl Preise pro Kultursparte, Rhythmus der Vergabe und Höhe der Preisgelder überdenkt. Ebenso wünschen wir, dass der Bund bei der Ausrichtung von Preisen eine Vollfinanzierung (d.h. die Übernahme der Kosten für die Ausrichtung der Preisverleihung sowie deren Nachfolgekosten, z. B. im Falle einer Promotion von Preisträgerinnen und Preisträgern im In- und Ausland) gewährleistet. Unserer</p>				

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Ansicht nach verhindert die heute bestehende Flut von Preisen, dass Preisträgerinnen und Preisträger ausserhalb ihres Kreises, also von Externen, wahrgenommen werden und entwertet so die Preisträgerinnen und Preisträger als auch die Preise. Für uns stellt sich daher die Frage, ob es gerechtfertigt ist, angesichts der grossen Menge an Preisen, die der Bund heute schon vergibt, zusätzliche Mittel, so wie dies vorgesehen ist, in den weiteren Ausbau der Preispolitik des Bundes zu investieren? Weiter befürchten wir eine Gefährdung kantonaler Preispolitik (Entwertungstendenz und zunehmende Schwierigkeit kleinerer Kantone und Städte, Preisträger zu finden) sowie eine beträchtliche Konkurrenz zu bedeutenden Festivals, an welchen Preise vergeben werden wie beispielsweise die Solothurner Literaturtage oder Visions du réel à Nyon. Die Preispolitik des Bundes sollte weder Preise noch Festivals konkurrenzieren, welche durch Kantone und Städte bereits in langer Tradition und mit viel regionaler sowie teilweise nationaler Bedeutung vergeben bzw. ausgerichtet werden.</p> <p>2.1.4 Literatur Wir begrüßen, dass der Bereich Literatur neu ein wichtiger Schwerpunkt der Kulturbotschaft wird und die in der ersten Kulturbotschaft formulierten Ziele unverändert bleiben, jedoch die bestehenden Fördermassnahmen weiter verstärkt werden sollen. Die eruierten drei Bereiche, die gemäss Botschaft dringend einer Unterstützung durch die öffentliche Hand bedürfen, sind (basierend auf dem Bericht Panorama): das Verlagswesen, die literarische Übersetzung und die Literaturzeitschriften. Diese Zielsetzung beurteilen wir als sinnvoll. Hingegen stellt sich uns die Frage, ob die finanziellen Mittel in der Höhe von jährlich 2 Mio. CHF ausreichen, um einerseits die kulturelle Verlagsarbeit fördern (Betreuung und Beratung von Autorinnen und Autoren, kritisches Lektorat, usw.) und andererseits Literaturzeitschriften und -beilagen finanziell unterstützen zu können (S. 92f). Im Bereich des Literaturaustauschs zwischen den vier Sprachregionen der Schweiz engagieren sich die Kantone seit 40 Jahren über die von der ch Stiftung betreute ch Reihe. Neben der Förderung von literarischen Übersetzungen setzt sich die ch Reihe mit verschiedenen kleineren und grösseren Veranstaltungen, Lesungen und Begegnungen für den Brückenschlag über die Kantons-, Sprach- und Kulturgrenzen hinweg ein. Wir begrüßen daher, dass der literarischen Übersetzung künftig eine besondere Bedeutung zukommen soll. Wir gehen davon aus, dass durch die geplanten Fördermassnahmen Synergien zwischen bestehenden und neuen Projekten im Bereich der literarischen Übersetzung aufgebaut bzw. verstärkt werden können. Wir erachten es ferner als essenziell, dass die Kulturbotschaft im Zusammenhang mit der literarischen Übersetzung und dem Literaturaustausch einen besonderen Akzent bei der Promotion und der Nachwuchsförderung setzt. Auch hier belegt das Engagement der Kantone im Rahmen der Projekte der ch Stiftung – insbesondere der Veranstaltungen „4 + 1 übersetzen traduire translater tradurre“, dem Schulprojekt „ch Reihe an den Schulen“ und dem Übersetzerpreis für Maturaarbeiten –, dass solche Massnahmen einerseits notwendig sind und auf grosse Nachfrage stossen sowie andererseits einen wichtigen Beitrag zur sprachkulturellen Verständigung zwischen den Sprachregionen und zum Erhalt der kulturellen Vielfalt leisten.</p> <p>2.1.7 Film Dass der Bund für die Filmförderung künftig mehr Mittel einplant, begrüßen wir ebenfalls ausdrücklich. Wir stellen gleichzeitig aber fest, dass die jährlich vorgesehenen Mehrmittel die von den Kantonen und Städten in die regionale Filmförderung investierten Mittel nicht übersteigen. Im Grundsatz sind wir mit der Einführung des Instruments Filmstandort Schweiz FiSS einverstanden, weisen aber darauf hin, dass bei Vergabeentscheiden die Standortkriterien die Qualitätskriterien nicht überlagern dürfen. Wir befürchten zudem, dass der Vergabemechanismus mit diesem Instrument unnötig kompliziert wird.</p> <p>2.2 Kultur und Gesellschaft 2.2.1 Museen und Sammlungen Wir bedauern, dass die bisherige Förderungspraxis der Museen, Sammlungen und Netzwerke Dritter erst 2016-2019 einer umfassenden Evaluation unterzogen werden soll und daher in Bezug auf die ausgerichteten Betriebsbeiträge an die dreizehn Drittinstitutionen in der Förderperiode 2016-2019 keine Änderungen vorgesehen sind. Eine Evaluation der Förderungspraxis bezüglich Wirkung und Relevanz der Liste sollte so schnell als möglich durchgeführt werden, damit, sofern nötig, bereits in der kommenden Förderperiode erste Änderungen bzw.</p>				

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Korrekturen vorgenommen werden könnten. Wir sind zudem der Meinung, dass die Ergebnisse der Evaluation zwingend in die Leistungsvereinbarungen mit den Museen Eingang finden müssen. Wir fordern ebenso, dass für die Überarbeitung der bestehenden Liste der unterstützten Drittinstitutionen aber nicht nur die Resultate der Evaluation berücksichtigt werden, sondern auch die Ergebnisse der Arbeitsgruppe Museumspolitik des Nationalen Kulturdialogs hinzugezogen werden.</p> <p>Des Weiteren bedauern wir ausserordentlich, dass der Bund auf die Einführung einer Staatsgarantie (S. 52) verzichtet. Aus Sicht der Kantone würde diese gerade der unter Art. 69 BV erwähnten Förderung kultureller Bestrebungen im gesamtschweizerischen Interesse entsprechen. Im internationalen Vergleich werden damit bedeutende Schweizer Museen mit Ausstrahlung weit über die Landesgrenzen hinaus an Konkurrenzfähigkeit verlieren. Die vom Bund zur Verfügung gestellten Mittel zur Ausrichtung von Finanzhilfen an Drittmuseen für die Versicherung von Leihgaben können den Verzicht auf die Einführung einer Staatsgarantie bei Weitem nicht kompensieren.</p> <p>Wir möchten weiter darauf hinweisen, dass es in der Schweiz weder eine « Nationale Kunstsammlung » noch – bezeichnenderweise – ein « Nationales Kunstmuseum » gibt. Vielmehr unterhalten Bund, Kantone, Städte und Private bedeutende Sammlungen. Es entspricht also einer föderalen Tradition, dass gerade klassische Kunstsammlungen auf verschiedene Standorte verteilt sind. Unseres Erachtens ist es daher problematisch und auch missverständlich, wenn eine "Virtuelle Nationalgalerie", welche lediglich die Bundeskunstsammlung umfasst, geschaffen werden soll (S. 53). Aus unserer Sicht müsste das Vorhaben in "Virtuelle Kunstsammlung des Bundes" umbenannt werden. Da Kunstwerke ihre Wirkung im unmittelbaren Kontakt mit dem Betrachter entfalten, wäre es angemessener zu überlegen, ob nicht alle fünf Jahre eine Ausstellung der Bundeskunstsammlung in einem der zahlreichen Museen der Schweiz durchgeführt werden könnte? Hält der Bund an seiner Idee einer „Virtuellen Nationalgalerie“ fest, schlagen wir vor, eine Delegation des Auftrages an das SIK zu prüfen. Das SIK ist anerkannt und verfügt über die Kompetenzen, welche es für die Realisierung eines solchen Projekts braucht. Zudem wäre eine Projekterweiterung und konkrete Beteiligung der Kantone in diesem Rahmen besser möglich.</p> <p>Schliesslich fordern wir die ersatzlose Streichung der Massnahme "Swiss Art Map" (S. 33). Die Schaffung eines solchen Online-Portals sehen wir nicht als primäre Aufgabe der Kulturpolitik des Bundes. Hält der Bund trotzdem an dieser Massnahme fest, so sind Kostenfolgen für die Kantone, Städte und Gemeinden zu vermeiden. Grundsätzlich erscheint uns dieses Gefäss aber als unzeitgemäss, da viele Kulturschaffende, Institutionen und Netzwerke bereits mit eigenen Angeboten im Netz präsent sind.</p> <p>2.2.3 Baukultur, Heimatschutz und Denkmalpflege</p> <p>Wir nehmen zur Kenntnis, dass der Bund im Bereich Heimatschutz und Denkmalpflege im Vergleich zur ersten Kulturbotschaft weder neue Massnahmen noch mehr finanzielle Mittel vorsieht, dafür jedoch das neue Thema Baukultur lanciert.</p> <p>Wir fordern, dass für die kommende Kreditperiode insbesondere für die Denkmalpflege mehr finanzielle Mittel vorgesehen werden. Der Kredit Heimatschutz und Denkmalpflege ist massgeblich zu tief angesetzt, um bundesseitig die Verbundaufgabe adäquat wahrnehmen und dem drohenden Verlust an historischer Substanz im schweizerischen Baubestand und bei den Bodendenkmälern Einhalt gebieten zu können.</p> <p>Des Weiteren bitten wir um erneute Prüfung einer Förderung zum Erhalt und zur Pflege von UNESCO-Welterbestätten in der Höhe von 5 Mio. CHF für konkrete Einzelmassnahmen. In der Arbeitsgruppe Heimatschutz und Denkmalpflege des Nationalen Kulturdialogs wurde eine solche Sonderförderung für den Erhalt und die Pflege der besagten Welterbestätten durch den Bund beantragt, jedoch nicht aufgenommen. Mit Unterzeichnung der entsprechenden internationalen Konventionen hat sich die Schweiz international verpflichtet, die UNESCO-Welterbestätten in der Schweiz zu erhalten und zu pflegen.</p> <p>Grundsätzlich begrüssen wir das neue Thema Baukultur bzw. neue Architektur als eigenes Thema und anerkennen dessen Bedeutung. Allerdings möchten wir darauf hinweisen, dass zwischen Bestandenserhaltung und Förderung respektive Vermittlung neuer Architektur kein direkter Zusammenhang besteht, vielmehr handelt es sich hier um zwei grundsätzlich getrennte Bereiche.</p> <p>Insbesondere weil uns nicht klar ist, weshalb das Thema Baukultur Aufgabe des Bundes sein soll, ist es aus unserer Sicht zwingend, dass Bund und Kantone das Thema Baukultur</p>				

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>gemeinsam bearbeiten und entwickeln. In diesem Zusammenhang erachten wir eine Präzisierung des Begriffs Baukultur als notwendig und stellen die Frage, warum sich Pro Helvetia in diesem Bereich engagieren soll bzw. was Pro Helvetia mit Baukultur zu tun hat (S. 62).</p> <p>2.2.4 Audiovisuelles Erbe der Schweiz Wir begrüßen, dass die Fonoteca Nazionale Svizzera (Lugano) an die Kulturinstitutionen des Bundes angegliedert werden soll (S. 64).</p> <p>2.2.5 Kulturelle Teilhabe Wir begrüßen ebenfalls, dass die kulturelle Teilhabe gesetzlich abgestützt werden soll (S. 70 und S. 109f) und bewerten die "Kann"-Formulierung im neu vorgesehenen Art. 9a KFG positiv (S. 126). Wir möchten an dieser Stelle aber daran erinnern, dass Kulturpolitik keinesfalls anderen Politiken unterzuordnen ist. Auch wenn beispielsweise die Verknüpfung von sozialer Kohäsion und Kultur oder Wirtschaft und Kultur nicht von der Hand zu weisen ist, so ist das künstlerische Schaffen nach wie vor die treibende Kraft für die Umsetzung von Massnahmen zur Sensibilisierung, Vermittlung und Förderung im Kulturbereich. Kulturelle Teilhabe ist ein gegenseitiges Geben und Nehmen und schliesst die gesamte Breite kultureller Aktivität ein. Es ist also eine Austauschbewegung, welche auf Gegenseitigkeit beruht. Uns ist es auch ein Anliegen darauf hinzuweisen, dass in der Schweiz auf Ebene der Zielgruppen nicht nur den herkömmlichen Milieus der Migrantinnen und Migranten besonders Rechnung getragen werden muss, sondern auch einer wachsenden Zahl von Expats mit eigenen Bedürfnissen und Herausforderungen. Was die Förderung der musikalischen Bildung anbelangt, so steht für die Kantone grundsätzlich ausser Frage, dass nach Annahme der neuen Verfassungsbestimmung (Art. 67a Bundesverfassung) Massnahmen zu deren Umsetzung ausgearbeitet werden müssen. Wir anerkennen, dass der Bund die neue Verfassungsbestimmung mit einer Ergänzung des Kulturförderungsgesetzes umzusetzen versucht. Ferner anerkennen wir auch, dass der Bund plant, ein dem seit vielen Jahren gut etablierten Programm Jugend und Sport analoges Programm Jugend und Musik zu lancieren. Dieses Programm sollte freilich von Anfang an über wesentlich mehr finanzielle Mittel verfügen können, damit es nachhaltig gestartet werden kann. Dennoch sehen wir im Zusammenhang mit der Umsetzung der geplanten Massnahmen einige Probleme. Die Unterstützung einkommensschwacher Familien ist in den Kantonen beispielsweise sehr unterschiedlich geregelt (z.B. auch steuerlich). Die Aussage (S. 71) bezüglich ermässiger Tarife bei den Musikschulen wird dem nicht gerecht. Wir bitten folglich, auf diese Aussage zu verzichten. Des Weiteren möchten wir festhalten, dass die Kompetenz des Bundes, Grundsätze für den Zugang der Jugend zum Musizieren und die Förderung musikalisch Begabter zu erlassen, Detailregelungen ausschliesst. Grundsätze für den Zugang im Sinne von Art. 67a Abs. 3 BV könnten beispielsweise die „Angemessenheit der Tarife“ sowie die „zwingende Berücksichtigung der finanziellen Leistungsfähigkeit der Erziehungsberechtigten bei der Festlegung von Tarifen“ sein. Deren Umsetzung bzw. der Erlass von Regelungen zur Umsetzung dieser Grundsätze hingegen gehört in den Zuständigkeitsbereich der Kantone. Weiter weisen wir darauf hin, dass die Regelung von Art. 12a für die Kantone weitreichende Folgen haben wird. So bedeutet diese Regelung für die Kantone einen Eingriff in die Gemeindeautonomie: Die Musikschulen sind in vielen Kantonen Sache der Gemeinden. Die Gemeindeautonomie gewährt den Gemeinden, selbständig und unabhängig über ihre eigenen Angelegenheiten bestimmen zu können. Mit einer derart konkreten Regelung zu den Schultarifen der gemeindlichen Musikschulen wird dieses Prinzip durchbrochen. Wenn der Botschaftsentwurf besagt, dass es den Kantonen frei gestellt sei, die Mehrausgaben für abgestufte Schultarife durch Erhöhung der ordentlichen Schultarife (Bemerkung: es ist fraglich, ob solches im Sinne des Musikartikels gewollt wäre) oder durch Mehreinnahmen finanzieren zu können, so ist dies aus kantonaler Sicht unbehelflich (S. 72): Art. 12a KFG wird im Ergebnis zu einer finanziellen Mehrbelastung der Kantone führen, weil er eine generell senkende Wirkung auf die Tarife haben dürfte, und es wird Kantone geben, die dadurch wichtige und</p>				

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
----------------	-----------	--	--	--

etablierte Massnahmen im schulischen oder kulturellen Bereich nicht mehr werden finanzieren können.

Wir fordern, dass die Verpflichtung zu chancengerechter Ausgestaltung von Musikschulartefen sich auf den Grundsatz beschränkt und mithin allgemeiner und mit Kantons- und Gemeindeautonomie verträglicher formuliert wird.

Als problematisch erachten wir auch die vom Bund vorgesehene Massnahme in Bezug auf die Schaffung regionaler Begabtenstützpunkte (S. 72): "Schliesslich wird der Bund den Verband der Musikschulen Schweiz (VMS) bei der Schaffung regionaler Begabtenstützpunkte mit einer finanziellen Aufbau- respektive Starthilfe unterstützen." Zunächst ist in Frage zu stellen, ob und inwiefern sich der unseres Wissens rein privatrechtliche, ohne staatliche Organisationshoheit ausgestattete Verein VMS als einschlägiger Subventionsempfänger überhaupt eignet; die angestrebten „Begabtenstützpunkte“ werden ja regelmässig staatliche (kantonale bzw. komunale) Institutionen betreffen, die der privatrechtlichen Organisationsautonomie des VMS entzogen sind. Sodann wird hier geradezu exemplarisch die Anschubfinanzierung von Bundesvorhaben dargestellt, ohne dass die Frage der mittel- und langfristigen Betriebsfinanzierung gelöst ist. Zu befürchten ist, dass früher oder später die Standortkantone und allenfalls die Wohnortkantone der Studierenden sowie die Standortgemeinden zur mittel- und langfristigen Betriebsfinanzierung von Begabtenstützpunkten herangezogen werden.

Den Willen des Bundes, Laien- und Volkskultur verstärkt zu fördern, begrüssen wir. Wir sehen darin die Weiterführung und Verstärkung des Engagements in Zusammenhang mit dem Projekt Lebendige Traditionen, das massgeblich zur Sensibilisierung für diese Thematik geführt hat.

2.2.6 Sprachen, Verständigung und Inlandaustausch

Die Sprachenvielfalt und die Multikulturalität bedeuten grosse Herausforderungen für die Verständigung zwischen den verschiedenen Bewohnerinnen und Bewohnern der Schweiz. Wir begrüssen daher das Engagement des Bundes zur Förderung der kulturellen Vielfalt und der Mehrsprachigkeit ausdrücklich und erachten dieses als besonders wichtig. Dort wo es in der Kulturbotschaft konkret um die Landessprachen geht, möchten wir den Bund bitten, auf die Verwendung des Begriffs Fremdsprachen zu verzichten.

Die verstärkte Förderung des schulischen Austausches, und dabei insbesondere das Anliegen einer möglichst breiten Förderung, ist aus kantonaler Sicht sehr zu begrüssen. Der schulische Austausch beschränkt sich nicht nur auf die Sprache, sondern ermöglicht auch die Förderung von interkulturellen, individuellen und sozialen Kompetenzen und trägt somit nachweislich zur Stärkung der sozialen Kohäsion bei.

Wir erachten es als sinnvoll und zielführend, dass die bestehenden Massnahmen zur Förderung des schulischen Austausches beibehalten, in bestimmten Bereichen ausgeweitet und mit zusätzlichen Mitteln gefördert werden sollen. Dass der Bund prüfen will, in wieweit die Förderung des schulischen Austauschs auf die Berufsbildung und auf Lehrkräfte ausgeweitet werden könnte, stösst auf Zustimmung. Solche zusätzlichen finanziellen Mittel würden es der ch Stiftung in Zusammenarbeit mit der EDK namentlich erlauben, den Austausch von Lehrerinnen und Lehrern zwischen den Sprachregionen umzusetzen. Ein entsprechendes Konzept für den Bereich der obligatorischen Schule ist zwischen EDK und ch Stiftung erarbeitet und von der EDK-Plenarversammlung genehmigt worden.

Weiter beurteilen wir die Möglichkeit einer Direktförderung im Bereich des schulischen Austauschs als wesentlichen Schritt hin zu einer wirkungsvollen Förderung. Dieser Aspekt ist in der vorliegenden Botschaft allerdings relativ offen formuliert und gibt wenig Aufschluss darüber, wie diese Art der Förderung konkret ausgestaltet werden soll.

Wir halten fest, dass die ch Stiftung bereit ist, sich im Auftrag der Kantone im Rahmen der zukünftigen Förderung des schulischen Austausches aktiv zu beteiligen. Im Bereich des Schüleraustausches über die Sprachgrenzen hinweg vertieft die ch Stiftung in Zusammenarbeit mit der EDK beispielsweise gegenwärtig gerade den Aspekt, was mögliche Hinderungsgründe und Herausforderungen beim schulischen Austausch sind und weshalb das per Ende 2016 zu erreichende Wachstum unter Umständen nicht im erwarteten Umfang erreicht wird.

In Bezug auf die Förderung der Landessprachen im Unterricht und die Förderung der Kenntnisse Anderssprachiger in ihrer Erstsprache (Kurse in heimatkundlicher Sprache und Kultur) stellen wir fest, dass über die Artikel 10 und 11 der Sprachenverordnung (SpV) bisher bereits einige innovative Projekte für den Sprachunterricht unterstützt werden konnten. Dennoch

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>halten wir eine Revision der Artikel 10 und 11 SpV für angebracht, damit im Rahmen dieser Artikel künftig beispielsweise auch Expertengutachten zu bestimmten wichtigen Fragen des Sprachenunterrichts finanziell unterstützt und angrenzende Fragestellungen untersucht werden können.</p> <p>2.3 Kulturarbeit im Ausland 2.3.1 Institutionelle Zusammenarbeit</p> <p>Wir begrüssen die Aufnahme der Schweizer Schulen im Ausland in die Kulturbotschaft. Wir sind insbesondere angetan von der Idee, die Schweizer Schulen im Ausland nicht nur als Institutionen der Bildung, sondern vielmehr auch als Trägerinnen und Vermittlerinnen schweizerischer Kultur zu verankern. Sowohl das neue Gesetz als auch die neue Verordnung werden es den Schweizer Schulen im Ausland ermöglichen, diese ihnen zugedachte Rolle auch wirklich erfüllen zu können. Die Rechtsgrundlagen gewähren den Schweizer Schulen im Ausland hierzu den nötigen Spielraum.</p> <p>Wir begrüssen ebenfalls, dass die Schweizer Schulen im Ausland weiterhin mit einem Betrag von rund 20 Mio. CHF unterstützt werden; wir werden über das System der Patronatskantone das unsrige zur Unterstützung beitragen (Support Personal- und Rechtsfragen, pädagogische Aufsicht). Des Weiteren erachten wir es als sinnvoll, dass die Schweizer Schulen im Ausland künftig über einen vierjährigen Zahlungsrahmen in der Kulturbotschaft subventioniert werden. Dieser ermöglicht in der Tat eine bessere mittelfristige Planung. Die Steigerung des Betrags zur finanziellen Förderung um 6% für die Jahre 2016-2019 (siehe dazu auch Kapitel 3.6., S. 107) ist erfreulich. Freilich sind die in der Kulturbotschaft erwähnten (S. 82) zu unterstützenden Neugründungen – auch wenn sie zeitlich und finanziell begrenzt vorgesehen sind – sowie insbesondere auch die im neuen „Bundesgesetz über die Präsenz schweizerischer Bildung im Ausland“ verankerte Möglichkeit, unser qualitativ anerkannt hochstehendes System der dualen Berufsbildung auch im Ausland zu entwickeln bzw. zu fördern, ohne zusätzliche finanzielle Mittel nicht zu realisieren. Bislang durchgeführte Projekte der Berufsbildung zeigen deutlich, welches ausserordentlichen Aufwandes die Etablierung einer solchen Praxis bedarf. Wie es der Botschaftstext indirekt andeutet, sind Neugründungen im Sinne des Gesetzes (d.h.: inklusive neu zu lancierende Berufsbildungsangebote) durch zusätzliche Mittel zu finanzieren und dürfen nicht zulasten der bestehenden Schulen gehen.</p> <p>2.3.2 Verbreitung von Schweizer Kultur im Ausland</p> <p>Wir befürworten die Massnahmen zur Verbreitung der Schweizer Kultur im Ausland durch Pro Helvetia, würden uns aber wünschen, dass dieses Wirken auch im eigenen Land noch grössere Bekanntheit erreichen würde. So bedauern wir, dass das hervorragende Schweizer Kulturschaffen häufig nur kulturell interessierten Kreisen, ja meist gar ausschliesslich Spezialisten ein Begriff ist. Die positive Ausstrahlung Schweizer Kulturschaffender an internationalen Anlässen, insbesondere in Vergleich zu Grösse und Anzahl Einwohner unseres Landes, ist nämlich aussergewöhnlich. Wir würden es daher schätzen, wenn der Bund den positiven Wirkungen des Schweizer Kulturschaffens im Ausland vermehrt auch im Inland zu grösserer Resonanz verhelfen würde. Unserer Meinung nach könnte dies u.a. die kulturelle Identität der Schweiz stärken. Ein solcher return on investment könnte im Bereich des Kunst- und Kulturschaffens zudem das Bild einer kreativen und innovativen Schweiz nach innen festigen und nach aussen tragen. Dies würde gleichzeitig eine Stärkung der sozialen Kohäsion und der Wertschätzung der kulturellen Vielfalt bedeuten.</p> <p>2.4 Innovation 2.4.1 Neue Zusammenarbeitsmodelle – Kultur und Wirtschaft</p> <p>Im Grundsatz begrüssen wir die Zusammenarbeit bzw. die Pflege der Schnittstelle zwischen den Bereichen Kultur und Wirtschaft (S. 35 und S. 86f). Die starke Betonung sowie die wenig transparente Aufgaben- und Rollenteilung betrachten wir jedoch kritisch. Die in der Botschaft genannten Ziele und Massnahmen beurteilen wir zudem als wenig kohärent. Des Weiteren stellt sich uns die Frage, ob die Start-up-Förderung ebenfalls Aufgabe der Kulturförderung sein kann und soll? Unserer Ansicht nach ist dies eher die klassische Aufgabe der Wirtschafts-</p>				

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>oder der damit verbundenen Innovationsförderung.</p> <p>Bemerkung zu den Kapitel 3 bis 7 der Vorlage Unsere Bemerkungen zu einzelnen ausgesuchten Aspekten der Kapitel 3 bis 7 des vorliegenden Botschaftsentwurfs sind in den beiden vorherigen Abschnitten „Bemerkungen zu den Grundzügen der Vorlage“ und „Bemerkungen zu den einzelnen Förderbereichen der Kulturpolitik“ an den jeweils entsprechenden Stellen direkt eingeflossen.</p>				
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratung : Parlamentarische Beratung ist im Sinne der Stellungnahme der EDK verlaufen.</p>				
14.092 Schutz vor Sexualisierung in Kindergarten und Primarschule. Volksinitiative	WBF EDK	-	-	-
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone):-</p>				
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratung : Der Rückzug der Initiative, die einen Eingriff in die Schulhoheit der Kantone bedeutet hätte, erfolgte aufgrund der kohärenten Argumentation von Bundesrat und Bundesparlament im Sinne der EDK.</p>				
14.066 Ressourcen- und Lastenausgleich zwischen Bund und Kantonen 2016-2019	EFD KdK FDK SODK	Oui. Un représentant de la CdC a participé aux travaux du groupe de travail qui a supervisé l'élaboration du Rapport sur l'évaluation de l'efficacité de la RPT et ce rapport a été mis en consultation auprès des cantons (cf. prise de position commune de la CdC du 20 juin 2014).	Les propositions d'adaptation du système de péréquation financière et de compensation des charges sont conformes aux dispositions constitutionnelles en matière de répartition des tâches entre la Confédération et les cantons.	Le message ne porte pas sur les conventions-programmes, mais sur la fixation des dotations de la péréquation des ressources et de la compensation des charges entre la Confédération et les cantons pour la période 2016-2019. Ce projet n'a pas d'effets directs sur l'autonomie des cantons puisqu'il n'est pas prévu de désenchevêtrer de nouvelles tâches. Néanmoins, il pourrait y avoir des effets indirects en fonction des ressources financières disponibles après péréquation pour

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
			financer les tâches cantonales.	
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone):-</p> <p>Le Conseil fédéral (CF) n'a pas retenu les propositions de la CdC. Les divergences concernent les points principaux développés ci-après:</p> <p>(a) Péréquation des ressources: le CF propose de réduire la dotation. La CdC demande de maintenir la dotation au moins à son niveau actuel.</p> <p>(b) Compensation des charges: le CF n'a pas retenu la demande des cantons d'augmenter la dotation de la compensation des charges excessives socio-démographiques.</p> <p>(c) Désenchevêtrement des tâches: le CF ne partage pas l'avis des cantons comme quoi le désenchevêtrement des tâches communes doit se poursuivre.</p>				
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratung :</p> <p>Le Parlement a accepté les propositions du Conseil fédéral, sauf celle concernant la dotation de la péréquation des ressources. Le Parlement a accepté une réduction de 165 millions de francs, alors que le Conseil fédéral proposait une diminution de 330 millions de francs. La décision du Parlement fédéral est conforme à la solution des cantons acceptée par voie de circulation le 18 mai 2015.</p>				
13.036 Grundversorgung. Allgemeine Verfassungsbestimmung	EJPD KdK	pas au stade de la CTT-CE.	Siehe Gesamtbeurteilung der Vorlage.	Siehe Gesamtbeurteilung der Vorlage.
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone):</p> <p>2013: le 8 mai 2013, le CF a approuvé le Message concernant une disposition constitutionnelle sur le service universel.</p> <p>2014: keine Stellungnahme der KdK (voir le formulaire d'évaluation concernant le dossier 03.465).</p> <p>La disposition adoptée par le CE est très générale et n'a pas de caractère contraignant. Elle n'est donc pas trop problématique pour les cantons. Le projet de la CTT-CE n'avait pas non plus de caractère contraignant, mais il était plus élaboré. Il prévoyait que « le service universel comprend les biens et prestations de services répondant aux besoins usuels. Ces biens et prestations sont accessibles à toute la population de manière continue et dans toutes les régions du pays; ils sont en outre abordables pour tous...»</p>				
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratung :</p> <p>2013: Noch nicht begonnen.</p> <p>2014: le 28 août 2014, la CTT-CE (Commission des transports et télécommunications du CE) a décidé de proposer à son Conseil d'introduire dans la Cst. F. un article s'inspirant de la variante C proposée par le CF. Lors de sa séance du 25 septembre 2014, le CE n'a pas suivi sa commission. Il a adopté le projet proposé par le Conseil fédéral dans sa version A. Celle-ci prévoit que la Confédération et les cantons s'engagent à promouvoir un service universel suffisant accessible à tous, et ce dans une mesure comparable. Ce n'est pas le respect des principes du fédéralisme qui a guidé les travaux parlementaires, le sujet ne s'y prêtant d'ailleurs pas forcément ; les membres de la CTT-CE qui se sont exprimés en faveur de leur projet l'ont fait la plupart du temps dans un souci de solidarité, avec pour but la défense des intérêts des populations vivant dans des régions à faible densité et/ou de montagnes.</p> <p>La version retenue l'a été parce qu'elle semblait être la plus claire et la moins sujette aux doutes et difficultés d'interprétation.</p>				

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Lors de sa séance du 6 octobre, la CTT-CN a proposé à son Conseil d'entrer en matière sur le projet et d'adopter la même variante que celle proposée par la CTT-CE.</p>				
<p>2015: Le 11 mars, le CN n'a pas suivi sa commission et a refusé d'entrer en matière par 101 voix contre 85 et 1 abstention. Le 3 juin, le CE a maintenu sa première décision (entrée en matière et version A). Le 8 septembre, le CN n'est de nouveau pas entré en matière, mettant ainsi un terme à la procédure parlementaire de cet objet. De même que lors des années précédentes, le fédéralisme n'a pas été au cœur des débats. Les parlementaires favorables au projet ont fait valoir la solidarité entre les régions et l'importance du service universel. Ils voyaient également la possibilité d'utiliser cette révision de la Cst. comme contre-projet à l'initiative "pour le service public". Finalement l'argument qui a fait pencher la balance en faveur du rejet de ce projet est que ce serait que des dispositions symboliques sans utilité concrète.</p>				
<p>13.030 Ausländergesetz. Änderung. Integration</p>	<p>EJPD KdK EDK GDK KKJP SODK VDK</p>	<p>Kein Einbezug in der Erarbeitung des Vorentwurfes. Zum Vorentwurf fand eine informelle Vorkonsultation der KdK-Sekretariat statt.</p>	<p>- Subsidiarität/Verfassungsgrundlage: i.O.</p> <p>- Fiskalische Äquivalenz: Am 13. Dezember 2013 haben die Eidgenössischen Räte im Rahmen der Schlussabstimmung zum Voranschlag 2014 und dem Finanzplan 2015-2017 auch den Integrationskredit des Bundes bewilligt. Die über den AuG-Kredit finanzierten Integrationsmassnahmen werden somit künftig von Bund und Kantone/Gemeinden im Verhältnis 1:1 kofinanziert. Im "fremdenpolizeilichen" Bereich hingegen sollen mit der AuG-Teilrevision neue Vorschriften erlassen werden, die auf kantonaler Ebene oftmals den Vollzugaufwand erheblich erhöhen ohne dass eine entsprechende Entschädigung vorgesehen ist (z.B. Prüfung der Integration bei Erteilung und Verlängerung von Bewilligungen).</p> <p>- Eigenständigkeit der Kantone: i.O.</p>	<p>Im Integrationsförderbereich wurden per 1.1.2014 mit jedem Kanton eine Programmvereinbarung abgeschlossen, die sich über vier Jahre erstreckt und die im Wesentlichen die gemeinsam zu erreichenden strategischen Programmziele festlegt. Die operationelle Verantwortung bleibt jederzeit den Kantonen vorbehalten.</p>
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone):</p>				
<p>Die Revisionsvorlage wird von den Kantonen begrüsst. Mit dieser Revision kann die Verbindlichkeit in der Integration massgeblich erhöht werden. Die Vorlage orientiert sich am gemeinsam von Bundesrat und Kantonen entwickelten Verständnis der Integrationspolitik. Der Bundesrat ist bereits in der Vernehmlassung auf wichtige Anliegen der Kantone eingegangen und hat z.B. auf die flächendeckende Einführung von Integrationsvereinbarungen verzichtet.</p>				
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratung :</p>				
<p>2015: Suite à l'adoption de l'initiative "contre l'immigration" de masse, le Parlement a renvoyé le projet au CF afin de l'adapter au nouvel article 121a Cst. Le 11 février, le DFJP a mis son avant-projet en consultation. Le CF souhaite mieux utiliser le potentiel de ressources nationales en supprimant les entraves administratives à l'accès au marché du travail pour les réfugiés</p>				

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
reconnus et les admis provisoires. Les gouvernements cantonaux se félicitent de cette volonté. Néanmoins, ils sont d'avis que cette seule mesure ne suffira pas à augmenter l'employabilité des personnes issues du domaine de l'asile. C'est pourquoi ils demandent une augmentation significative des forfaits d'intégration. Du point de vue du fédéralisme, cet avant-projet ne pose pas de problème.				
12.101 Konsolidierungs- und Aufgabenüberprüfungspaket. Bundesgesetz	EFD KdK FDK SODK KAZ	Der Bundesrat verzichtete auf eine ordentliche Vernehmlassung. Immerhin sah er bei der KdK und FDK eine Anhörung vor. Die gewähnte Frist von 6 Wochen war einmal mehr sehr knapp bemessen.	Siehe Gesamtbeurteilung.	keine Bemerkungen.
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone):</p> <p>Mit dem KAP 2014 schlägt der Bundesrat kurzfristig realisierbare Sparmassnahmen vor, die zwischen 2014 bis 2016 zu jährlichen Entlastungen von rund 700 Millionen Franken führen. Die Massnahmen umfassen teilweise Aufgabenverzichte und -reformen, teilweise aber auch Kürzungen und Priorisierungen. Zudem sollen mit dem KAP 2014 die Ausgaben für die Armee in den Jahren 2014 bis 2017 auf insgesamt 18,756 Milliarden Franken plafoniert werden. Gemäss Bundesrat wurde bei der Erarbeitung des KAP 2014 darauf geachtet, den Verbundbereich soweit möglich auszuklammern. Dies ist aus Sicht des Bundesrates gut gelungen. Er geht von einer maximalen Mehrbelastung für die Kantone von rund 10 Millionen Franken aus, sofern die Kantone die wegfallenden Bundesmittel vollumfänglich durch eigene Gelder ersetzen. Aufgrund der gemeinsamen Stellungnahme der Kantone verzichtete der Bundesrat gegenüber der Anhörungsvorlage auf zwei Massnahmen im Landwirtschaftsbereich im Umfang von 1,5 Millionen Franken.</p> <p>Das KAP 2014 kann aus kantonaler Sicht insgesamt unterstützt werden. Ein gesunder Staatshaushalt als Basis für eine solide Geld- und Währungspolitik stellt eine wesentliche Grundlage für eine prosperierende Volkswirtschaft dar. Gesunde Bundesfinanzen sind deshalb auch im Interesse der Kantone. Lastenabwälzungen auf die Kantone werden weitgehend vermieden. Ganz ausgenommen sind die Kantone nicht. Immerhin hat der Bundesrat bei der Landwirtschaft die Stellungnahme der Kantone berücksichtigt. Beim Schienenverkehr handelte es sich offenbar um ein Missverständnis, da die entsprechende KAP-Massnahme kein Leistungsabbau bedeutet. Auf den von den Kantonen geforderten Verzicht der Kürzungen bei den Universitäten ist der Bundesrat nicht eingetreten. Hier geht es um jährlich rund 7 Millionen Franken in den Jahren 2014-2016. Das Anliegen ist allenfalls in die parlamentarische Debatte einzubringen.</p>				
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratung ::</p> <p>2012: Noch nicht begonnen</p> <p>2013: In der Sommersession 2013 beschliesst der Nationalrat mit 105 zu 72 Stimmen und 2 Enthaltungen, das KAP 2014 an den Bundesrat zurückzuweisen. Nach Auffassung des Nationalrates soll der Bundesrat nochmals über die Bücher. Anders als der Nationalrat will der Ständerat das KAP 2014 beraten. In der Herbstsession 2013 stimmt er einstimmig gegen die Rückweisung. In der Debatte wird wenig Verständnis für das Verhalten des Nationalrates geäussert. Der Ständerat sieht grosse Belastungen auf den Bundeshaushalt zukommen und hält eine Auseinandersetzung des Parlaments mit der Frage, auf welche Aufgaben verzichtet werden kann oder muss und wo Prioritäten gesetzt werden sollten, für unabdingbar. Somit</p>				

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>geht das Geschäft zurück an den Nationalrat, der in der Wintersession 2013 mit 112 gegen 70 Stimmen an seiner Rückweisung festhält. Damit ist das KAP 2014 vorerst vom Tisch. Verbunden mit der Rückweisung hat der Nationalrat den Bundesrat beauftragt, ein neues Sparpaket auszuarbeiten und dabei verschiedene Szenarien ausarbeiten. Einerseits ist eine erhebliche Kürzung auf der Aufgabenseite vorzusehen, andererseits einnahmeseitige Massnahmen oder der Verzicht auf geplante Steuersenkungen. Die zwei unterschiedlichen Stossrichtungen zeigen diametral entgegengesetzte Vorstellungen zur Konsolidierung des Bundeshaushalts auf. Immerhin hat der Bundesrat gemäss Nationalrat zu beachten, dass bei allen Varianten die Entlastungswirkungen keine Massnahmen enthalten, bei welchen es zu Aufgabenverschiebungen an die Kantone kommt. Gemäss Finanzplanung wären die geplanten Überschüsse für die Jahre 2015-2017 nur mit den KAP-Massnahmen erreichbar gewesen und gemäss EFD stehen ohne KAP 2014 strukturelle Defizite von bis zu 300 Millionen Franken an. Der Bundesrat wird also nicht darum herum kommen, im nächsten Jahr erneut Sparmassnahmen zur Diskussion zu stellen, die für die Kantone mit neuen finanzpolitischen Unsicherheiten und allenfalls Risiken verbunden sind. Die Entwicklung ist also weiterhin sehr aufmerksam zu verfolgen.</p> <p>2014: Am 19.9.2014unterbreitet der Bundesrat dem Parlament eine Zusatzbotschaft zum KAP 2014 und erfüllt damit die Aufträge, die ihm der Nationalrat im Zuge der Rückweisung des KAP 2014 gegeben hat. Der Bundesrat prüft zwei Szenarien zur Konsolidierung der Bundesfinanzen: ein einnahmenseitiges und ein ausgabenseitiges. Einnahmenseitig sieht der Bundesrat keine Möglichkeiten für eine Entlastung des Haushalts im Rahmen des KAP 2014. In der Unternehmenssteuerreform III wird er jedoch auch einnahmenseitige Massnahmen zur Gegenfinanzierung unterbreiten. Das ausgabenseitige Szenario, das drei Varianten enthält, wie der Personalaufwand des Bundes um 300 Millionen reduziert werden könnte, geht aus Sicht des Bundesrates mit Blick auf die aktuelle finanzpolitische Lage deutlich zu weit und wäre nicht verantwortbar. Der Bundesrat beantragt dem Parlament daher, auf die Umsetzung der beiden Szenarien zu verzichten und stattdessen die Detailberatung des ursprünglich beantragten Bundesgesetzes über das Konsolidierungs- und Aufgabenüberprüfungspaket 2014 (KAPG 2014) an die Hand zu nehmen. Die Finanzkommission des NR beschloss am 14.10.2014 dem Antrag des Bundesrates zu folgen und die Beratung des ursprünglichen KAP 2014 aufzunehmen. Die Detailberatung ist für Anfang 2015 vorgesehen.</p> <p>2015: Les discussions aux chambres fédérales ont porté sur trois sujets principaux: - la réduction du taux d'intérêt de la dette de l'AI envers l'AVS (acceptée) - la réduction des paiements directs dans l'agriculture (refusée) - la suppression des subventions aux cantons concernant la protection des biens culturels (acceptée) Seul ce dernier point est problématique du point de vue du fédéralisme. Un abandon de subvention correspond bien souvent à un transfert de charges. D'ailleurs les opposants à cette mesure ont soulevé ce point. Ils ont également fait valoir qu'il n'était pas correct de couper les subventions servant à appliquer une loi entrée en vigueur le 1er janvier 2015.</p>				
14.026 Für eine sichere und wirtschaftliche Stromversorgung (Stromeffizienz-Initiative). Volksinitiative	UVEK EnDK KdK BPUK	Ja.	Ja.	n/a
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone): EnDK verzichtet auf Stellungnahme.				

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Beurteilung der parlamentarischen Beratung : EnDK verzichtet auf Stellungnahme.				
13.074 Energierstrategie 2050, erstes Massnahmenpaket. Für den geordneten Ausstieg aus der Atomenergie (Atomausstiegsinitiative). Volksinitiative	UVEK EnDK KdK BPUK FDK FoDK VDK	EnDK: Procédure de consultation lancée fin 2012. Message approuvé par le CF en septembre 2013. KdK: Die Neuausrichtung der Energiepolitik hat der Bundesrat unter Eindruck von Fukushima sehr rasch und ohne vertiefte Absprache mit den Kantonen beschlossen.	EnDK: Le Conseil fédéral propose un changement du système mis en œuvre par les cantons pour l'encouragement de l'efficacité énergétique dans les bâtiments (actuellement financé par l'affectation partielle de la taxe sur le CO2 et, en partie, par les cantons). L'EnDK est d'avis que le nouveau système proposé viole la Constitution fédérale car il est contraire à l'autonomie organisationnelle des cantons selon l'art. 47 Cst et outrepassé la compétence limitée aux principes accordée à la Confédération selon l'art. 89 Cst. De plus, le mécanisme proposé exige un cofinancement des cantons exagéré compte tenu de la pression croissante sur les finances cantonales. 2014 : Der Nationalrat hat durch seine Beschlüsse die für 2013 beschriebene Situation zusätzlich verschärft. 2015: 1) Die Integration von steuerlichen Massnahmen in die Energierstrategie 2050 ist abzulehnen. Sie führen zu einer weiteren finanziellen Belastung der Kantone und bergen administrative Vollzugsschwierigkeiten. Der Ständerat hat als Zweitrat steuerliche Anreize im Sinne der Kantone abgelehnt. Die Differenzbereinigung ist offen. 2) Für die Massnahmen im Gebäudebereich sind die Kantone zuständig (Art. 89 Abs. 4 BV). Bei der Förderung finanziert der Bund mit. Er verwendet dazu die Mittel der CO2-Abgabe und keine Mittel aus dem allgemeinen Bundeshaushalt. Über die Mitfinanzierung beansprucht der Bund die Steuerung der Förderung auch in inhaltlichen Aspekten (Art. 58 Abs. 6 nEnG). Das CO2- Gesetz verlangt in Art. 34 Abs. 2 Bst. a eine unter den Kantonen	EnDK - 2014/15: Das BFE hat per Anfang 2015 eine Arbeitsgruppe mit Mitwirkung der EnDK eingesetzt, um den Vollzug im Gebäudebereich ab 1.1.2017 vorzubereiten.

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
			<p>harmonisierte Förderung. Die EnDK erarbeitet in Zusammenarbeit mit dem Bund das sogenannte Harmonisierte Fördermodell (HFM). Das HFM wird von der EnDK-Plenarversammlung genehmigt. Bis dato hat der Bund die Grundlage des HFM zur Bestimmung der harmonisierten Förderung akzeptiert. Rechtlich entspricht das HFM einer Empfehlung an die Kantone zur Ausgestaltung der Förderprogramme. In dem der Bund seine finanzielle Mitwirkung an die Voraussetzungen des HFM bindet, erhält die Empfehlungen einen imperativen Charakter.</p>	

Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone):

EnDK: Le message adopté par le Conseil fédéral sur la stratégie énergétique 2050 a fait l'objet de modifications significatives en comparaison au projet de consultation. Une grande partie des demandes adressées par les cantons dans le cadre de la consultation a été entièrement ou partiellement prise en compte. Certains points importants restent toutefois problématiques, avant tout concernant le système d'encouragement dans le domaine des bâtiments, mais également des points de vue de l'aménagement du territoire et de l'encouragement des énergies renouvelables. Avec ces différences, des questions fondamentales liées au fédéralisme sont touchées. Les cantons sont également concernés en tant que copropriétaires d'entreprises d'approvisionnement en électricité (EAE) importantes et en tant que coresponsables pour la sécurité de l'approvisionnement. Les cantons se prononcent en faveur de conditions-cadres proches du marché.

2014: Dito

KdK: Die Stossrichtung der Energiestrategie 2050 können grundsätzlich geteilt werden. Der Bundesrat hat die Anliegen der Kantone aus der Vernehmlassung ganz oder teilweise berücksichtigt. In zwei Bereichen, Energieeffizienz von Gebäuden und raumplanerische Sicherung der Potenziale an erneuerbaren Energien, in denen die Zuständigkeiten weitgehend bei den Kantonen liegen, bleiben teilweise erhebliche Differenzen bestehen. Bei der Förderung der Energieeffizienz in Gebäuden schlägt der Bundesrat einen Systemwechsel vor, der die Organisationsautonomie der Kantone nach Art. 47 BV verletzt und über die Grundsatzkompetenz des Bundes nach Art. 89 BV greift. Bei der raumplanerischen Sicherung der erneuerbaren Energiepotenziale darf vom bestehenden Raumplanungsrecht nur soweit wie nötig abgewichen werden, um die spezifischen energiepolitischen Voraussetzungen berücksichtigen zu können. Grundsätzlich sind aber die föderalistischen Zuständigkeiten auch in der Raumordnung zu beachten. Die vom Bundesrat vorgeschlagene Verpflichtung von EVU's, die Effizienz des Stromverbrauchs bei den Endverbrauchern stetig zu steigern, ist abzulehnen weil sie einem zu weitgehenden Markteingriff gleichkommt. Schliesslich ist darauf zu achten, dass die Förderung der erneuerbaren Energien zurückhaltend bleibt. Die vorgeschlagene Höhe des maximalen Netzzuschlags ist deshalb kritisch zu hinterfragen.

Beurteilung der parlamentarischen Beratung :

EnDK - 2014 : Die Kantone haben ihren Standpunkt gegenüber dem Nationalrat in einem gemeinsamen Schreiben der KdK, BPUK und EnDK im Vorfeld der Debatte schriftlich kundgegeben.

EnDK - 2015: Die EnDK hat im Verlauf des Jahres ihren Standpunkt bei einem Vortrag vor der UREK-S und in Schreiben an die Parlamentarier zum Ausdruck gebracht.

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
14.019 Für eine nachhaltige und ressourceneffiziente Wirtschaft (Grüne Wirtschaft). Volksinitiative und indirekter Gegenvorschlag	UVEK BPUK EnDK LDK VDK	Ja.	Nicht in allen Bereichen. Abfallmanagement ist Sache der Kantone. In der Vorlage waren neue Pflichten für die Kantone vorgesehen (z.B. in Sachen Ausbildung).	-
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone): Die Anliegen der Kantone wurden von der Ständeratskommission aufgenommen. Die BPUK hat die Vorlage anschliessend unterstützt. Sie wurde aber vom Nationalrat bei Abschluss der Beratung abgelehnt und somit hinfällig.				
Beurteilung der parlamentarischen Beratung : Gute Berücksichtigung der kantonalen Anliegen.				
14.038 Pro Service public. Volksinitiative	UVEK KöV KdK EDK KKJPD VDK	Keine Bemerkungen.	Keine Bemerkungen.	Keine Bemerkungen.
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone): Die KöV unterstützt die Haltung von Bundesrat und Bundesversammlung, wonach die Initiative abzulehnen ist, weil der Service public in der Schweiz bereits von hoher Qualität ist. Allfällige Gewinne der Transportunternehmen (SBB und Postauto) bleiben bereits heute im öV-System und fliessen nicht als versteckte Steuern an den Staat.				
Beurteilung der parlamentarischen Beratung : Das Parlament lehnt die Initiative – im Sinne der Kantone – einstimmig ab.				
14.036 Gütertransportgesetz. Totalrevision	UVEK KöV KdK	Ja.	Die KöV wehrte sich in ihrer Vernehmlassungsantwort, dass die Kantone durch Bundesrecht in eine Mitfinanzierung des Schienengüterverkehrs hineingezogen werden.	Ein Antrag der KöV betr. Einführung eines Bundes-Bewilligungsverfahrens für grosse Verladeanlagen konnte erst im Parlament durchgesetzt werden. Es handelt sich hier um einen Spezialfall: Die Kantone waren der

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
				Ansicht, dass die hier zur Debatte stehenden Fragen auf föderaler Ebene nicht zu lösen sind, sondern auf Bundesebene gehoben werden müssen. Das BAV wollte diese Aufgabe aus Ressourcen-gründen nicht übernehmen. Mit der jetzigen Lösung ist gewährleistet, dass Verladeanlagen mit überkantonalen Auswirkungen in einem einzigen Verfahren bewilligt werden können.
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone): Siehe Bemerkungen unter Rubrik Kompetenz und Aufgabenteilung Bund-Kantone.				
Beurteilung der parlamentarischen Beratung : Alle Anträge seitens der Kantone wurden im Parlament angenommen.				

Tableau VIII

Liste des interventions parlementaires de la Confédération importantes pour les cantons en 2015

Période d'observation:

01.01. – 31.12.2015

	Parlamentarische Initiativen / <i>Initiatives parlementaires</i>
15.484	Zeitvorsorgesystem als Antwort auf einer der wichtigsten demographischen Herausforderung / Le système de prévoyance-temps. Une réponse à un défi démographique majeur
15.469	Für eine Regularisierung der steuerlichen Vergangenheit/ Favoriser la régularisation du passé en matière fiscale
15.447	Ergänzung der Revisionsgründe im Steuerharmonisierungsgesetz um Illettrismus und gesundheitliche Gründe / Loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes. Illettrisme et raisons de santé comme nouveaux motifs de révision
15.435	Für eine ausgewogene und wirksame schweizweite Steueramnestie. Selbstanzeige bisher versteckter Einkünfte und Vermögenswerte begünstigen / Pour une amnistie fiscale fédérale équilibrée et efficace. Encourager la réapparition de revenus et de capitaux grâce à la déclaration spontanée
15.429	Gesetzliche Verankerung der Anforderungen an die Wahlsysteme der Kantone / Inscrire dans la loi les exigences relatives aux systèmes électoraux des cantons
15.423	Unterstützung von Kindern und Jugendlichen / Soutenir les enfants et les jeunes
15.417	Reform der Prämienverbilligung / Modification du système de réduction des primes dans la LAMal
15.405	Erhöhung der Familienzulagen / Augmentation des allocations familiales
	Motionen / <i>Motions</i>
15.4265	Plus-Energie-Bauten statt 80-prozentige Energieverluste / Des bâtiments à énergie positive plutôt que 80 pour cent de déperdition d'énergie
15.4248	Für einen Schweizer Plan Vigipirate / Pour un plan Vigipirate suisse
15.4202	Die sprachliche Integration von Flüchtlingen fördern / Promouvoir l'intégration linguistique des réfugiés
15.4136	Berufsbildung. Die staatliche Anerkennung von höheren Fachschulen ist Bundessache / Formation professionnelle. La reconnaissance des écoles supérieures doit être l'affaire de la Confédération
15.4092	Lärmschutzmassnahmen bei Strassen nach 2018 / Routes. Mesures de protection contre le bruit à partir de 2018
15.4076	Förderung des beruflichen Wiedereinstiegs mit Bildungsgutscheinen / Bons de formation et réinsertion professionnelle
15.4035	Baurecht harmonisieren. Effizienter und kostengünstiger bauen / Harmoniser le droit de la construction pour améliorer l'efficacité et diminuer les coûts
15.4034	Legislaturfinanzplan 2017-2019. Steuersenkungsmoratorium für eine soziale und ökologische Finanzpolitik sowie nachhaltig ausgeglichene Bundes-, Kantons- und Gemeindefinanzen / Plan financier de la législature 2017-2019. Moratoire sur les baisses d'impôts pour une politique financière socialement et écologiquement durable et pour des finances fédérales, cantonales et communales équilibrées
15.4027	Krankenkassenprämien gemäss KVG steuerlich abzugsfähig machen / LAMal. Rendre les primes de l'assurance de base déductibles des impôts
15.4006	Förderung des integrierten Wassermanagements im Einzugsgebiet / Encourager la gestion des eaux intégrale par bassin versant
15.3999	Gesamtheitliche Strategie zu den aktuellen Herausforderungen in der Asylpolitik / Pour une stratégie globale en matière de politique de l'asile

15.3944	Besteuerung im Landwirtschaftsbereich. Umsetzung der Motion Müller Leo 12.3172 / Fiscalité agricole. Mise en oeuvre de la motion Müller Leo 12.3172
15.3939	Kinderzulagen bedarfsabhängig ergänzen / Introduction d'allocations pour enfant sous condition de ressources
15.3914	Optimierung der flankierenden Massnahmen in besonders betroffenen Gebieten / Optimisation des mesures d'accompagnement dans les régions à risque
15.3865	Flüchtlingswelle. Strategie des Bundesrates / Vague de réfugiés. Stratégie du Conseil fédéral
15.3856	Eine Flüchtlingsfamilie pro Gemeinde. Für eine menschliche und solidarische Schweiz / Une famille de réfugiés par commune. Pour une Suisse humaine et solidaire
15.3839	Alleinerziehende. Bessere Integration in den Arbeitsmarkt durch Weiterbildung und Nachholbildung / Personnes élevant seules des enfants. Améliorer leur intégration sur le marché du travail grâce à des formations continues et des formations de rattrapage
15.3780	Für eine innovationsfreundliche Steuerpolitik / Une politique fiscale pour l'innovation
15.3727	Erklärung der gemeinsamen elterlichen Sorge. Gebührenharmonisierung / Déclaration d'autorité parentale conjointe. Harmoniser les émoluments
15.3726	Nationales, IT-gestütztes Register für Sorgerechtsvereinbarungen / Registre électronique national pour les conventions parentales
15.3687	Praktikum als Eignungstest für das Medizinstudium / Un test d'aptitudes sous forme de stage pour entrer en faculté de médecine
15.3653	Ausbildung für Flüchtlinge zur nachhaltigen Arbeitsmarktintegration / Former les réfugiés pour une intégration durable sur le marché du travail
15.3629	Kosten des Straf- und Massnahmenvollzugs. Wohnsitzprinzip / Coût de l'exécution des peines et des mesures. Instaurer le principe du domicile
15.3575	Wiedereingliederung von Langzeitarbeitslosen im Rahmen der besseren Nutzung von schweizerischen Arbeitskräften / Réinsertion des chômeurs de longue durée dans le cadre de la valorisation des ressources internes
15.3556	Asyl für Verfolgte statt für Scheinasylanten / Asile pour les réfugiés persécutés et non pour les pseudo-requérants d'asile
15.3469	Reduktion des Bürokratieaufwands bei der Lehrlingsausbildung / Formation des apprentis. Réduction des charges administratives
15.3465	Krankenversicherung. Keine Prämien geschenke vom Staat / Réduction des primes de l'assurance-maladie. Halte aux cadeaux de l'Etat
15.3458	Stopp bei den Landschaftsqualitätsprojekten / Halte aux projets de qualité du paysage
15.3457	Effizienzsteigerung im Strafvollzug / Exécution des peines. Accroître l'efficacité
15.3399	Faires Verfahren beim Zugang zu geschlossenen Märkten der Kantone / Accès aux marchés fermés des cantons. Procédure équitable
15.3363	Nationales Register gefährlicher straffälliger Personen / Création d'un registre national des criminels dangereux
15.3348	Kesb. Zum Wohle der Betroffenen / APEA. Associer les proches et les communes à la prise de décision
15.3344	Kesb. Obligatorische Abklärungen bei der Erwägung einer Fremdplatzierung von Personen / APEA. Obligation de consulter les proches et la commune avant toute décision de placement
15.3330	Fachkräfteinitiative und arbeitsmarktliche Massnahmen. Synergien nutzen und Mittel optimieren / Initiative visant à combattre la pénurie de personnel qualifié et mesures relatives au marché du travail. Utilisation des synergies et optimisation des moyens
15.3329	Rückverteilung der Busseneinnahmen / Restitution du produit des amendes
15.3319	Zugriffsverträge zum elektronischen Grundstückinformationssystem strenger regeln / Réglementer plus strictement les conventions d'accès au système électronique d'informations foncières
15.3282	NFA-Programmvereinbarungen Wald 2016-2019 / Convention-programme RPT Forêt 2016-2019
15.3263	Revision des Entsendegesetzes / Réviser la loi sur les travailleurs détachés

15.3254	Subventionen für "Jugend und Sport" / Subventions pour "Jeunesse et Sport"
15.3142	Kesb. Zwingendes Anhörungsrecht und verbessertes Klagerecht für Grosseltern, Geschwister und nahe Verwandte / APEA. Droit d'être entendu obligatoire et droit d'action renforcé en faveur des grands-parents, des frères et soeurs et des parents proches
15.3141	Bessere Integration von Asylbewerbern in den Arbeitsmarkt / Pour une meilleure intégration des requérants d'asile sur le marché de l'emploi
15.3113	Bandbreitenmodell für mehr Steuergerechtigkeit / Une marge de fluctuation pour plus d'équité fiscale
15.3019	Vierteljährlicher Wirksamkeitsbericht des Bundesrates. Änderungen am Finanzausgleichsgesetz / Rapport d'évaluation quadriennal du Conseil fédéral. Modification de la loi sur la péréquation financière
15.3001	Schaffung von Handlungsspielraum in der Gewässerschutzverordnung / Prévoir une marge de manoeuvre dans l'ordonnance sur la protection des eaux
	Postulate / Postulats
15.4226	Braucht es eine nationale Sondereinheit zur Terrorbekämpfung? / Avons-nous besoin d'une unité spéciale de lutte contre le terrorisme à l'échelon national?
15.4220	Staat konkurrenziert Privatwirtschaft / L'Etat ne doit pas se faire le concurrent du secteur privé
15.4197	Eine Zulage für jedes Kind / Une allocation pour chaque enfant
15.4127	Bessere Koordination zwischen Raum- und Verkehrsplanung / Mieux coordonner l'aménagement du territoire et la planification des transports
15.4119	Kompensierte Abschaffung der direkten Bundessteuer für natürliche Personen / Compensation de la suppression de l'impôt fédéral direct perçu sur les personnes physiques
15.4113	Optimierung des bestehenden Systems im Lichte des neuen Asylgesetzes / Optimisation du système actuel à la lumière de la nouvelle loi sur l'asile
15.4024	Mehr Verbindlichkeit und Planungssicherheit beim Finanzausgleich zwischen Bund und Kantonen / Péréquation financière entre la Confédération et les cantons. Pour un dispositif plus contraignant et une planification plus sûre
15.4023	Politische Bildung ist im öffentlichen Interesse / L'éducation à la citoyenneté est une prestation d'intérêt public
15.3967	Numerus clausus. Israelisches Modell für die Selektion der Medizinstudenten in der Schweiz? / Numerus clausus en médecine. Introduire le modèle israélien en Suisse?
15.3955	Verbesserte Integration in den Arbeitsmarkt von anerkannten Flüchtlingen und vorläufig Aufgenommenen / Améliorer l'intégration sur le marché du travail des réfugiés reconnus et des étrangers admis provisoirement
15.3909	Kantonale Mindestlöhne. Den Handlungsspielraum der besonders betroffenen Kantone moderat erweitern / Salaires minimaux cantonaux. Elargir modérément la marge de manoeuvre des cantons à risque
15.3889	Energetische Sanierung von Gebäuden. Welche Massnahmen zur Beschleunigung? / Assainissement énergétique des bâtiments. Quelles mesures pour se hâter un peu moins lentement?
15.3862	Den administrativen Aufwand in der Landwirtschaft reduzieren. Unnötige Kontrollpunkte streichen/ Agriculture. Réduire la charge administrative et supprimer les contrôles inutiles
15.3840	Nationaler Massnahmenplan zur Verringerung der Lärmbelastung / Plan national de mesures pour diminuer les nuisances sonores
15.3796	Förderung des Berufsabschlusses von Erwachsenen / Encourager l'acquisition d'une qualification professionnelle pour les adultes
15.3748	Arbeitslosenfürsorge. Handlungsmöglichkeiten des Bundes / Aide sociale en faveur des chômeurs. Possibilités d'action de la Confédération
15.3702	NFA. Entpolitisierung der Zielgrösse von 85 Prozent im Ressourcenausgleich / RPT. Dépolitiser l'objectif de 85 pour cent dans la péréquation des ressources
15.3640	Steuerprivilegien von internationalen Sportverbänden / Privilèges fiscaux des associations sportives internationales
15.3578	Gewalt im Alter. Nationale Strategie zur Bekämpfung von Gewalt gegenüber älteren Menschen / Stratégie à l'échelle nationale pour lutter contre la violence touchant les personnes âgées

15.3530	Stärkung der frühkindlichen Förderung / Renforcer l'encouragement précoce
15.3464	Krankenversicherungsgesetz. Roadmap zur Entflechtung der Mehrfachrolle der Kantone / Loi sur l'assurance-maladie. Feuille de route pour désenchevêtrer les rôles que jouent les cantons
15.3456	Pflegende Kinder nicht ausklammern / Ne pas négliger les enfants soignant des proches
15.3430	Kein Lehrabbruch ohne Anschlusslösung / Aider les apprentis qui interrompent leur apprentissage à trouver une solution de remplacement
15.3325	Datenaustausch zwischen dem Grenzwachtkorps und den kantonalen Polizeibehörden sowie zwischen den kantonalen Polizeibehörden / Echange de données entre le Corps des gardes-frontière et les autorités de police cantonales ainsi qu'entre ces dernières
15.3284	Administrative Vereinfachungen beim Vollzug des Bundesgesetzes über das bäuerliche Bodenrecht / Simplifier l'exécution de la loi sur le droit foncier rural
15.3193	Nationale Strategie zur Verbesserung der Beschäftigungschancen und der Reintegration erwerbsloser älterer Menschen in den Arbeitsmarkt / Stratégie nationale destinée à améliorer les chances des personnes d'un certain âge de retrouver un emploi et de se réinsérer sur le marché de l'emploi
15.3183	Gewinne der Schweizerischen Nationalbank. Verwendung und Auswirkung / Bénéfices de la Banque nationale suisse. Utilisation et répercussions
15.3176	Neues Rahmengesetz Gesundheit / Nouvelle loi-cadre sur la santé
15.3118	Abbau von Regulierungskosten. Formelle Harmonisierung von Verfahren, Fristen und Zahlungsintervallen im Unternehmenssteuerbereich / Coûts de réglementation. Harmoniser les procédures, les délais et les intervalles de paiement dans le domaine de l'imposition des entreprises